CIRAC

*Centre d'information et de recherche
sur l'Allemagne contemporaine*

UNIVERSITÉ
de Cergy-Pontoise

*Institut d'études avancées
de l'université de Cergy-Pontoise*

Cycle thématique 2014

France-Allemagne-Europe

Perspectives de consolidation de l'Union européenne

Actes de trois conférences-débats

CIRAC

France-Allemagne-Europe

Perspectives de consolidation de l'Union européenne

René Lasserre et Solène Hazouard (dir.)

DOI : 10.4000/books.cirac.148

Éditeur : IFAEE

Année d'édition : 2014

Date de mise en ligne : 13 décembre 2017

Collection : Travaux et documents du CIRAC

ISBN électronique : 9782905518705

<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

ISBN : 9782905518477

Nombre de pages : 82

Référence électronique

LASSERRE, René (dir.) ; HAZOUARD, Solène (dir.). *France-Allemagne-Europe : Perspectives de consolidation de l'Union européenne*. Nouvelle édition [en ligne]. Cergy-Pontoise : IFAEE, 2014 (généré le 02 octobre 2020). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/cirac/148>>. ISBN : 9782905518705. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.cirac.148>.

© IFAEE, 2014

Conditions d'utilisation :

<http://www.openedition.org/6540>

CIRAC

*Centre d'information et de recherche
sur l'Allemagne contemporaine*

*Institut d'études avancées
de l'université de Cergy-Pontoise*

Cycle thématique 2014

France-Allemagne-Europe

Perspectives de consolidation de l'Union européenne

Actes de trois conférences-débats

CIRAC

Cycle thématique 2014

France-Allemagne-Europe

Perspectives de consolidation de l'Union européenne

Actes de trois conférences-débats

CIRAC

TRAVAUX ET DOCUMENTS DU CIRAC

Travaux et documents du CIRAC

Collection dirigée par René Lasserre

Directeur de la publication

René Lasserre

directeur du CIRAC

Établissement des actes

Solène Hazouard

ingénieur d'études au CIRAC

avec le concours de **Mélanie Prieur**, aide-documentaliste au CIRAC

(Traduction des propos de Thomas Petersen : Isabelle Bourgeois, Solène Hazouard)

Ouvrage publié avec le concours de l'Institut d'études avancées (IEA)
et de la Fondation de l'université de Cergy-Pontoise

Les contributions publiées dans cet ouvrage engagent uniquement
la responsabilité de leurs auteurs.

© CIRAC, 2014

<http://www.cirac.u-cergy.fr>

CIRAC, c/o Université de Cergy-Pontoise

33, boulevard du Port – 95011 CERGY-PONTOISE CEDEX

ISBN 978-2-905518-47-7

FRANCE-ALLEMAGNE-EUROPE

PERSPECTIVES DE CONSOLIDATION DE L'UNION EUROPÉENNE

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
I – LA NOUVELLE CONSTELLATION POLITIQUE FRANCO-ALLEMANDE : UN NOUVEAU SOUFFLE POUR L'EUROPE ?	7
<i>Ouverture</i> : Isabelle Bourgeois.....	7
<i>Exposés des intervenants</i>	
Henrik Uterwedde.....	9
Hélène Miard-Delacroix.....	13
Yann-Sven Rittelmeyer	16
René Lasserre.....	21
<i>Débat et conclusions</i>	25
II – LES POSITIONS FRANÇAISE ET ALLEMANDE SONT-ELLES CONCILIABLES FACE AUX ENJEUX DE L'UNION POLITIQUE ET DE LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE EUROPÉENNES ?	33
<i>Ouverture</i> : Michèle Weinachter.....	33
<i>Exposés des intervenants</i>	
Joachim Schild	34
Henrik Uterwedde.....	38
Thierry Chopin.....	42
Jean-Louis Boulranges.....	47
<i>Débat et conclusions</i>	53
III – LES ÉLECTIONS AU PARLEMENT EUROPÉEN : ÉTAT DE L'EUROSCEPTICISME EN FRANCE, EN ALLEMAGNE ET EN EUROPE. QUELLES CONSÉQUENCES POUR LA POURSUITE DE L'UNION POLITIQUE EUROPÉENNE ?	57
<i>Ouverture</i> : Isabelle Bourgeois.....	57
<i>Brefs exposés des intervenants</i>	
Christian Lequesne	59
Roland Cayrol.....	62
Thomas Petersen	64
Henrik Uterwedde.....	66
<i>Échanges entre intervenants</i>	68
<i>Débat et conclusions</i>	76

PRÉSENTATION DES INTERVENANTS

Isabelle Bourgeois

Maître de conférences à l'université de Cergy-Pontoise, chargée de recherches au Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC)

Jean-Louis Bourlanges

Ancien député européen

Roland Cayrol

Directeur de recherche associé au CEVIPOF et fondateur de l'institut de sondages CSA

Thierry Chopin

Directeur des études à la Fondation Robert Schuman

René Lasserre

Professeur à l'université de Cergy-Pontoise, directeur du Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC)

Christian Lequesne

Directeur de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (CERI), professeur à Sciences Po

Hélène Miard-Delacroix

Professeur à l'université Paris-Sorbonne

Thomas Petersen

Docteur en sciences de la communication, chercheur à l'Institut für Demoskopie d'Allensbach (IfD)

Yann-Sven Rittelmeyer

Chercheur au Comité d'études des relations franco-allemandes (CERFA), près l'Institut français des relations internationales (IFRI)

Joachim Schild

Professeur de sciences politiques à l'université de Trèves

Henrik Uterwedde

Professeur invité à l'université de Cergy-Pontoise, directeur adjoint de l'Institut franco-allemand (DFI) de Ludwigsburg

Michèle Weinachter

Maître de conférences à l'université de Cergy-Pontoise, chercheur associé au Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC)

AVANT-PROPOS

Cet ouvrage constitue les actes de trois conférences-débats organisées par le Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC) et le Deutsch-Französisches Institut de Ludwigsburg (DFI), dans le cadre du cycle thématique « *France-Allemagne-Europe : Perspectives de consolidation de l'Union européenne* » de l'Institut d'études avancées (IEA) de l'université de Cergy-Pontoise (UCP). Ce projet a bénéficié du concours financier de l'IEA et de la Fondation de l'UCP.

La première conférence-débat a eu lieu le 13 mars 2014 à l'université de Cergy-Pontoise, sur le thème « *La nouvelle constellation politique franco-allemande : un nouveau souffle pour l'Europe ?* ». La deuxième, organisée le 29 avril 2014 au Goethe-Institut de Paris, était intitulée : « *Les positions française et allemande sont-elles conciliables face aux enjeux de l'union politique et de la gouvernance économique européennes ?* ». La troisième rencontre s'est tenue le 2 juin 2014 à la Maison Heinrich Heine à Paris. Elle avait pour thème : « *Les élections au Parlement européen : état de l'euroscepticisme en France, en Allemagne et en Europe. Quelles conséquences pour la poursuite de l'union politique européenne ?* ». Le texte de cette dernière manifestation a par ailleurs été publié dans le numéro 113 (été 2014) du bulletin économique du CIRAC *Regards sur l'économie allemande*, dans une version remaniée et condensée.

La nouvelle constellation politique franco-allemande : un nouveau souffle pour l'Europe ?

Isabelle Bourgeois : Je souhaiterais introduire ce débat par une citation : « *Cinq ans seulement après la Deuxième Guerre mondiale, le ministre français des Affaires étrangères, Robert Schuman, proposait à ses partenaires européens d'instituer la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA). La France et l'Allemagne devenaient ainsi le grand moteur de la construction européenne. Les adversaires d'hier devenaient des partenaires* ».

Ce passage est extrait d'un discours tenu par le président de la République fédérale d'Allemagne Joachim Gauck, le 22 février 2013, au Château de Bellevue à Berlin. Il s'agit du discours officiel du 50^e anniversaire du Traité de l'Élysée.

Offensives françaises avant les élections au Bundestag

Pourtant, la même année, la France bombardait l'Allemagne d'obus et de grenades, un eurodéputé de la gauche affirmant au mois de mai 2013 que l'Europe était « *en passe de devenir une maison de redressement* ». Lors de sa convention Europe d'avril 2013, le parti socialiste français pointait « *l'intransigeance égoïste de la chancelière Angela Merkel* ». Dans la foulée, l'Allemagne était déclarée « *ennemie* » et Angela Merkel accusée d'être une « *mère la rigueur* », et d'imposer son « *diktat* ». Ce dernier terme, qui a couru dans tous les médias européens, nous ramène 100 ans en arrière. Dès lors, 100 ans après la guerre de 1914, assisterions-nous à une nouvelle guerre de tranchées ?

Cette offensive française accompagnait la campagne allemande pour les élections au Bundestag qui se sont déroulées en septembre 2013. La France, qui venait alors d'élire un nouveau président socialiste, caressait le secret espoir de voir le parti chrétien démocrate (CDU) – un parti de droite dans le langage politique français – perdre les élections et de voir ainsi la chancelière Angela Merkel prendre sa retraite. La France caressait au fond l'espoir que ce changement « *rêvé* » lui permettrait d'échapper notamment aux contraintes de la gestion des crises au sein de la zone euro – et de l'Union européenne (UE) en général – et de n'avoir plus ou pas à se soumettre aux disciplines liées à l'appartenance à l'UE et à la zone euro.

Or Angela Merkel fut reconduite chancelière avec, pour partenaire-surprise de coalition, le parti social-démocrate (SPD). Au fur et à mesure que se dessinait cette Grande coalition (en termes français : un gouvernement d'union centre droit/centre gauche), les guerriers français ont commencé à ranger leurs armes. Et après quelques bouderies de début, françaises surtout, le couple franco-allemand s'est quelque peu ressoudé.

Une nouvelle constellation politique favorable ?

Aujourd'hui, la majorité socialiste française tend à se rapprocher de la composante sociale-démocrate du gouvernement fédéral, et le président Hollande a été jusqu'à annoncer en janvier un « *tournant social-démocrate* ». Cette nouvelle constellation est-elle favorable pour faire avancer les grands dossiers européens ? Tout porte à le croire à première vue. Écoutons à ce titre un autre président français, Nicolas Sarkozy, dont la relation avec l'Allemagne et Angela Merkel fut très houleuse elle aussi à ses débuts. Dans un discours qu'il a prononcé à la Fondation Konrad Adenauer le 28 février 2014, il dit : « [...] *notre convergence n'est pas automatique. Elle dépend de nous, de nos efforts, de notre patience, de notre capacité à accepter des compromis. Depuis Adenauer et de Gaulle, il appartient à chaque responsable de nos pays respectifs d'y apporter sa contribution. La France et l'Allemagne ont un devoir vis-à-vis de l'ensemble du continent européen* ». Puis il donne une clef, qui semble convenue à première vue seulement : « *L'amitié franco-allemande c'est le socle, socle sur lequel s'est bâtie la construction européenne* ».

Sans cette réconciliation, il n'y aurait pas eu d'Europe et sans cette amitié entre nous, l'Europe ne peut avancer. Conjurant l'amitié franco-allemande dans l'intérêt de l'Europe est plus que jamais nécessaire à la veille des élections européennes et face à la montée des tentations nationalistes et populistes dans le contexte des grands enjeux de la construction européenne. Conjurant l'amitié franco-allemande n'est pas un vain mot, surtout depuis le non français au référendum sur le projet de Traité constitutionnel en 2005 mais aussi depuis les crises de la finance mondiale, du système bancaire européen, des dettes souveraines et de la compétitivité qui ont mis au grand jour un impératif de réformes. Aujourd'hui, nous, Français et Allemands, sommes au pied du mur et devons affronter ensemble les grands défis qui se posent à nous. La constellation politique actuelle est-elle favorable ? Saura-t-elle apporter un nouveau souffle pour l'Europe ? C'est ce dont nous allons débattre maintenant.

Présentation de la conférence-débat

Le professeur Henrik Uterwedde, directeur adjoint de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg commencera par nous dresser un état des lieux de cette nouvelle constellation et nous éclairera sur les convergences et divergences éventuelles entre la France et l'Allemagne. Le professeur Hélène Miard-Delacroix, de l'université de Paris-Sorbonne, nous éclairera pour sa part sur le mystère qu'est pour nous en France une grande coalition et se penchera entre autres sur la définition du concept de social-démocratie, concept très prisé des médias actuellement en France. Interviendra ensuite Yann-Sven Rittelmeyer, qui est docteur en science politique de l'université libre de Bruxelles et chercheur au Comité d'études des relations franco-allemandes (CERFA) à l'Institut français

des relations internationales (IFRI), où il est spécialiste des questions européennes. Il nous présentera les enjeux de la construction européenne dans son approfondissement et, plus particulièrement, tentera de nous faire comprendre l'enjeu central qu'est cette délicate articulation entre une UE à 28 et une zone euro à 18. Enfin, le professeur René Lasserre, de l'université de Cergy et directeur du CIRAC, nous exposera les enjeux plus économiques des débats et les défis auxquels est confronté un tandem franco-allemand quelque peu déséquilibré entre d'un côté une Allemagne « modèle » et, de l'autre, une France qui semble en voie de décrochage.

EXPOSÉS DES INTERVENANTS

Henrik Uterwedde : Mon propos s'articulera autour de trois points liminaires. Nous nous demanderons en effet s'il existe une nouvelle donne, si l'on assiste à la fin des divergences franco-allemandes et pourquoi il faut aller plus loin.

Isabelle Bourgeois abordait les spéculations en France avant les élections allemandes. Il ne faut jamais spéculer parce que l'on risque toujours d'être déçu. Pour faire bonne mesure, l'on pourrait évoquer le fait qu'Angela Merkel et la presse allemande craignaient en 2012 la fin du couple Merkel-Sarkozy, Angela Merkel ayant eu l'indélicatesse de se prononcer publiquement pour la réélection de Nicolas Sarkozy. Or, dans les relations franco-allemandes, on ne choisit pas son partenaire. Les peuples, allemand et français, choisissent leurs leaders qui d'ailleurs savent ensuite composer avec. Je me souviens encore, en 1981, de l'arrivée au pouvoir de Mitterrand qui gouvernait avec des communistes. Pour la CDU de l'époque, c'était l'horreur. Si on avait dit à l'époque « Attendez un peu et vous verrez que Kohl et Mitterrand formeront un des plus beaux couples franco-allemands de l'histoire d'après-guerre ! », on vous aurait ri au nez. Dans la situation actuelle, la nouvelle coalition allemande et François Hollande sont en place jusqu'en 2017. Les deux gouvernements devraient pouvoir avoir les coudées franches, sauf en cas de problème de politique intérieure. Il faudrait que ce temps soit utilisé à bon escient.

L'agenda social comme source de changement

La nouvelle coalition est à la fois source de changement et de continuité. Le nouvel agenda social de ce gouvernement mise davantage sur des dépenses sociales, sur la demande intérieure, sur de nouveaux instruments comme l'instauration d'un salaire minimum et sur les investissements publics. Ce tournant, nécessaire, résulte de la conjonction d'un cycle économique et des besoins issus d'une période de faibles investissements. Une fois que les réformes Schröder ont permis, dès 2005, à l'économie allemande de reprendre du souffle, le pays devint de nouveau prospère et fit entrer des recettes fiscales (il convient de noter sur ce point qu'à la différence de la France, l'Allemagne

s'est très rapidement remise de la crise de 2008-2009). Il devenait toutefois urgent d'observer de près certaines failles des réformes antérieures – notamment en termes de précarité et d'inégalités sociales – et de parer au manque brutal d'investissements publics. L'Institut allemand pour la recherche économique de Berlin (DIW) a calculé que 100 milliards d'euros étaient nécessaires pour combler le retard d'investissements publics dans les infrastructures, voiries, chemins de fer et écoles. Par conséquent, même si Angela Merkel avait gagné la majorité absolue, cet agenda social se serait imposé. L'adoption de l'agenda social, qui coïncide avec l'entrée du SPD au pouvoir, lui ouvre un boulevard parce qu'il reprend les thèmes du parti tels que l'instauration d'un Smic légal et la mise en œuvre de mesures sociales relatives aux retraites. Cela donne l'impression que le SPD est à l'initiative des grandes orientations de cette nouvelle coalition. Or la CDU a également obtenu gain de cause en ce qui concerne le soutien aux mères de famille. Au-delà de l'agenda social, un deuxième changement réside dans la nomination de Frank-Walter Steinmeier à la tête du ministère des Affaires étrangères allemand, dont tout le monde se réjouit, la précédente législature n'ayant pas laissé un bilan très positif. Frank-Walter Steinmeier, qui a une expérience des affaires extérieures, est plus accommodant avec ses partenaires européens. Le ton du gouvernement allemand dans les débats franco-allemands et européens est plus conciliant, traduisant une certaine ouverture vers les demandes de solidarité et de cohésion sociale.

Une certaine continuité en matière de politique européenne

Quoi qu'il en soit, le SPD reste le SPD : ce n'est pas le PS. Il existe dès lors une certaine continuité dans la politique économique, sociale et européenne de l'Allemagne. Dans le contrat de coalition entre CDU/CSU et SPD, on croit discerner dans le chapitre Europe la main de Wolfgang Schäuble de la CDU, donc la main de l'ancien gouvernement. Ce chapitre correspond à 99 % à la doxa d'Angela Merkel, y compris dans le refus net des eurobonds et de certaines revendications chères au partenaire français. On voit bien ici les limites de l'ouverture allemande. Les sociaux-démocrates sont eux aussi tributaires des électeurs et des contribuables allemands, qui sont très réticents quand il s'agit de dépenser d'avantage d'argent en Europe ou quand il faut répondre à des demandes de solidarité sans contrepartie. Par conséquent, il ne semble pas raisonnable de penser que l'Allemagne adoptera un grand virage en matière de politique européenne. Les débats franco-allemands et européens risquent d'être toujours tendus. François Hollande parlait d'ailleurs de « tension amicale ». Cela ne me choque pas du tout : la tension a toujours été le fait de la coopération franco-allemande car nous représentons deux modèles différents, deux manières de voir le monde, deux approches politiques et c'est bien comme cela. L'Europe est la diversité. Le couple franco-allemand fonctionne bien et

peut bien fonctionner car nous représentons deux manières de voir et deux manières d'agir. Mais nous avons également la volonté et la capacité de dépasser nos divergences et de faire émerger les compromis nécessaires. Bien sûr, il existe une tension comme l'a souligné l'ancien président de la République allemande, Roman Herzog, lors du 50^e anniversaire de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg. Il a toutefois ajouté cela : « *mais à la fin, sans tension, il n'y aura pas de courant* ». Cette leçon élémentaire vaut peut-être aussi pour les relations franco-allemandes et pour l'Europe.

La fin des divergences ?

À la demande de Yann-Sven Rittelmeyer et de Hans Stark de l'IFRI, j'ai rédigé dernièrement une note¹ visant à déterminer si l'orientation actuelle des politiques économiques française et allemande ne dégagerait pas au moins un début de convergence. Généralement, les deux politiques sont assez différentes. L'Allemagne répond au modèle de l'économie sociale de marché, très industrielle et orientée vers les exportations et les problèmes de compétitivité. Il en résulte une préférence pour une politique de l'offre. Le modèle économique français, au contraire, est très keynésien. Il s'inscrit d'ailleurs dans un mauvais keynésianisme : on dépense quand l'économie va mal et on dépense encore plus quand l'économie se porte bien. Les spécialistes disent que la politique économique française est contracyclique en récession mais qu'au lieu de suivre Keynes en étant contracyclique quand la conjoncture est favorable (pour ainsi rembourser la dette), les responsables politiques adoptent alors une politique procyclique en dépensant encore plus.

Si de nombreux points séparent la France de l'Allemagne, y compris dans la manière de discuter, les salaires remontent assez fortement depuis maintenant trois ans en Allemagne, tandis que la Grande coalition se met à dépenser pour soutenir la demande intérieure. Tout se passe comme si l'Allemagne découvrait les vertus (ou la nécessité) d'une politique de la demande pour nourrir la demande intérieure, chose que la France et les partenaires européens ont demandée à Angela Merkel depuis des années afin de pouvoir exporter vers l'Allemagne. Face à cela, on pourrait aussi très bien spéculer que François Hollande commence à découvrir les vertus d'une politique de l'offre à la française, indispensable au pays. En effet, le problème français n'est pas un problème de la demande mais de l'offre, ce qui est confirmé par un grand nombre de rapports. Certaines réformes entamées par François Hollande, telles que la baisse des charges des entreprises ou encore l'Accord national interprofessionnel sur le marché du travail (ANI) témoignent de l'« *outing* »

¹ Henrik Uterwedde, « La fin des divergences ? Perspectives des politiques économiques françaises et allemandes », *Visions franco-allemandes* [en ligne], n° 23, octobre 2013, 26 p. Disponible sur : <http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=79>
07 [consulté le 31/03/2014].

social-démocrate du président Hollande. Celui-ci n'a guère surpris les Allemands, qui savent que quand les socialistes gouvernent le pays – cela fut déjà le cas sous Jospin ou Mitterrand –, ils mènent une politique sociale-démocrate plus ou moins intelligente. Toutefois, le fait que François Hollande s'avoue social-démocrate constitue culturellement une révolution. L'étonnement en France sur ce sujet précis en dit long sur la nature de certains débats.

En somme, l'Allemagne fait quelques pas vers une politique de la demande, tandis que la France commence peut-être à faire des réformes sur le plan de l'offre dont le pays aura besoin. D'une certaine manière, on pourrait en déduire que les deux pays font des pas encore un peu hésitants l'un vers l'autre. Peut-être cela pourra-t-il aboutir à une certaine convergence ? Un pays doit en effet réunir une demande intérieure soutenue et une offre compétitive. L'Allemagne aura beau augmenter sa demande intérieure, si l'offre française (ou italienne) n'est pas capable de saisir cette opportunité, d'autres pays vont en profiter. Il se trouve qu'en France, c'est la politique de l'offre, négligée pendant trop longtemps, qu'il faut mettre en avant. En Allemagne, c'est peut-être l'inverse.

Il est nécessaire d'aller plus loin

Bien que la gestion intelligente des différences entre les deux gouvernements et l'art de négocier des compromis – dont les deux gouvernements ont vraiment la maîtrise et l'expérience depuis plus de 50 ans – soient importants et aient permis d'éviter le pire dans la crise de la zone euro, cela ne suffit pas pour faire face à la montée des mouvements anti-européens en Europe. Beaucoup de débats, de peurs diverses et d'incompréhension nourrissent un sentiment de malaise, pas seulement en France mais aussi en Allemagne. Les uns – les citoyens des pays du Sud – ont tendance à penser qu'on leur demande toujours plus d'austérité et d'efforts et qu'il s'agit d'un *diktat* de Bruxelles ou d'Allemagne. Ce faisant, ils se dérobent à leurs propres responsabilités. En effet, ce n'est pas l'Allemagne qui est responsable de tout, même si elle porte une part de responsabilité dans la crise de l'euro. Les autres – les citoyens des pays du Nord – excluent souvent de payer pour ceux qui se refusent aux efforts. Ils craignent de payer pour toute l'Europe dans le cadre d'une union des transferts incontrôlés. Cela favorise le repli sur soi et nourrit l'illusion – bien présente en France comme en Allemagne – qu'un retrait de l'euro permettrait de s'affranchir des contraintes et de poursuivre sa propre politique nationale. L'un des enjeux de la campagne européenne sera de dire qu'il s'agit d'une illusion très dangereuse. Toutefois, le *statu quo* qui consisterait à gérer la crise comme on l'a fait jusqu'à présent ne permettrait pas une sortie de la crise par le haut.

C'est pourquoi je souhaiterais conclure cette intervention en vous suggérant quelques lectures. Des politologues, des économistes et des juristes renommés en Allemagne ont récemment publié un manifeste sous le nom de Groupe de

Glienicke (Glienicker Gruppe)², afin de dire au gouvernement et à l'opinion publique allemande que sans changement, l'Allemagne ira vers une régression nationale. Des progrès substantiels doivent être faits en termes d'union politique pour accompagner l'Union économique et monétaire (UEM). Ce manifeste a eu un grand impact dans les médias allemands, ce qui est très positif. En France, le Groupe Eiffel Europe, qui rassemble des responsables politiques et des universitaires autour de la députée européenne Sylvie Goulard, a répondu au manifeste de Glienicke pour engager un débat citoyen et européen³. Dans l'atmosphère actuelle un peu morne où les eurosceptiques dominent les débats, ces initiatives représentent une bouffée d'air. Je vous conseille donc de lire ces deux manifestes.

Mon grand espoir est que ce genre d'initiative impliquant la société civile puisse lancer un nouveau débat citoyen sur l'Europe. On ne sauvera pas l'Europe en la laissant au cénacle des 28 chefs derrière des portes closes. Il faut que les citoyens s'approprient l'Europe et commencent à débattre des sujets sérieux, y compris de ceux qui fâchent. Vivement ce débat citoyen pour l'Europe ! Ce n'est quand même pas un hasard que cette initiative ait été franco-allemande. Elle apportera peut-être un nouveau souffle, y compris dans les relations franco-allemandes.

Isabelle Bourgeois : Des réflexions sont également en cours, notamment à Genshagen et à l'Institut Montaigne. C'est une très bonne chose pour le débat européen, parce que quelle que soit l'obédience, tout le monde regrette le manque de participation de la société civile à l'Europe. Il y aurait là une nouvelle articulation à trouver, et il semblerait qu'il se passe quelque chose. Mais dans un premier temps, je voudrais demander au professeur Hélène Miard-Delacroix de nous préciser ce que cela a de si étrange, à nos yeux français, d'être social-démocrate.

Hélène Miard-Delacroix : Depuis quelques décennies, il existe une difficulté française particulière à comprendre ce qu'est la social-démocratie dans sa réalité allemande. Dans les débats internes au socialisme français des années 1970 – c'est-à-dire dans la phase où le PS est en quête de conquérir le pouvoir et recherche une alliance avec le parti communiste français – le mot social-démocrate est bien utilisé, mais ce n'est pas un qualificatif positif. Quand dans la gauche française, dans la deuxième partie du XX^e siècle, on traitait quelqu'un de social-démocrate, ce n'était pas pour le louer mais plutôt pour dire qu'il était

² Groupe de Glienicke, *Vers une Union de l'euro*, Tribune de Notre Europe – Institut Jacques Delors [en ligne], 23 octobre 2013. Disponible sur : <http://www.notre-europe.eu/media/tribune11allemandsne-ijdoct2013.pdf?pdf=ok> [consulté le 31/03/2014].

Version allemande : Glienicker Gruppe, *Aufbruch in die Euro-Union (Artikel in DIE ZEIT vom 17.10.2013)* [en ligne]. Disponible sur : <http://www.glienickergruppe.eu/index.html> [consulté le 31/03/2014].

³ Groupe Eiffel Europe, *Pour une Communauté politique de l'Euro* [en ligne]. Disponible sur : <http://www.groupe-eiffel.eu/pour-une-communaute-politique-de-leuro/> [consulté le 31/03/2014].

mou, qu'il n'avait pas de convictions et de fermeté. Du point de vue de la forme, ce mot n'est pas familier en France, contrairement au mot « socialisme » dans lequel se sont reconnus les différents courants, qu'ils aient été révolutionnaires ou réformistes. En Allemagne fédérale en revanche, on a d'autant plus utilisé le terme de social-démocratie sur la forme que le terme de socialisme qualifiait le communisme est-allemand, collectiviste. Par conséquent, la terminologie indique des choses. Si on ne formule pas les choses, c'est qu'on ne les pratique pas.

Social-démocratie allemande vs socialisme français

À quel fond les termes renvoient-ils ? Le socialisme français s'inscrit dans une longue histoire d'intervention de l'État dans la vie politique et dans l'économie. De ce point de vue, il est difficilement compatible avec l'idée de base de la social-démocratie, qui a accepté et respecté une autonomie des acteurs économiques, notamment en leur laissant le choix de décider ensemble, avec un certain nombre de compromis, des modes de fonctionnement du monde du travail. D'un côté, nous avons en France un socialisme un peu jacobin qui, après l'annonce par François Hollande du tournant social-démocrate et du pacte de responsabilité, a souligné qu'on attendait des contreparties de la part du patronat. Cela fait partie de la culture politique de la gauche française de considérer que pour le bien commun, les pouvoirs publics ont à intervenir, à régler, à créer un cadre et à pousser les acteurs sociaux.

Concernant cette notion d'*outing*, on peut comprendre que s'affirmer social-démocrate constitue une révélation en France. Depuis la période de la compatibilité du PS avec le PCF, un long chemin a été parcouru. La coopération entre le PS et le PCF était une donnée quasiment structurelle. Le socialisme français dans la deuxième partie du XX^e siècle ne pouvait pas faire abstraction de la présence de 20 % à presque 25 % d'électeurs du PCF. En outre, il existe une diversité à l'intérieur du parti socialiste français. Quand on se dit social-démocrate, on se situe à la droite du parti socialiste. Et plus l'extrême-gauche française – sous sa forme organisée dans le communisme – est partie en déliquescence, plus se retrouvent potentiellement, au sein même du PS, des forces très à gauche.

Pour la social-démocratie allemande, c'est le contraire. Cela est propre à l'histoire du pays et au cheminement du plus vieux parti d'Allemagne, qui utilisait le terme de socialisme avant la division Est-Ouest et l'a complètement lâché. Le SPD a été confronté, à la fin des années 1950, à une situation conjoncturelle qui correspondait à la nécessité de devoir gagner un électorat au centre. Le contexte structurel était celui de la guerre froide, où le marxisme-léninisme était condamnable et rejeté à l'extérieur du pays, en RDA. Cette nécessité de gagner un électorat plus large que le monde ouvrier a contraint le SPD allemand à aller au centre, au moment où le PS français allait chercher à gauche. Dès lors,

à la fin de l'année 1959 à Godesberg, le SPD a dit définitivement adieu au marxisme et, partant, à la lutte des classes. C'est important, parce que le schéma de la lutte des classes est resté dans les milieux de gauche en France jusqu'à aujourd'hui, ce qui rend difficile *l'outing*. 1959, c'est l'acceptation de l'économie sociale de marché par le SPD en Allemagne. Pour rendre plus compréhensible la social-démocratie pour les Français, on peut dire également que l'histoire de la social-démocratie dans la dernière partie du XX^e siècle est une histoire du réalisme contre l'idéologie. Ça a déjà été un peu le cas avec Willy Brandt, qui resta toutefois une figure du patrimoine socialiste. C'est devenu complètement vrai sous Helmut Schmidt, qui disait que l'idéologie était totalement inutile et que quand on avait des visions, il fallait aller chez le médecin ; il fallait au contraire prendre en compte les vraies réalités. Ça a été vrai également sous Schröder, puisque Schröder a eu le réalisme, au risque de perdre les élections, de considérer qu'il fallait prendre des mesures radicales sur le marché du travail si l'on voulait sauver l'économie allemande.

Qu'est-ce que la Grande coalition ?

La Grande coalition surprend beaucoup les médias et l'opinion publique en France. Il semble incongru que la droite et la gauche, après s'être combattues, forment ensemble un gouvernement. Or cela comporte en Allemagne à la fois une dimension structurelle et une dimension conjoncturelle. Du point de vue structurel, cette configuration politique est liée au système allemand de la démocratie parlementaire. À partir du moment où la formation du gouvernement provient en Allemagne du résultat des élections au Parlement, les modalités de formation du gouvernement conduisent à accepter le rapport de force au Bundestag. Quand on était encore au XX^e siècle et que l'on avait encore trois partis au gouvernement (deux gros et un petit), on pouvait relativement facilement constituer une majorité de centre gauche ou une majorité de centre droit. Lorsqu'il existe une plus grande diversité de partis, il est difficile d'avoir une majorité absolue pour un parti. Dès lors, par définition, la coalition est plus que jamais obligatoire en Allemagne.

Certes, la CDU aurait préféré continuer à travailler avec les Libéraux et le SPD avait mis en avant une coalition avec les Verts. Mais à partir du moment où aucune de ces deux coalitions privilégiées n'était possible, il était nécessaire de former un gouvernement obtenant un soutien extrêmement large au Parlement, rassemblant les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates (différentes combinaisons avaient au préalable été testées, parmi lesquelles celle d'une coopération entre la CDU et les Verts). D'un point de vue uniquement français, on peut penser qu'il s'agit de faire travailler ensemble un parti de droite et un parti de gauche. Mais à y regarder de plus près, l'Allemagne est, comme le montre l'écrasante majorité des députés au Bundestag, au centre. La CDU est un parti du centre et le revendique. De même, le SPD revendique de se

trouver au centre. Et l'électorat allemand est au centre. Cela constitue un contraste franco-allemand très intéressant. En France, peu d'hommes politiques et de Français aiment dire qu'ils sont au centre, même s'ils ont le cœur au centre ; mais voter au centre, organiser la vie politique au centre est difficile en France, sauf à imaginer une structure qui ressemblerait à une grande coalition.

Pourquoi cette idée est-elle compliquée en France ? Le type de scrutin fait qu'il existe une vraie majorité au Parlement contre une opposition. Dans la pratique de la Constitution, le choix du gouvernement relève du président de la République qui néanmoins est obligé de tenir compte de la majorité. C'est ce qu'ont prouvé les fameuses cohabitations : il fallait bien trouver un gouvernement qui soit compatible avec la majorité de l'Assemblée nationale. Il n'empêche que c'est quand même le président de la République qui choisit son gouvernement et qui peut le prier de donner sa démission. En Allemagne, le chancelier ne s'en va pas parce que le président de la République lui demande de lui écrire une lettre de démission. La Constitution y est respectée. La question est alors de savoir si nous avons cette pratique constitutionnelle en France parce que nous avons la culture politique qui va avec ou bien si c'est l'usage qui forme la culture politique. Les deux doivent être vrais.

En France, la culture politique est celle de la confrontation de deux camps opposés. On est moins dans la recherche du compromis, de ce qui va jusqu'à être le contrat de coalition en Allemagne. En France, à part dans les situations d'extrême danger, où on a la notion d'union sacrée, il existe une frontière nette entre majorité et opposition. En Allemagne, c'est un jeu parlementaire. Angela Merkel pouvait dire du mal du SPD et quelques mois après travailler avec le SPD. En France, c'est plus qu'un jeu parlementaire, c'est quasiment essentiel aux partis. Pour simplifier, on est UMP parce qu'on est anti-socialiste et on est socialiste parce qu'on est anti-UMP. Ces éléments peuvent permettre de comprendre pourquoi la Grande coalition a quelque chose d'étonnant en France. En même temps, admettre que ce n'est pas l'un qui a raison et l'autre qui a tort, mais qu'on est le résultat d'un devenir est important si l'on veut comprendre son voisin. Pour rejoindre ce qui vient d'être dit, on peut décider que l'on prend en main les choses, qu'on forme soi-même son devenir et que chacun des deux côtés peut apprendre à regarder chez le voisin pour voir s'il ne pourrait pas assimiler des comportements politiques peut-être plus tranquilles et plus efficaces.

Isabelle Bourgeois : Que peut donner ce mélange explosif franco-allemand au Parlement européen ? Peut-il déboucher sur des institutions politiques qui nous permettent de construire ce qui manque grandement encore à l'Europe ?

Yann-Sven Rittelmeyer : J'aimerais évoquer ce que j'appellerais l'urgence institutionnelle. Nous ne parlons pas beaucoup pour le moment du scrutin européen de mai parce que nous sommes focalisés sur divers autres problèmes, et notamment sur les élections municipales. Or, après ce scrutin européen, de

nouvelles discussions institutionnelles vont s'ouvrir. Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault l'a confirmé dans une interview qu'il a accordée non pas en France, mais en Allemagne, le 11 mars 2014 à la *Süddeutsche Zeitung*, où il disait explicitement que les discussions sur la gouvernance européenne vont démarrer sérieusement après les élections européennes. Il précisait bien sûr que le couple franco-allemand va là jouer un rôle important.

Pourquoi n'aborder les questions institutionnelles qu'à l'issue des élections européennes ?

L'un des principaux arguments est qu'il faut se concentrer sur la crise et sur les politiques à mener, les questions institutionnelles étant trop complexes pour être traitées dans le cadre de ces élections. Une autre explication réside dans le fait que la France a souhaité repousser à plus tard ces discussions. En Allemagne, des propositions institutionnelles très concrètes sont formulées depuis 2-3 ans par les responsables politiques pour ouvrir ce débat. Ainsi, à l'occasion des congrès du SPD et de la CDU à la fin de l'année 2011, les partis ont rédigé des énoncés très précis dans leur manifeste. L'ancien ministre des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, avait par ailleurs lancé un groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe avec une dizaine de ses homologues européens. Mais plus généralement, depuis les années 1990, les propositions institutionnelles allemandes n'ont guère eu d'écho en France. Il en va ainsi de la proposition Schäuble-Lamers en 1994 ou encore de celle de Joschka Fischer en 2000.

Le report des discussions en France repose notamment sur le fait que François Hollande et son entourage pensaient que la crise serait plus ou moins terminée au moment des élections européennes. Or on constate qu'il s'agit d'un double mauvais calcul car la conjoncture reste fragile d'un côté et, de l'autre, la crise a en général été plutôt utile pour mener des réformes institutionnelles européennes, la pression poussant à des compromis parfois difficiles. Plusieurs autres arguments peuvent expliquer pourquoi François Hollande a fait ce choix : il pensait que les élections européennes allaient être en quelque sorte un tournant et que le climat serait plus favorable dans le cadre d'une campagne plus européenne. Or les élections européennes devraient se traduire par un fort euro-scepticisme, ce qui ne devrait pas constituer un terrain favorable pour mener des réformes institutionnelles approfondissant l'intégration.

Ce débat aurait dû être lancé depuis un moment déjà afin de donner lieu à une large consultation et discussion. Il y avait urgence et, maintenant, il est déjà bien tard. En amont de cette conférence, j'ai relu un rapport remis à François Hollande en octobre dernier, rédigé notamment par Pierre de Boissieu, qui fut jusqu'en 2009 secrétaire général du Conseil de l'Union européenne⁴. Les

⁴ Pierre de Boissieu, Antonio Vitorino, Tom de Bruijn et Stephen Wall, *Refaire l'Europe : Esquisse d'une politique*, [Rapport au Président de la République] [en ligne], Synopia, Paris, 2013. Disponible sur : <http://www.synopia.fr/wp-content/uploads/2013/09/Rapport-Synopia-Europe1.pdf> [consulté le 01/04/2014].

auteurs de ce rapport y écrivaient qu'« *il ne faut pas attendre les prochaines élections européennes pour agréer le cadre général d'une politique pour l'Europe. La fin de l'année 2013 et le début de l'année 2014 seront des moments cruciaux. Plus tard, il risque d'être trop tard* ».

Pourquoi évoquer les questions institutionnelles dans un contexte de crise et d'adoption récente – et difficile – du Traité de Lisbonne ?

Tout d'abord, de nombreux États font pression pour ouvrir ce débat, tels que l'Allemagne et les États qui ne sont pas à l'aise dans l'UE actuelle. Ainsi, le Royaume-Uni et les Pays-Bas mènent, pour ainsi dire, des « processus de révision ». S'il règne le sentiment d'une accalmie institutionnelle depuis le Traité de Lisbonne, c'est en réalité tout le contraire. Des changements institutionnels ont certes été réalisés, mais sans cohérence d'ensemble et dans l'urgence de la crise. Une complexité phénoménale s'est développée, avec l'apparition d'une division entre la zone euro désormais à 18 et l'Union européenne à 28. Sous la pression de la crise, des sommets de la zone euro se sont institutionnalisés. Ils sont prévus par le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'Union européenne (TSCG). Or comment gérer cette union dans l'Union, ces 18 au sein des 28 ? Comment faire cohabiter ces deux systèmes politiques ? Quel est le statut des États membres de l'Union européenne, mais qui ne sont pas membres de la zone euro ? Quel est le statut des États qui ont intégré l'UE, qui dans leur traité d'adhésion ont obligation d'intégrer la zone euro et qui aimeraient bien avoir leur mot à dire sur ce qui se passe au sein de la zone euro à 18 ? Comment légitimer et structurer cela, et plus profondément, comment éviter, malgré cette nouvelle différenciation de l'intégration, une désintégration de l'ensemble à 28, tout en renforçant l'ensemble à 18 ?

Par ailleurs, il ne faut pas se voiler la face en ce qui concerne le chantier institutionnel car ce débat a déjà commencé. Il fut demandé dès 2012 au président du Conseil européen de remettre une feuille de route pour aller vers une véritable Union économique et monétaire. À Bruxelles, il existe des propositions très concrètes de nouveaux traités, notamment de la part du Groupe Spinelli. De plus, une échéance très claire est fixée dans le pacte budgétaire qu'est le TSCG. Il est explicitement écrit qu'avant mars 2017, les dispositions contenues dans ce traité doivent être intégrées dans les traités européens à 28. Personne ne sait vraiment comment cela va être réalisé.

Une autre raison qui risque de favoriser la tenue de ce débat réside dans le renouvellement de postes à la tête des institutions européennes, et notamment ceux de président de la Commission européenne, de président du Conseil européen et de président des Sommets de la zone euro. Pour l'instant, la même personne occupe ces deux derniers postes, mais il pourrait très bien s'agir de deux personnes différentes. Un nouveau haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité sera également nommé. Catherine

Ashton a décidé de ne pas se représenter pour un nouveau mandat de cinq ans, bien qu'elle en ait la possibilité. Herman van Rompuy quant à lui ne peut pas se représenter, son mandat de deux ans et demi ayant déjà été renouvelé. Dans le cadre de ce mouvement d'ensemble, compte tenu de l'équation globale que cela représente, on pourrait également avoir un nouveau président de l'Eurogroupe, même si le président actuel n'est pas censé quitter son mandat vu qu'il n'est arrivé en fonction que depuis début 2013.

Enfin, ce débat institutionnel devrait avoir lieu parce que la France et l'Allemagne s'y sont engagées dans une contribution franco-allemande en mai 2013. Ils y ont clairement dit qu'à l'issue des prochaines élections européennes, ils mèneraient ce débat destiné à renforcer la gouvernance de la zone euro. À quoi peut-on s'attendre ? Les propositions du Groupe de Glienicke, en vue d'une Union de l'euro, ont eu de nombreux échos. Ses membres ont été reçus par le président fédéral Joachim Gauck ou encore par Herman van Rompuy. Un vrai débat s'est amorcé avec des réponses, du côté français, du Groupe Eiffel Europe⁵. Des propositions ont été faites autour de Guillaume Duval⁶, dans le cadre du rapport public de Pierre de Boissieu ou encore, de la part de l'Institut Montaigne⁷.

Que retenir des propositions émises à l'heure actuelle ?

Il ressort d'abord de ces diverses propositions que les réformes institutionnelles vont être très fortement – voire uniquement – centrées sur la zone euro, aujourd'hui à 18. En revanche, il n'existe pas de consensus sur la méthode. Pour certains, il faudra un nouveau traité, pour d'autres – comme c'est le cas dans le rapport de Boissieu – ces réformes peuvent être mises en œuvre à traités constants, en utilisant la flexibilité qu'offrent les traités. Un consensus se dessine néanmoins sur la nécessité d'avoir un « gouvernement économique européen ». Or cette expression équivoque s'accompagne d'un flou autour de sa composition, sa nomination et son contrôle. En outre, une insistance commune se dégage sur l'importance du contrôle démocratique par une assemblée dédiée, dont la composition fait débat. Pour certains, elle doit être constituée de députés nationaux désignés pour y siéger, pour d'autres, de députés élus spécialement sur des listes transnationales. De plus, un quasi-consensus se profile sur le besoin d'un budget propre à cette zone euro, bien que les montants et les moyens de l'alimenter divergent (pourcentage des PIB nationaux *vs* ressources propres issues de la taxe sur les transactions financières ou de la taxe carbone). Il ressort également de ces propositions un fort accent placé sur la question de la

⁵ Voir : <http://www.groupe-eiffel.eu/pour-une-communaute-politique-de-leuro/> [consulté le 4/04/2014].

⁶ Voir : <http://pouruneunionpolitiquedeurope.eu/> [consulté le 4/04/2014].

⁷ Jean-Paul Tran Thiet (dir.), *Comment renforcer l'Europe politique* [en ligne] Institut Montaigne, Paris, janvier 2014. Disponible sur : <http://www.institutmontaigne.org/fr/publications/comment-renforcer-leurope-politique> [consulté le 4/04/2014]

subsidiarité. Pour certains, elle doit aller de pair, en contrepartie, avec la possibilité de sanctionner les États.

On peut mettre ces propositions de réforme institutionnelle en parallèle avec les propositions franco-allemandes de fin mai 2013 sur la réforme de la zone euro. Elles suggéraient la tenue de sommets plus réguliers de la zone euro, une sorte de gouvernement économique européen avec un président à plein temps de l'Eurogroupe disposant de moyens renforcés et des structures spécifiques pour la zone euro à mettre en place au sein du Parlement européen. Il s'agirait d'exercer un contrôle parlementaire non pas avec une assemblée dédiée à la zone euro, mais *via* le Parlement européen existant, ce qui permettrait ainsi d'assurer un certain contrôle démocratique.

Pour résumer, on peut imaginer une sorte de réforme institutionnelle qui concerne la seule zone euro, instituant un gouvernement économique qui serait l'exécutif de cette zone, doté d'un président permanent et contrôlé démocratiquement par une assemblée ou une sous-commission au sein de la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen. Les questions du budget et de la relation de la zone euro et de l'UE restent à régler. Que va-t-on proposer aux huit États actuellement candidats à l'adhésion : d'intégrer la zone euro ou d'être membres d'une Union européenne qui ne sera plus celle que l'on connaît actuellement ? Un rôle important devrait être accordé à la subsidiarité.

Définition du principe de subsidiarité

Ce concept existait en germe dans la construction européenne dès ses débuts mais a gagné en intensité dans les années 1990, période à laquelle il a été inscrit dans les traités. Actuellement, il se retrouve même régulièrement dans les discours des fédéralistes, très pro-européens, comme par exemple Martin Schulz. Le principe de subsidiarité, défini notamment dans le Traité de Maastricht, consiste à laisser le niveau le plus compétent agir. Dès lors, si un sujet est susceptible d'être traité de manière suffisamment efficace au niveau national, il n'est pas nécessaire de chercher à monter au niveau européen. Par conséquent, seul ce qui peut être mieux réalisé au niveau européen devra relever de la compétence communautaire. Dans le Traité de Maastricht, il était précisé que l'UE agissait dans les limites des compétences qui lui étaient conférées et des objectifs assignés par le traité. Or cela est devenu un moyen de dire que l'Europe ne doit pas agir sur tout et ne doit pas chercher à avoir des compétences dans n'importe quelle matière.

Le concept de subsidiarité est revenu sur le devant de la scène et risque de se retrouver dans les discussions institutionnelles car c'est la principale – voire la seule – réponse qu'ont trouvée les différents acteurs européens favorables à une intégration plus poussée face à la montée de l'euroscpticisme. La démarche consiste à reconnaître que l'Europe est allée trop loin dans certains domaines où elle n'aurait pas dû être concernée et à dire qu'il faut arrêter de légi-

férer sur tout. C'est un moyen de revoir le rôle de l'UE par rapport aux États membres dans son ensemble.

Isabelle Bourgeois : On observe d'un côté un abus de mesures prises dans l'urgence et, de l'autre, l'inachèvement patent de l'UEM depuis sa création en 1998. Une première étape a été franchie avec l'adoption de l'euro. Or l'élargissement de l'Europe, qui constituait l'urgence au début des années 2000, a ajourné la poursuite de cette intégration dont la monnaie n'était qu'une étape : l'approfondissement et la création d'institutions afférentes.

Mais dans ce processus où se dessinent les contours d'une sorte « d'États-Unis d'Europe », se posent nombre de questions, avec au cœur celle de la notion de subsidiarité. Dans un article publié en 2006, l'ancien président de la République fédérale Roman Herzog – qui est un grand constitutionnaliste – avait expliqué ainsi le principe de subsidiarité : « *Le pouvoir décisionnel doit toujours être placé au plus près des acteurs concernés, au plus près des problèmes constatés. Si on veut décider quelque chose d'en haut, au niveau central, il faut d'abord fournir la preuve que cette décision ne peut pas être prise en bas* ». La question clé est donc : quel est le degré de marge de manœuvre réservé à chacun des participants, que ce soit un individu ou un État ? Si l'Allemagne y a répondu en organisant son État sur le principe du fédéralisme qui a permis de rassembler en un ensemble solidaire plusieurs États très différents, le principe de subsidiarité permet, au moins potentiellement, d'approfondir cette « unité dans la diversité » qui est le propre de l'Europe.

Mais revenons à l'échelle des États et de leurs préoccupations actuelles. En France se pose avec acuité la question du chômage, celle aussi d'un manque de compétitivité flagrant face à une « Allemagne modèle ». Dans la réalité économique, en quoi le tandem franco-allemand, très contrasté et déséquilibré actuellement, peut-il faire avancer l'Europe ?

René Lasserre : La contribution de Yann-Sven Rittelmeyer a montré que les propositions relatives à l'Europe n'ont aucune articulation dans le débat politique français. Depuis l'union monétaire, la France refuse de se saisir du thème de l'Europe politique. Du point de vue de la réflexion sur les institutions politiques de l'Europe, les responsables politiques français font partie des derniers de la classe. Mais cela va peut-être changer car comme le paysage politique et institutionnel européen va évoluer, un certain nombre d'ambitions politiques vont se réveiller et faire preuve de l'agilité de raisonnement qui permettra de justifier quelques candidatures...

Cela dit, nous avons un certain retard intellectuel dans ce domaine. D'une certaine façon, le discours sur l'Union politique européenne est en partie stérilisé par le débat sur le fonctionnement de la V^e République. Dans sa singularité, le régime présidentiel de la V^e République, avec la concentration du pouvoir qu'il implique dans l'exercice de la souveraineté, inhibe largement la réflexion

et le débat sur l'Union politique européenne. C'est pourquoi la classe politique française dans ses principaux courants ne s'empresse guère d'aborder cet enjeu désormais essentiel pour la poursuite de l'intégration européenne. La crise de l'euro a effet montré que la crédibilité de la politique européenne se heurte à la complexité et aux insuffisances de la gouvernance de l'Union et que celle-ci ne pourra pas indéfiniment s'appuyer sur un pilotage intergouvernemental à géométrie variable selon les circonstances. Je ne suis cependant pas très optimiste, au vu des incertitudes de la politique intérieure, sur la contribution qu'apportera la France à ce débat institutionnel dans les prochains mois. Même si je ne sous-estime pas la capacité d'un certain nombre de nos grands esprits à penser le monde et par conséquent l'Europe si l'opportunité s'en présente...

Bilan de la politique économique en France

Mais la première des urgences, aussi bien pour la France que pour la stabilité de l'Europe, c'est la situation économique française. C'est aujourd'hui la France qui est l'homme malade de l'Europe. Je vous renvoie à ce sujet à la presse du 6 mars 2014, dans laquelle a été assez timidement commentée l'appréciation sévère que portent les instances européennes sur la situation économique de la France et sur la capacité de cette dernière à tenir ses engagements et à rétablir ses équilibres. Placée en situation de surveillance renforcée, la France est mise en demeure d'ici au 20 avril de présenter un projet de budget équilibré qui réponde aux normes du pacte de stabilité. L'exercice sera difficile même si la France a déjà obtenu des délais et même si, vraisemblablement, elle parviendra encore à négocier quelques aménagements. En tant que deuxième puissance économique de l'Europe après l'Allemagne, avec 21 % du PIB de la zone euro, nos gouvernants et l'opinion doivent prendre conscience que les difficultés économiques françaises, si elles devaient perdurer et s'aggraver, font potentiellement peser de lourdes incertitudes sur l'Union économique et monétaire et sur la monnaie européenne. Et que par ailleurs une France économiquement affaiblie voit nécessairement son poids politique et sa capacité d'influence se réduire, non seulement dans les décisions courantes de la politique européenne, mais aussi dans les grands choix qui se préparent sur l'avenir de l'Union, notamment de l'Union politique.

Dans l'immédiat cependant, la situation économique française et le retard pris dans la mise en œuvre des réformes, sans parler de la capacité à les mener à bien, ne sont pas sans risques. Les dangers d'une aggravation imprévue de la dette peuvent peser nettement plus lourd que la situation de la Grèce en 2011 sur la crédibilité de l'euro, et commencent à inquiéter très sérieusement nos partenaires, et surtout l'Allemagne, le premier et le plus proche d'entre eux.

La mise en œuvre du pacte de compétitivité finalement annoncé en janvier 2014, après 18 mois de tergiversations, se fait attendre et devra sans doute encore attendre l'échéance des élections municipales, sinon des européennes. Les

accords de compétitivité signés dans les entreprises depuis l'accord du début 2013 progressent, mais leur dynamique patine faute d'un accompagnement de politique économique globale, dont ne peuvent faire office les gesticulations et les rodomontades d'Arnaud Montebourg. Quant au débat sur les « contreparties » à accorder à la baisse des charges il est quelque peu surréaliste, et symptomatique du décalage du débat politique français, puisqu'il ne s'agit de rien moins que de partager les fruits d'une politique avant même qu'elle n'ait été engagée ! Or cela fait 10 ans que cette politique de remise à niveau de notre compétitivité aurait dû être engagée et mise en œuvre afin de redonner des marges de manœuvre aux entreprises pour qu'elles puissent innover et investir. Vue de l'extérieur, en particulier depuis l'autre côté du Rhin, la situation française inquiète et tient de l'état d'urgence. Il y a en effet urgence : la réduction à 3 % de déficit d'ici 2017 tient de la potion magique tandis que la courbe du chômage qui monte vers les 11 % ou 12 % rappelle outre-Rhin de mauvais souvenirs. De plus, la France ne parvient pas davantage à s'engager dans les efforts réalisés par ses voisins du Sud qui, avec des sacrifices très importants, ont commencé à assainir leur situation intérieure et à rétablir leur balance des paiements.

Des réformes restent à mener

La situation française actuelle est très préoccupante, et l'inconnue principale réside dans les conditions selon lesquelles pourra s'opérer un sursaut politique qui s'annonce inévitable mais dont on perçoit encore mal l'ampleur et les contours. Le scénario d'un « agenda de réformes 2020 », à l'instar de celui engagé par Gerhard Schröder il y a 10 ans, vient naturellement à l'esprit du spécialiste des questions économiques allemandes que je suis. Et la thérapeutique prescrite par l'Agenda 2010, pour peu qu'on puisse l'appliquer, et quoi qu'on en dise, serait à bien des égards la bonne. À commencer par la réforme du marché de l'emploi et de l'indemnisation du chômage. La France s'est installée dans une logique de préférence donnée à l'indemnisation au détriment d'une politique active de réinsertion des chômeurs, laquelle est finalement ruineuse, inégalitaire et désastreuse en termes d'insertion puisqu'elle conduit à l'exclusion d'une grande partie des personnes sans emploi, notamment des jeunes. Autre terrain décisif où l'on piétine, celui de la formation professionnelle et de l'apprentissage. La réforme en discussion depuis un an n'a finalement conduit qu'à des aménagements secondaires dans une architecture financière corporatiste et complexe où chacune des parties prenantes se montre plus soucieuse de ménager ses positions acquises pour financer l'ouverture de nouveaux droits que de parvenir à des avancées significatives en matière de promotion de dispositifs de formation efficaces pour ceux qui en ont le plus besoin. L'apprentissage, qui a pourtant fait la démonstration de son efficacité, y compris dans l'enseignement supérieur (et notamment à l'université de Cergy) n'a eu, une fois de plus, que la portion congrue puisqu'en fin de compte, les soutiens dont bénéficient les entre-

prises seront réduits pour certaines catégories de jeunes qui en tiraient le meilleur profit. Et l'on s'étonne ensuite que les jeunes Français désireux de se construire un avenir regardent désormais au dehors de l'Hexagone...

Il est urgent que la classe politique sorte d'une logique distributive de la dépense publique pour promouvoir, à l'instar de nos voisins et partenaires européens, la compétitivité et soutenir l'innovation. La France ne redeviendra pas un interlocuteur crédible en Europe, et ne pourra prétendre durablement vouloir « une autre Europe » tant qu'elle n'aura pas fait la preuve de sa capacité à remettre, selon la formule un peu prosaïque mais pertinente d'Angela Merkel, « *de l'ordre dans sa propre maison* ».

Mon propos pourra paraître sévère, mais il procède du courage de la lucidité et d'un appel à la responsabilité collective. Il n'est que trop facile de rejeter la responsabilité de nos difficultés sur une Europe qui ne serait que l'agent exécutif d'une mondialisation libérale malfaisante. Le citoyen responsable doit exiger un message politique crédible et repousser dos-à-dos aussi bien les forces politiques qui, aux extrêmes, diabolisent l'Europe, et celles qui, au milieu de l'échiquier politique, ne cessent de se défausser sur l'Europe pour justifier leur immobilisme. On me dira que la partie n'est pas gagnée car il ne reste plus grand monde pour assumer une vision constructive de l'Europe. Raison de plus, dans notre perplexité, pour identifier, et soutenir fermement ceux qui, ici et là, dans les diverses familles politiques, sont de réels défenseurs du choix de l'Europe. Ceux-là seuls sont des hommes et des femmes politiques responsables, car ils sont animés de la juste conviction, au regard de l'Histoire, qu'il n'y a pas d'avenir ni de paix pour les citoyens européens en dehors de l'Union européenne.

Isabelle Bourgeois : François Hollande a annoncé un changement d'orientation fondé sur des éléments de politique de l'offre. Qu'est-ce qu'une politique de l'offre ?

René Lasserre : C'est une politique qui commence par réduire la part du produit national brut consacrée à la dépense publique, dont le financement repose dans une très large mesure sur les prélèvements opérés sur la richesse presque avant même qu'elle ne soit produite. Ainsi, en diminuant les dépenses collectives, des marges de manœuvre financières pourraient être trouvées pour réduire les impôts et les prélèvements et permettre ainsi aux ménages de retrouver du pouvoir d'achat et aux entreprises de recréer de la valeur ajoutée pour investir, innover et créer des emplois. À l'exemple de la formation professionnelle qui en France relève d'un financement légal obligatoire, on voit bien que cette obligation assimilée à une charge sociale est loin de garantir un investissement optimal des entreprises dans la formation. Au-delà de la réduction des charges, une politique de l'offre consiste pour la puissance publique à créer, par exemple par un cadre juridique stimulant pour les affaires ou par le développement de la qualité des infrastructures, un environnement général favorable au développement des entreprises.

Exploiter l'atout démographique de la France

Une politique de l'offre est aussi une politique de qualité de l'appareil productif. Cela commence par la qualité du service public d'éducation. Bien que la France se classe parmi les pays d'Europe et du monde qui ont la dépense éducative la plus élevée, elle se situe assez loin dans le palmarès de la performance éducative mesurée par le niveau d'acquisition des compétences intellectuelles de base. La France a régressé depuis 2003 de cinq places dans le classement PISA et se classe au 18^e rang des 34 pays de l'OCDE. Cela explique en partie que nos performances en matière d'insertion professionnelle des jeunes ne soient également guère flamboyantes, d'autant que, par ailleurs, notre système privilégie la formation générale et la formation professionnelle en milieu scolaire qui se révèlent coûteuses et faiblement efficaces en termes d'insertion. Il est quelque peu dérisoire d'entendre les responsables publics, les économistes et sociologues français promettre à l'Allemagne la fin de son modèle industriel sous l'effet de son déclin démographique, tandis que, de notre côté, nous nous montrons incapables d'assurer une insertion professionnelle convenable à nos jeunes générations sensiblement plus nombreuses qui constituent pourtant l'un des rares atouts de notre développement ! Bel exemple d'une politique de socialisation de la dépense qui conduit à l'appauvrissement du système éducatif et en fin de chaîne à l'inadéquation de l'offre.

Promouvoir une politique de l'offre, y compris dans les secteurs d'intérêt général comme l'éducation ou dans les services publics, c'est réintroduire une logique de marché et responsabiliser les acteurs pour parvenir à une meilleure allocation des ressources et à de meilleurs résultats. Et l'on voit bien que justement l'Europe et le marché européen sont ressentis par une grande partie de Français comme une contrainte nouvelle qui dévoile nos retards de compétitivité. C'est aussi parce que nous sommes réfractaires au marché que l'Europe est chez nous mal vécue.

À se demander si notre réticence au marché ne nous empêche pas de penser l'Europe économique, de la même façon que notre addiction au centralisme jacobin et à la concentration des pouvoirs nous empêche de comprendre la logique de subsidiarité et le polycentrisme institutionnel qui président déjà et continueront à présider à la gouvernance de l'Union européenne. C'est dire que la réappropriation de l'Europe par les Français sera un processus douloureux qui, comme aux moments cruciaux de notre Histoire, leur demandera, ainsi qu'à leurs dirigeants, beaucoup de lucidité et de courage politiques.

DÉBAT ET CONCLUSIONS

André Bel, enseignant associé en droit public, université de Cergy-Pontoise : La chute du Mur de Berlin a selon moi eu des impacts extrêmement importants jusqu'à aujourd'hui, notamment sur la question de l'approfondissement

ou de l'élargissement de l'UE. La crise actuelle de la Crimée est celle des États fragiles marqués par la corruption, où certaines minorités n'ont pas encore trouvé leur place. La Roumanie, la Bulgarie, la Moldavie, la Pologne et les pays baltes s'inquiètent face aux interventions de la Russie. Est-ce que dans le cadre du tandem franco-allemand, Angela Merkel et François Hollande auront la capacité de répondre aux initiatives prises par Vladimir Poutine ? En ce qui concerne la question de l'État de droit, sommes-nous prêts aujourd'hui à affirmer la construction européenne sur les valeurs qui font l'unité de l'Europe ? Certains constitutionnalistes allemands et français ont parlé du patriotisme constitutionnel européen. Sommes-nous prêts à construire ce patriotisme autour de valeurs fortes qui ne sont pas des valeurs économiques ? Certains acteurs économiques européens font pression sur les chancelleries et sur les gouvernements pour relativiser la gravité de la situation en Crimée. Le représentant de Total en Russie a dit qu'il y avait une « *sur-réaction* » des autorités européennes, car Total a de forts intérêts en Russie. Un article du *Monde* a récemment évoqué la problématique du « *Londongrad* », de larges flux financiers Russes venant se recycler sur la place de Londres. Certains hauts fonctionnaires de la ville ont demandé à David Cameron de ne pas trop monter dans l'échelle des sanctions pour éviter que la City soit touchée. Cela signifie qu'aujourd'hui, l'économie européenne est en partie poreuse aux circuits mafieux, que ce soit dans certains anciens pays de l'Est ou dans certaines zones. Sur ce plan, il faut que nos États, l'Allemagne et la France en particulier, prennent – et c'est déjà le cas sur le plan de la régulation financière bancaire – des mesures très fortes face à la Russie, pour montrer que l'Europe n'est pas simplement un marché mais aussi un ensemble de pays attachés à des valeurs. La question du fédéralisme et de la subsidiarité sont certes importantes, mais elles sont secondaires face à la gravité de la crise de la Crimée.

Isabelle Bourgeois : Je vais demander aux intervenants de bien vouloir répondre sur l'Ukraine et sur les valeurs. Quant à la question sur la corruption, il s'agit hélas d'un dossier mondial. L'Europe seule ne peut y apporter de réponse. Nous allons donc l'évacuer aujourd'hui, non pas par manque d'intérêt mais faute de temps.

Yann-Sven Rittelmeyer : Le sommet de Vilnius consacré au partenariat oriental de l'UE, qui s'est tenu à la fin de l'année 2013, a été marqué par la décision de l'Ukraine de ne pas signer l'accord d'association avec l'UE. Mais plus profondément, les Vingt-Huit ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les perspectives à donner aux États est-européens membres de ce partenariat et notamment sur la finalité à proposer. Par conséquent, lorsque des manifestations ont lieu en Ukraine avec des personnes arborant des drapeaux européens, l'UE est directement interpellée, mais elle peine à répondre. La réaction a dépassé le cadre franco-allemand pour s'étendre au triangle de Weimar, axe de coopération

trilatérale entre la France, l'Allemagne et la Pologne mis en place il y a une vingtaine d'années. En effet, la Pologne – comme les États baltes – s'est sentie particulièrement impliquée et directement concernée par ce qu'il se passait chez son voisin ukrainien. Le ministre des Affaires étrangères polonais a joué un rôle crucial dans les négociations, aux côtés de ses homologues français et allemand lors de la réunion du 20 février dernier en Ukraine. On peut néanmoins déplorer que même si ces acteurs européens majeurs se sont rendus sur place, il n'ait pas été possible de construire un discours et d'adopter une position au nom de l'ensemble des États membres de l'UE. Les grands États ont pris le devant de la scène, et particulièrement l'Allemagne qui a joué son rôle de leader européen en assumant les responsabilités politiques qui émanent de sa puissance économique. L'Allemagne mène le dossier actuellement, Angela Merkel étant quasiment tous les jours au téléphone avec Vladimir Poutine. Elle devrait également le voir fin avril pour une rencontre au sommet.

La politique étrangère allemande vis-à-vis de la Russie est très complexe. En théorie, on devrait observer une évolution avec le remplacement de Guido Westerwelle par Frank-Walter Steinmeier à la tête du ministère fédéral des Affaires étrangères. Frank-Walter Steinmeier, comme il l'a illustré lors de son précédent mandat entre 2005 et 2009, est prêt à plus de dialogue avec la Russie. En outre, au sein du Bundestag, le coordinateur des relations entre l'Allemagne et la Russie, auparavant très critique vis-à-vis de la Russie, a été remplacé par une personne s'inscrivant davantage dans la lignée de Frank-Walter Steinmeier et qui, par conséquent, est avant tout tournée vers le dialogue. Cependant, en ce qui concerne ce qui se passe en Ukraine, l'Allemagne adopte justement une attitude beaucoup plus dure que celle à laquelle on pouvait initialement s'attendre lors de l'arrivée au pouvoir de la Grande coalition.

Hélène-Miard Delacroix : Nous sommes tous effarés par un certain mode de fonctionnement de la Russie, y compris tout ce qui accompagne la dimension mafieuse. En même temps, je crois que les choses sont plus compliquées que cela. C'est particulièrement délicat, parce qu'il s'agit d'abord, pour l'Union européenne – en tant qu'ensemble ou addition d'États puissants – de protéger ses membres. Je rappelle que les pays baltes sont directement au contact de la Russie, Kaliningrad étant une exclave russe entre la Lituanie et la Pologne. Il s'agit donc pour l'UE de protéger ses membres, de montrer qu'elle fait front et d'affirmer ses valeurs, mais en même temps d'arriver à trouver un équilibre sans entrer dans un rapport de force qui fasse le jeu de Vladimir Poutine vis-à-vis de sa population. En effet, la fin du XX^e siècle a été une catastrophe pour la Russie qui a perdu de son prestige, le pays ayant auparavant affirmé une présence millénaire sur les continents européen et asiatique. Sur ce point, nous ne mesurons pas bien les effets de notre action. Et puis, est-ce que les populations européennes sont prêtes à faire entrer l'Ukraine dans l'UE ? Cela pourrait égale-

ment s'assimiler à un empiètement sur la zone d'influence que la Russie considère comme toujours la sienne. Vladimir Poutine ne songe pas à rétablir l'Union soviétique, mais une forme d'empire où la Russie resterait le centre avec une zone d'influence. Si on cherche l'approche diplomatique qui est toujours la première et qui consiste à se mettre à la place de l'autre, on peut considérer de son point de vue que ce qui s'est passé à la place Maïdan est inadmissible. Après, il peut jouer sur la légitimité. Je crois qu'à la limite, il s'agit du retour de la diplomatie. À l'ère des médias, nous ne devrions pas trop nous en mêler, mais plutôt essayer de faire un peu confiance à nos diplomates, y compris aux chefs de l'exécutif – qui sont des diplomates. Je pense que la situation est beaucoup moins simple que nous avons l'air de le penser.

Michèle Weinachter : Il s'agit pour l'UE de préserver son modèle de société, mais également de porter des valeurs dans le monde du XXI^e siècle ce qui, *in fine*, lui permettra d'obtenir l'adhésion des peuples européens. D'autre part, j'aimerais que René Lasserre revienne sur l'incompatibilité entre la V^e République et l'Union européenne.

René Lasserre : La V^e République est une exception institutionnelle en Europe : un système présidentiel qui concentre l'essentiel du pouvoir aux mains d'un homme et d'un parti. Je crois que la V^e République souffre d'un déficit démocratique qui n'est plus tout à fait compatible avec la réalité politique européenne au sens large, largement dominée par le parlementarisme dans ses formes les plus classiques. Nous avons là une exception institutionnelle qui nous pose des problèmes de gouvernance vis-à-vis de l'Europe. C'est commode pour un certain nombre de secteurs, pour un certain nombre de politiques. On dit que c'est la souveraineté exprimée en politique étrangère. Mais la politique étrangère, on le sait bien, n'est pas simplement une question de pouvoirs institutionnels. Elle est aussi une question de moyens d'actions et de capacité à gagner l'adhésion du pays. Pour la politique intérieure, l'alibi européen est souvent une explication commode, tantôt pour justifier l'immobilisme, tantôt pour faire passer des décisions impopulaires. En outre, la grande faiblesse de la V^e République est la mise sous tutelle, voire l'anéantissement de la société civile, ce qui prive la France de nombreux relais d'influence au plan de la politique communautaire, et réduit un peu trop ceux-ci aux réseaux de notre technocratie. Il n'est pas étonnant que les messages passent mal, et dans les deux sens, entre la société française et « Bruxelles ».

Patricia Commun, professeur à l'université de Cergy-Pontoise, chercheur associé au CIRAC et directrice du CICC : Il ne faut pas construire d'opposition entre économie et valeurs car tout système économique est le reflet d'un système de valeurs. L'économie française est dans un état catastrophique aussi du fait de la perte du sens des valeurs qui fondent l'économie de marché : liber-

té d'entreprendre et responsabilité de tous les agents économiques. Cette responsabilité doit être engagée non seulement vis-à-vis de la collectivité nationale présente mais aussi de la Communauté européenne et des générations futures. Et pour sauvegarder l'Europe, l'État doit non pas jouer la carte du conservatisme national et du protectionnisme, mais aider les entreprises et l'ensemble de la société à gérer de manière responsable et durable les chocs violents de la mondialisation. C'est cela que les Allemands attendent de nous.

Sabine Kohl, conseillère pour les affaires sociales à l'Ambassade d'Allemagne à Paris : Je me demande où sont réellement les points de convergence entre la France et l'Allemagne qui permettraient de donner un nouveau souffle pour l'Europe ? Résident-ils dans la politique économique ou bien dans la politique sociale, sachant que cette dernière ne fait pas partie des traités ? Est-ce que le gouvernement français – qui a pris un tournant social-démocrate – et la Grande coalition allemande sont prêts à abandonner une part de leur souveraineté pour faire cette Europe ?

René Lasserre : Je pense que l'euro est vital pour la cohésion politique de l'Europe. C'est à travers l'euro que les gouvernements des pays membres apprendront les disciplines et les responsabilités communes, sans parler de l'intérêt communautaire. Il leur faudra s'engager et tenir des positions pour respecter un traité, et ne pas essayer de le révoquer parce qu'il a été signé par un prédécesseur (ce qui relève d'ailleurs typiquement de la V^e République). Les mécanismes du TSCG sont l'apprentissage au quotidien de la gestion conjointe d'intérêts communs et, en même temps, le départ de la prise en compte des contraintes des uns et des autres. C'est ainsi que l'on apprend la différence et la responsabilité partagée.

De mon point de vue, il est très important que le TSCG fonctionne, car le respect des disciplines communes est le meilleur apprentissage de la responsabilité. Si l'on devait différer encore un peu l'union politique pour progresser dans un premier temps sur la gestion proprement dite de l'union économique et monétaire, ce ne serait pas forcément une mauvaise stratégie, ne serait-ce que pour éviter des blocages politiques prématurés, même si l'union politique est de toute façon un objectif incontournable. Or la France ne veut pour l'instant pas jouer le jeu parce qu'au fond elle ne veut pas de l'union politique. Il sera sans doute nécessaire que ce point soit clarifié progressivement par les Français, sans doute au gré d'étapes politiques diverses, car il faudra bien qu'ils se décident à sauter ou non le pas de l'union politique et accepter la réalité d'ores et déjà existante, mais encore partiellement assumée d'une souveraineté partagée. Tant que les Français hésiteront devant l'obstacle, ils seront considérés par leurs partenaires comme des compagnons incertains de l'Europe, alors même qu'ils en furent au départ les co-fondateurs inspirés par la paix et la liberté.

Yann-Sven Rittelmeyer : Effectivement, l'Allemagne voudrait *a priori* immédiatement une union politique. Je me souviens que lorsqu'il était question d'« intégration solidaire », la France exprimait que l'union politique était ce qui viendrait après, quand nous aurions l'union bancaire, l'union fiscale ou encore l'union sociale. Il y avait toute une liste entre les deux. Quand on voit déjà les difficultés que nous avons sur l'union bancaire... Je ne sais pas où en sont les négociations aujourd'hui, mais il est possible qu'on remette ce sujet à 2015, et là en effet, on pourrait s'inquiéter des réactions sur les marchés.

Pour répondre à la question sur le souffle, pour m'inscrire dans la continuité de mon propos, je dirais qu'il peut déjà commencer par cette nouvelle architecture pour la zone euro qui nous permettrait de clarifier les choses et si possible de les simplifier au travers d'un ensemble plus resserré et plus cohérent. Il s'agirait de redonner de la cohérence à cette intégration européenne, cohérence que nous avons perdue sous la pression de la crise. Pour les nouvelles générations, la paix est importante mais est perçue comme un acquis et n'est plus guère en mesure de mobiliser. Le centenaire du début de la Première Guerre mondiale est certes important, mais ce n'est pas cela qui porte un message, un projet. Effectivement, il faut de nouvelles valeurs, de nouveaux projets motivants. Il y a de nombreuses choses à faire dans le domaine de l'énergie, de la recherche, de l'innovation ou encore de l'investissement dans les infrastructures. Combiner ces éléments pourrait selon moi apporter un nouveau souffle, même léger, à la construction européenne.

Hélène Miard-Delacroix : De la part de la classe politique française, il y a un déficit d'écoute de ce que veulent les citoyens. Très souvent, il y a un décalage entre ce que ces derniers formulent et les mots qu'ils utilisent, qui sont souvent des mots récupérés du discours politique. C'est en cela qu'ils peuvent envoyer un signal tout à fait clair en disant ce qu'ils veulent vraiment dans le cadre des élections européennes. Sur le plan de la convergence franco-allemande, une partie des progrès ont été réalisés dans des situations graves, comme nous l'avons évoqué avec la situation internationale de tensions ainsi qu'avec l'histoire des rapprochements franco-allemands et de la construction européenne. On sait très bien à la fois combien il était constructif de faire l'Europe, mais c'était aussi en réaction à la menace soviétique notamment. Dans la menace extérieure que fait apparaître la crise de l'Ukraine et de la Crimée, on pourrait trouver, plutôt qu'un point d'opposition entre nos pays sur les intérêts propres à chacun, une bonne raison de se rassembler et de passer au-dessus d'un certain nombre de désaccords. Comme l'a dit dernièrement Gerhard Schröder à l'Ambassade d'Allemagne, on peut avoir peur de perdre des choses en faisant, mais on est condamné après de n'avoir rien fait. Par conséquent, il faut avoir le courage de faire et de mettre des actions sur les mots. Ce sont des paroles de social-démocrate qu'un français social-démocrate peut entendre.

Henrik Uterwedde : Je concluais en trois points. Premièrement, je tenais à préciser qu'en Europe, la politique intérieure et la politique européenne sont extrêmement liées. Si la France va mal, ne croyez pas que l'Allemagne ne fasse qu'observer. Le pays est extrêmement inquiet de la faiblesse économique actuelle française, parce qu'en partageant la même monnaie, il est engagé dans une communauté de destins avec la France. Et inversement, quand l'Allemagne tousse et quand elle était, il y a une dizaine d'années, l'homme malade de l'Europe, la presse française s'inquiétait à juste titre, et se penchait sur l'homme malade de l'Europe. De même, si la Hongrie va vers des chemins qui ne sont pas très « catholiques », nous avons de quoi nous faire du souci sur l'Union européenne et ses valeurs.

Deuxièmement : pourquoi le débat institutionnel est-il important ? Souvent, dans les milieux politiques en France, on a tendance à dire que c'est une lubie des Allemands et que chaque fois qu'on leur demande de l'argent ou de la solidarité, ils ressortent les débats institutionnels. Or on ne pourra pas construire d'espace de solidarité sans un sentiment profond d'adhésion commune à des valeurs communes et à une communauté de destins commune. À long terme, il ne pourra y avoir d'union monétaire sans union politique. Soit nous acceptons de faire des efforts, soit nous allons régresser vers le national.

Troisièmement : où est le nouveau souffle ? C'est la question à 100 000 euros parce que cela demandera aux deux gouvernements d'aller un peu plus loin qu'ils n'acceptent d'aller aujourd'hui. Pendant très longtemps, le gouvernement allemand a été très réticent sur tout ce qui allait vers plus de solidarité, sur le fait d'accepter que les difficultés des autres étaient aussi les siennes, qu'elles demandaient des solutions européennes et qu'il était un peu court de dire que les Grecs ou les Français n'avaient qu'à résoudre leurs problèmes eux-mêmes. Il appartient certes aux Français de remédier à leurs problèmes mais en même temps, on demande parfois au gouvernement allemand d'être plus solidaire et plus proactif dans l'adoption de solutions communautaires. Or les Allemands ont raison de dire qu'il n'y a pas d'espace de solidarité sans espace de responsabilité mutuelle. Il n'y a pas de vrai progrès en Europe dans cette crise sans progrès en matière d'union politique.

Il ne faut pas non plus penser que les gouvernements doivent être l'avant-garde européenne et que le peuple suivra. Aujourd'hui, chaque choix européen qui est fait dans la crise de l'euro et ailleurs concerne directement les contribuables, les chômeurs, les travailleurs ; en somme les citoyens. C'est pourquoi ils ont raison de vouloir s'en mêler de plus en plus. On ne pourra pas demander à nos gouvernements de faire beaucoup plus de gestes sur l'Europe, d'être prêts à abandonner une part de souveraineté comme vous le dites Mme Kohl, sans que les citoyens de nos pays le veuillent aussi. C'est pourquoi je reviens sur cette lueur d'espoir de débat citoyen sur ces questions complexes. Un débat citoyen est nécessaire sur les questions de souveraineté – fausses ou réelles – et sur l'équilibre à trouver en Europe. Il n'y a pas de solution toute faite où tout le

monde gagne : il y a aussi des sacrifices à réaliser. Sans ce débat de fond – peut-être controversé – entre Européens et entre citoyens, il n’y aura pas de progrès. Par conséquent, ne tombons pas dans cette facilité qui consiste à tout reporter sur nos gouvernements. Les gouvernements, nous les élisons, tout comme nous élisons les députés européens. C’est donc notre affaire et nous sommes coresponsables. Dès lors, il est nécessaire que ce nouveau souffle émane également des citoyens.

Les positions française et allemande sont-elles conciliables face aux enjeux de l'union politique et de la gouvernance économique européennes ?

Michèle Weinachter : Je tiens à remercier l'Institut Goethe – et son directeur, Joachim Umlauf – de nous accueillir en ses locaux pour cette rencontre. Cette table ronde constitue le deuxième volet d'un cycle thématique composé de trois conférences-débats et d'un colloque, ayant pour objectif de dresser un état des lieux des positions et des approches françaises et allemandes sur les principaux chantiers actuels et à venir de l'Union européenne (UE). La première rencontre a eu lieu le 13 mars 2014 à l'université de Cergy-Pontoise. Elle était intitulée : « *La nouvelle constellation politique franco-allemande : un nouveau souffle pour l'Europe ?* ». La troisième table ronde se tiendra le 2 juin à la Maison Heinrich Heine sur le thème : « *Les élections au Parlement européen : état de l'euroscpticisme en France, en Allemagne et en Europe. Quelles conséquences pour la poursuite de l'union politique européenne ?* ». Enfin, le cycle se terminera par un colloque européen portant sur *la gouvernance économique, financière et monétaire de l'Union européenne*, qui sera organisé les 6 et 7 octobre 2014 au Goethe-Institut de Paris.

Nous allons nous pencher ce soir sur la question suivante : « *Les positions française et allemande sont-elles conciliables face aux enjeux de l'union politique et de la gouvernance économique européennes ?* ». Il s'agira d'aborder des questions essentielles pour notre devenir collectif et, partant, pour notre devenir individuel. L'Europe vit sa crise la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale. Depuis 2008, pour sauver l'essentiel, beaucoup a déjà été fait, mais la plupart des observateurs s'accordent à dire que le *statu quo* actuel n'est pas viable car l'euroscpticisme monte (nous verrons dans quelles proportions dans quelques semaines lors des élections européennes). C'est maintenant la pérennité de l'euro et, au-delà, de l'UE qu'il s'agit d'assurer. Nos modèles de société et la préservation de nos valeurs vont dépendre de ce qui sera fait ou non ces prochaines années.

Ce ne sont pas les bonnes idées qui manquent. Je vous renvoie notamment à deux manifestes récemment publiés : l'un en Allemagne à l'automne dernier par le groupe de Glienicke¹, l'autre en France en février par le groupe Eiffel Europe², auquel appartient notamment la députée européenne Sylvie Goulard. Toutefois, au niveau des dirigeants – en place actuellement et pour plusieurs

¹ Groupe de Glienicke, *Vers une Union de l'euro*, Tribune de Notre Europe – Institut Jacques Delors [en ligne], 23 octobre 2013. Disponible sur : <http://www.notre-europe.eu/media/tribune11allemandsne-ijdoct2013.pdf?pdf=ok> [consulté le 21/05/2014].

Version allemande : Glienicker Gruppe, *Aufbruch in die Euro-Union (Artikel in DIE ZEIT vom 17.10.2013)* [en ligne]. Disponible sur : <http://www.glienickergruppe.eu/index.html> [consulté le 21/05/2014].

² Groupe Eiffel Europe, *Pour une Communauté politique de l'Euro* [en ligne]. Disponible sur : <http://www.groupe-eiffel.eu/pour-une-communaute-politique-de-leuro/> [consulté le 21/05/2014].

années encore – quelles sont les visions de la France et de l'Allemagne ? Leurs positions sont-elles conciliables, ont-elles seulement les mêmes objectifs et la volonté politique de les atteindre ? Cette question est centrale car depuis le début de la construction européenne, la condition même de toute avancée – même si elle ne suffit pas toujours – réside dans l'entente entre la France et l'Allemagne. Cela reste vrai dans l'Europe d'aujourd'hui.

Présentation de la table ronde

Pour débattre de cela ont accepté de se joindre à nous d'éminents spécialistes de ces questions : Joachim Schild, professeur de science politique à l'université de Trèves, Henrik Uterwedde, directeur adjoint de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg (DFI) et actuellement professeur invité à l'université de Cergy-Pontoise, Thierry Chopin, directeur des études à la Fondation Robert Schuman (qui vient d'ailleurs de publier son rapport annuel sur l'état de l'Union) et Jean-Louis Bourlanges, qui a été député européen de 1989 à 2008. Il est actuellement professeur associé à l'IEP de Paris sur les questions européennes et membre du conseil d'administration de Notre Europe – Institut Jacques Delors. En qualité de conseiller maître à la Cour des comptes, il a été membre de la commission qui a établi le rapport demandé par le président de la République sur les prélèvements obligatoires en France et en Allemagne.

Joachim Schild et Henrik Uterwedde interviendront respectivement sur les positions allemandes et françaises en ce qui concerne les aspects économiques. La parole sera donnée ensuite à Thierry Chopin et Jean-Louis Bourlanges, qui aborderont respectivement les positions allemandes et françaises sur les aspects plus politiques. Nous sommes bien conscients que ce déroulement est un peu arbitraire, puisque dans la réalité les choses ne sont pas cloisonnées ainsi. Il suffit de penser par exemple au titre du manifeste publié par le groupe Eiffel qui plaide « *Pour une Communauté politique de l'Euro* ». Je demanderai donc à chaque intervenant de bien vouloir préciser la situation de départ en 2008-2010 puis d'insister sur les évolutions (ou les non-évolutions) entretemps survenues et sur les perspectives envisageables de part et d'autre du Rhin. Je leur demanderai ensuite de distinguer ce qui concerne ou ce qui pourrait concerner les 18 États membres de la zone euro d'une part, et les 28 États membres de l'UE d'autre part, pour enfin soulever la question de savoir si – et à quelles conditions – les positions des gouvernements peuvent trouver l'adhésion premièrement de l'autre côté du Rhin, deuxièmement des autres partenaires européens et, *last but not least*, des populations.

EXPOSÉS DES INTERVENANTS

Joachim Schild : Je ne vais pas me limiter à l'aspect économique, ni aux positions allemandes, parce que cela serait très difficile. Je me suis interrogé dans

un premier temps sur le lien entre l'union politique d'un côté et une coordination plus étroite des politiques économiques de l'autre. Or pour ce faire, il convient de savoir ce qu'est une union politique. Pour la mise en perspective que vous nous avez demandée, il faudrait remonter à plus loin. En effet, le concept d'une union politique date des années Pompidou. À l'époque, c'était une notion qui permettait d'éviter d'utiliser des mots qui fâchent comme « fédération » par exemple ou, du côté allemand, « *Vereinigten Staaten von Europa* ». Ces concepts ne faisaient pas l'objet d'un consensus en France. L'union politique représentait pour ainsi dire le deuxième volet de la négociation sur le Traité de Maastricht. Une première conférence intergouvernementale était destinée à préparer l'Union économique et monétaire (UEM), la seconde étant en charge de tout le reste, et notamment de la réforme des institutions, de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) ou de la coordination en matière de justice et d'affaires intérieures.

Échange de concessions en amont du Traité de Maastricht

À l'époque de la négociation du Traité de Maastricht, le lien entre l'union politique et une coordination plus étroite des politiques économiques était selon moi purement politique. Il s'est produit alors une sorte d'échange de concessions, la France ayant mis l'accent sur le grand projet de l'union monétaire, le gouvernement de Helmut Kohl essayant d'avancer vers l'union politique. L'idée derrière ce concept flou d'union politique du côté allemand était celle d'une consolidation des institutions dans un sens plutôt fédéral. Il s'agissait de renforcer les pouvoirs du Parlement européen, de mettre davantage l'accent sur le vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil de l'UE, mais aussi de développer le volet de la PESC et la coordination en matière de justice et d'affaires intérieures. Toutefois, ces volets étaient séparés et aucun argument fonctionnel ne venait justifier la nécessité d'avoir une union politique pour avancer vers l'union monétaire.

Or c'est justement sur ce point que, depuis le début de la crise actuelle, les choses ont changé dans le discours et la réflexion en Allemagne sur la base politique d'une union monétaire. Du côté allemand, l'idée d'accompagner l'UEM de politiques économiques plus coordonnées que ce qui était prévu par le Traité de Maastricht a gagné du terrain. En outre, pour pousser la coordination des politiques économiques, une légitimation démocratique plus forte semble désormais nécessaire.

Ce changement d'attitude du côté allemand – et surtout l'idée d'accompagner l'union monétaire de politiques économiques plus coordonnées – tient au fait que le modèle allemand pour le fonctionnement de l'UEM a échoué sur des points très importants. À l'époque où le Traité de Maastricht a été négocié, l'idée allemande était qu'une politique monétaire centralisée devait être accompagnée de règles budgétaires claires et strictes et d'une force disciplinante des

marchés sur les politiques budgétaires des différents pays membres de l'UEM. C'était tout le sens de la clause du *no bail-out* (non-renflouement) pour faire fonctionner les forces du marché vis-à-vis des États qui seraient tentés de s'endetter d'une manière déraisonnable. Le troisième pilier de l'approche allemande était en outre celui de la non-monétisation des dettes publiques par la Banque centrale européenne (BCE).

Or on savait en 2010 que les règles budgétaires du Pacte de stabilité et de croissance (PSC) étaient plus flexibles que prévu. La première grande expérience en fut celle du non-respect de ces règles par l'Allemagne et la France de 2002 à 2005. Par ailleurs, la force disciplinante des marchés n'a pas fonctionné. Elle n'a pas exercé assez de pression sur la politique budgétaire d'un certain nombre de pays de la zone euro puisque la clause du *no bail-out* n'était pas crédible aux yeux des acteurs des marchés financiers. Ainsi, les primes de risque appliquées aux crédits étaient semblables pour les différents pays membres de l'union monétaire.

Approche traditionnelle et innovations conceptuelles face à la crise

Un certain nombre de piliers essentiels de l'approche allemande n'ayant pas permis d'éviter une crise profonde de la zone euro, les réactions du côté allemand peuvent se résumer en trois points traditionnels et quelques innovations conceptuelles.

L'approche traditionnelle était que les règles n'étant pas respectées, il fallait des règles plus strictes et renforcer ainsi le PSC avec des règlements et directives mis en œuvre sous le nom de « Six-Pack » et de « Two-Pack » au niveau européen. Il s'agissait également d'établir une supervision plus étroite des politiques budgétaires nationales par le niveau européen dans le cadre du Semestre européen et d'accroître le pouvoir de surveillance de la Commission européenne. Enfin, la position allemande prévoyait – et dans une certaine mesure, l'Allemagne a eu gain de cause sur ce point – des sanctions plus automatiques au cas où les États membres de la zone euro ne respecteraient pas les règles nouvelles. Cette approche s'inscrit dans la logique de la position allemande défendue déjà à l'époque du Traité de Maastricht.

Sur le plan des innovations conceptuelles, l'Allemagne a – sous le choc de la crise – donné son soutien à des mécanismes de stabilisation financière (le Mécanisme européen de stabilité, MES) et a proposé d'introduire une règle d'or dans chaque pays membre de l'Union européenne au niveau national, censée être plus contraignante que les règles du PSC au niveau européen. Une autre innovation résidait dans le fait que l'Allemagne avait pris conscience, à travers l'expérience de la crise, qu'il ne suffisait pas de définir des règles et des procédures en matière de politique budgétaire. Il convenait en outre de tenir compte des problèmes de compétitivité et du besoin qui en découle de procéder à des réformes structurelles pour rendre les différents membres de l'UEM plus com-

pétitifs. Cette approche était derrière l'idée lancée par l'Allemagne – et aussitôt soutenue par la France – d'un « Pacte euro plus ». Il s'agissait de toute une série de politiques économiques et sociales censées améliorer la compétitivité des différents pays membres de l'UEM, comprenant la réforme du marché de l'emploi et des réformes en matière de politique sociale, ainsi que dans le domaine de la formation et de l'éducation. Or toutes ces politiques n'étaient pas impliquées, d'une manière contraignante, dans la coordination des politiques économiques avant la crise.

Pour pouvoir inciter un certain nombre de pays ayant des problèmes de compétitivité au sein de l'UEM à procéder à ce type de réformes structurelles, le gouvernement allemand a émis l'idée d'une convention conclue entre un État membre d'un côté et le niveau européen – représenté par exemple par la Commission européenne – de l'autre, qui définisse un ensemble de mesures pour améliorer la compétitivité d'un pays donné. Mais pour ce faire, le gouvernement allemand a défendu l'idée qu'il fallait un budget européen propre à la zone euro pour donner des moyens financiers aux pays qui concluraient cette convention et s'engageraient à procéder à des réformes structurelles. Il existe un débat actuellement sur la création d'un budget propre à la zone euro et sur ses applications. Sur cette question, les positions françaises et allemandes sont assez éloignées. La logique allemande est une logique d'incitation à des réformes structurelles, la logique française consistant à proposer un budget européen propre à la zone euro pour stabiliser la situation macro-économique dans une UEM subissant des chocs asymétriques.

Évolution du débat entre 2011 et aujourd'hui

La question est de savoir s'il est nécessaire d'aller au-delà de ce qui a déjà été décidé au niveau européen pour stabiliser la zone euro et au-delà de ce qui est en discussion actuellement au niveau de nos gouvernements. Le débat allemand a évolué sur cette question entre 2011 – au pire de la crise de la zone euro – et 2014. Il y a trois ans, les débats politiques et les documents sur la politique européenne produits par les partis rassemblaient un certain nombre de propositions audacieuses. Du côté des chrétiens-démocrates (CDU) par exemple, il était question de renforcer la légitimité démocratique de l'UE et d'aller vers l'union politique à travers une élection directe du président de la Commission européenne. Il s'agissait aussi d'accroître les pouvoirs du Parlement européen et de créer un parlement propre à la zone euro. Depuis cette époque, Angela Merkel – mais pas l'ensemble du parti – a fait quelques pas en arrière. L'élection directe du président de la Commission européenne n'est plus évoquée par la chancellerie et n'apparaît pas non plus dans le programme des chrétiens-démocrates et des chrétiens-sociaux (CSU) pour les élections européennes. En 2011 également, un document programmatique sur la politique européenne des chrétiens-démocrates mentionnait le fait d'accorder à un « super commissaire » des droits d'ingérence dans la politique

budgétaire nationale au cas où tel ou tel État membre ne respecterait pas les règles auxquelles il a souscrit.

Ce type de propositions mettant en question la souveraineté en matière de politique économique au niveau national est devenu plus rare ces derniers temps car le contexte économique au sein de la zone euro a changé. La crise de la dette souveraine et de la dette privée semble se résorber. En outre, le contexte européen a changé, notamment à travers l'annonce du Royaume-Uni de procéder à un référendum sur l'avenir du Royaume-Uni au sein ou non de l'UE. Or le gouvernement allemand et d'autres gouvernements savent que toute idée de changer les traités pour faire quelques pas vers une union politique plus renforcée, par exemple *via* l'élection directe du président de la Commission européenne, mènerait automatiquement à l'organisation imminente d'un référendum au Royaume-Uni, avec pour résultat (non souhaité du côté allemand) un éventuel retrait du Royaume-Uni de l'UE. Je crois également que le gouvernement allemand a l'impression que le gouvernement français n'aspire pas non plus particulièrement à un changement des traités qui rendrait inéluctable la tenue – risquée – d'un référendum. Dès lors, les propositions pour aller vers l'union politique sont plus modérées aujourd'hui qu'en 2011. Je ne crois pas que cette donne changera dans les prochaines années et que les gouvernements auront l'audace de mettre à l'ordre du jour la question d'un changement des traités pour avancer dans la construction du lien entre l'UEM et l'union politique.

Michèle Weinachter : Vous avez parfaitement présenté les positions allemandes qui sont souvent peu connues en France ou, en tout cas, très souvent déformées. Je passe maintenant la parole à Henrik Uterwedde.

Henrik Uterwedde : Je vais également essayer de déterminer si les positions française et allemande sont conciliables ou non. Du point de vue du bien de l'Europe, la question devrait être triple :

- 1) Les positions allemandes et françaises sont-elles conciliables ? Existe-t-il une possibilité et une volonté politique de compromis ?
- 2) Ces compromis sont-ils aptes à faire avancer l'Europe ?
- 3) Ces compromis sont-ils aptes à convaincre les partenaires, et surtout les citoyens ?

Propositions françaises dans le cadre du Système monétaire européen

Pour aborder les questions ayant trait à l'euro, je reviendrai jusqu'au début des années 1980, voire jusqu'aux débuts de l'Union économique européenne. Je me suis beaucoup interrogé sur les affrontements franco-allemands depuis 2010, amplifiés par les médias, qui demandaient quasi quotidiennement si l'Allemagne tournait le dos à l'Europe, si cela n'allait plus entre Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, puis entre Angela Merkel et François Hollande. Or je pense qu'il existe

des liens entre les réactions françaises et les réactions allemandes à la crise. Quand on se demande quelle vision ont eue la classe politique française et les gouvernements de l'Europe économique et monétaire, les années 1980 sont importantes. Lors de la période gaulliste, les réticences étaient nombreuses vis-à-vis d'une Europe trop poussée alors qu'en 1983, les plus âgés d'entre nous se souviennent du tournant de la rigueur en France sous l'effet d'une crise du Système monétaire européen (SME), dans le cadre duquel la politique de François Mitterrand de 1981-1982 avait échoué. La France était mise devant le choix cornélien de continuer sa politique keynésienne de manière isolée – car tous les pays voisins faisaient une politique plutôt orthodoxe – et de quitter le SME, ou de rester dans le SME et de changer de politique. François Mitterrand, pour des raisons plus politiques qu'économiques, a décidé de rester dans le SME car il ne voulait pas isoler la France en Europe et car il avait l'ambition de faire de la France l'une des forces motrices de l'Europe. Cette expérience est un cas d'école de l'impossibilité de mener une politique keynésienne nationale dans un contexte d'internationalisation et d'européanisation économiques. À cette époque, l'Allemagne aurait dû remercier la France qui relançait ainsi, par le Smic et les revenus sociaux, la demande intérieure, car les consommateurs français n'ont pas acheté des Renault mais de l'électronique japonaise et des voitures allemandes. Ainsi, cette politique de relance française au début des années 1980 a augmenté le PIB allemand de 0,2-0,3 %.

Devant cette incapacité de mener à bien des politiques économiques purement nationales, un changement s'opère dans la classe politique française après 1983 : dès lors, on tentera d'implanter au niveau européen ce qu'il n'est plus possible de réaliser au niveau national. Il était logique de dire que le keynésianisme dans un seul pays était impossible, mais qu'un keynésianisme au niveau européen – avec une zone économique vaste et nettement moins dépendante des échanges extérieurs avec des pays tiers – pouvait fonctionner. Les gouvernements français ont donc transmis toute une série de mémorandums aux partenaires européens. Cela incluait la proposition de mener une politique macro-économique coordonnée, c'est-à-dire une politique conjoncturelle européenne ou encore d'élaborer une politique technologique européenne, voire une politique industrielle européenne. La France a proposé également que l'UE renforce ses instruments de politique commerciale vis-à-vis des pays tiers comme le Japon et les États-Unis...

Vision allemande de l'Union économique européenne

Un seul pays ne pouvant plus prétendre à une politique autonome, il fut dorénavant question de faire de l'UE un acteur de politique économique dans une tradition très volontariste, à la française bien entendu. Or tout cela allait à l'encontre de la vision allemande. Dès les années 1950-1960, pour l'économie allemande qui était très tournée vers l'exportation, l'Union économique européenne devait correspondre à une union douanière, puis à un grand marché européen,

en vue d'élargir les frontières. Walter Hallstein affirmait dès 1958 que l'économie était le moteur de l'intégration politique. On tenait à la vision fédéraliste. Toutefois, en matière de politique économique, la vision de l'Europe était plutôt celle d'un vaste cadre réglementaire autour d'un marché intérieur. La politique économique au niveau européen devait surtout se limiter à ce que les Allemands appellent « *Ordnungspolitik* », c'est-à-dire une politique qui assure un cadre réglementaire et qui émette les règles d'une concurrence saine, garantissant un fonctionnement effectif du marché intérieur.

Deux conceptions divergentes

Les deux visions française et allemande, qui subsistent jusqu'à aujourd'hui, répondaient à deux modèles économiques d'après-guerre, avec du côté allemand un État plutôt modeste, une économie sociale de marché et un ordolibéralisme mettant l'accent sur la *Ordnungspolitik* et, du côté français, un État volontariste. Ces deux visions ont débouché sur de nombreux conflits. C'est pourquoi pratiquement tous les mémorandums français se sont heurtés à des fins de non-recevoir en Allemagne, sauf en matière technologique (avec les programmes EUREKA ou ESPRIT). Quand la crise financière mondiale a éclaté en 2008, Nicolas Sarkozy assurait la présidence française de l'Union européenne. Il souhaitait une réaction très politique et multipliait les sommets politiques. Les Allemands ont peu apprécié cette démarche, en raison d'une grande méfiance vis-à-vis du volontarisme français en politique économique.

De même, en ce qui concerne la vision de l'UEM, les Allemands n'étaient pas demandeurs d'une monnaie unique. Il y avait l'école dite « économiste », selon laquelle la convergence des économies réelles devait précéder la création d'une monnaie commune. La dynamique politique enclenchée après la chute du Mur de Berlin jusqu'à Maastricht a parlé autrement. Les Allemands sont passés en effet à l'approche monétariste défendue par les Français.

L'architecture de Maastricht n'a pas permis d'éviter la crise

Parallèlement à l'union monétaire, Helmut Kohl appelait de ses vœux une union politique. À l'époque, cela n'a pas fonctionné. Les Allemands ont alors voulu à tout prix dépolitiser les règles et l'architecture du Traité de Maastricht : indépendance de la BCE, assignée à défendre la stabilité monétaire ; interdiction de financer la dette des pays membres (*no bail-out*) ; Pacte de stabilité. Tout cela devait permettre une gouvernance de la zone monétaire *via* un gouvernement par les règles les plus objectives possibles, donc chiffrées. Le ministre des Finances d'alors, Theo Waigel, insistait sur le strict respect de la règle des 3 %. Il s'agissait d'émettre des garde-fous sous la forme de règles strictes quantifiées, associées à des sanctions si possible automatiques, les Français percevant davantage l'euro comme un moyen stratégique d'affirmation de l'Europe dans

le monde. Ces derniers partageaient ainsi une vision beaucoup plus politique assortie, depuis la création de l'euro, de l'idée de gouvernement économique. Les responsables politiques et les médias allemands craignaient que cela n'engendre un interventionnisme très coûteux et laxiste, dont les Allemands feraient doublement les frais parce qu'ils devraient payer et que cela donnerait lieu à des politiques qui ne seraient pas nécessairement dans l'intérêt de l'économie ni allemande, ni européenne.

Psychologiquement, il était difficile pour les Allemands en 2010 d'admettre que, finalement, l'architecture de Maastricht imposée par les Allemands aux partenaires de l'époque s'était avérée incapable d'éviter la crise. D'où leur crainte d'assister désormais au délitement des règles de Maastricht au profit de règles plus françaises, plus volontaristes, plus politiques et plus enclines à prôner la dépense publique. Il faut quand même souligner le fait que pour nombre d'Allemands, l'architecture de Maastricht était un peu comme le contrat moral qui les rendait prêts à sacrifier le mark pour l'euro. Or l'opinion publique et les responsables politiques avaient l'impression que ce contrat moral était rompu. En outre, certaines personnes incitaient en France à faire fi des règles de Maastricht, ce qui a renforcé encore les craintes allemandes.

Bases de convergence pour une nouvelle gouvernance

Cela dit, dans le cadre de la crise, malgré toutes les divergences et les aspects à traiter (mécanisme de stabilisation, gouvernance, gestion de la dette), la France et l'Allemagne ont réussi à trouver des bases de convergence pour arriver à une nouvelle gouvernance qui dépasse largement les limites de Maastricht. Mais je ne pense pas que ce qui a été fait soit suffisant. Comme l'a précisé Joachim Schild, il existe un lien direct entre les instruments de régulation et de gouvernance de la zone euro parce que ces instruments touchent au cœur de la souveraineté fiscale et budgétaire des États et, partant, au cœur de la souveraineté nationale et de la légitimité démocratique. Par conséquent, on ne peut pas aller plus loin dans la gouvernance, avec un budget de la zone euro ou un budget européen, sans l'accompagner par des mécanismes de contrôle démocratique, et notamment parlementaires.

Vers une union politique au sein de l'UE ?

Nos gouvernements sont-ils prêts à chercher cette sortie par le haut ? Les Allemands ont déjà émis le vœu de réaliser une union politique, mais ils reculaient à chaque fois que cela devenaient concret. Je ne parle même pas de la France où, comme le disait Alfred Grosser, on est toujours très ambitieux pour décrire des stratégies de politique économique en Europe, et on devient très rapidement timide quand il s'agit de traduire cela dans un dessein institutionnel qui tienne la route en assurant un contrôle et une légitimité démocratiques et parlementaires.

Par conséquent, je ne suis pas très optimiste pour l'instant. Néanmoins, les groupes de Gliénicke et Eiffel ont le mérite d'avoir posé ces nouvelles questions et d'avoir lancé un débat sur ces questions centrales, qui ont dépassé le cadre technique. C'est nécessaire pour faire face à d'autres thèmes, qui vont malheureusement parfois dominer la campagne européenne en Allemagne et en France. Il s'agit notamment, dans le débat français sur le plan Valls, de la vision française – jusque dans le parti gouvernemental – d'une austérité imposée par Berlin ou par Bruxelles. Or, même sans la règle des 3 %, la France devrait remettre en ordre son économie et mener cette politique que Manuel Valls a enfin le courage de proposer. C'est le minimum à faire pour que l'économie française n'aille pas dans le mur et pour maintenir la légitimité politique de la France dans le débat européen. Pour tout ce qui a trait à l'euro, la crédibilité de la France dans le débat européen sera entamée tant que le pays se montrera incapable de respecter des règles qu'il a lui-même signées. C'est une question de confiance entre les Européens et c'est ce qui rend les débats tellement compliqués.

Michèle Weinachter : Je remercie Henrik Uterwedde pour ces considérations qui vont parfaitement faire la transition entre l'approche plutôt économique et les projets d'ordre politique. Avant de laisser la parole à Thierry Chopin, je souhaiterais formuler deux remarques d'ordre sémantique. Le tournant de 1983 était déjà qualifié de « rigueur ». Aujourd'hui, il ne vous aura pas échappé que ce terme et celui d'« austérité » sont employés en permanence dans les médias, qui évoquent une « *politique de rigueur imposée par Bruxelles* », qui est naturellement le bouc émissaire idéal. N'oublions pas qu'en allemand, cela se dit « *Sparpolitik* », c'est-à-dire qu'il s'agit d'une politique destinée à faire des économies. Je voudrais juste attirer votre attention sur le fait que les connotations sont totalement différentes et que notre débat est miné et faussé à l'avance par l'emploi de ces termes puisque, en France, on parle de politique de rigueur ou d'austérité qui sont connotées très négativement, alors pour les Allemands, « *sparen* », c'est « faire des économies » pour dégager des marges de manœuvre, pour investir dans l'avenir et pour cesser de mettre des dettes supplémentaires sur le dos des générations qui viennent. L'emploi différent de ces deux termes est fondamental et extrêmement révélateur dans les débats européens. Ma deuxième remarque concernerait les fameux 3 % « *imposés par Bruxelles* » que l'on l'entend tous les jours. Là encore, comment voulez-vous que nos concitoyens croient à l'Europe et voient d'une façon positive ce qui se passe si on parle en permanence des 3 % « *imposés par Bruxelles* » ? Un mensonge collectif s'il en est, faux bouc émissaire puisque c'est nous-mêmes qui voulions l'union monétaire et qui nous sommes engagés librement à ces conditions données.

Thierry Chopin : Je centrerai mon propos sur la question de l'union politique qui, elle aussi, peut faire l'objet de débats sémantiques assez longs. Je ferai donc

une série de remarques, d'abord sur le contexte dans lequel s'inscrit cette question renouvelée de l'union politique, et reviendrai ensuite sur les termes du débat qui porte sur cette question posée depuis le début de la crise. J'essaierai de clarifier la notion d'union politique, qui existe depuis longtemps dans le débat européen, mais qui fait souvent figure de slogan sans qu'on s'efforce d'en définir le contenu. Puis, *last but not least*, j'énoncerai quelques pistes, notamment en m'appuyant sur les propositions faites par la France et l'Allemagne il y a un an sur ce sujet.

Le renouveau de la question politique dans l'opinion publique

Je ne reviendrai pas sur le lien entre le renforcement, depuis le début de la crise, des mécanismes de supervision budgétaire désormais entre les mains des institutions européennes – et notamment de la Commission – d'un côté et, de l'autre, le renforcement nécessaire de la légitimation politique et démocratique. Or cette question de la légitimation démocratique, qui est au cœur de la question de l'union politique, a émergé dans le débat public au moment du Traité de Maastricht. Il s'est produit ensuite une structuration progressive des opinions dans les années 1990. Ce long mouvement de politisation, pleinement révélé au moment des référendums français, néerlandais et irlandais sur le Traité de Lisbonne, a remis la question de la légitimité politique et démocratique sur le devant de la scène comme si finalement, les sujets européens entraient de plain-pied dans le droit commun du débat démocratique.

Depuis 20-25 ans, beaucoup de citoyens manifestent leur envie d'avoir leur mot à dire sur les sujets européens. Cela est encore plus évident depuis le début de la crise, dans un contexte où les sujets qui touchent aux questions budgétaires dépassent le cadre des débats nationaux. S'ajoute à cela la montée en puissance des partis populistes et extrémistes, certes très différents les uns des autres, mais qui convergent tous vers un discours qui conteste la légitimité des décisions européennes ainsi que le système politique et économique européen. Nous en aurons une preuve supplémentaire au moment des élections européennes. Il me semble que le contexte est très propice pour parler d'union politique au sens d'une réflexion sur la manière de renforcer les mécanismes de légitimité démocratique des décisions européennes.

Le débat sur l'union politique

Sur les termes du débat, je partage le relatif pessimisme de Henrik Uterwedde. On se souvient que les chefs d'État et de gouvernement avaient mandaté Herman Van Rompuy pour rédiger une feuille de route visant à réformer l'UEM. On se souvient aussi que cette feuille de route était structurée autour de quatre axes : un axe qualifié d'union budgétaire, un axe qui portait sur l'union bancaire, un troisième sur un renforcement de la coordination des politiques

économiques et un dernier axe qui ne portait pas le nom d'union politique, mais qui portait sur le renforcement des mécanismes de responsabilité démocratique des institutions européennes. Il est très frappant de constater que les trois premiers axes ont fait l'objet de nombreux débats (et de décisions très importantes en ce qui concerne les deux premiers axes). C'est beaucoup moins vrai pour ce qui est de l'union politique, qui reste encore aujourd'hui le parent pauvre de la réflexion menée au plan européen.

Quand on quitte le niveau européen pour se pencher sur ce qui se passe dans les États membres, on observe que l'Allemagne est peut-être le seul pays où le débat sur l'union politique a été posé dans des termes assez nets, même si certaines évolutions montrent qu'avancer sur cette question n'est pas si évident que cela. Je prendrai plusieurs exemples à cet égard. Le congrès de la CDU à Leipzig en octobre 2011 a posé la question de l'union politique dans des termes très clairs, notamment autour de la proposition de l'élection du président de la Commission au suffrage universel, autour du renforcement du Parlement européen et autour de la question de la représentativité du Parlement européen qui interpelle beaucoup la Cour constitutionnelle allemande. Cela a été suivi de plusieurs contributions de la chancière elle-même, avant et après les élections législatives de l'automne dernier. En effet, en janvier 2012, Angela Merkel dit explicitement qu'« *au fil d'un long processus, nous transférerons d'avantage de compétences à la Commission qui fonctionnera alors comme un gouvernement européen pour les compétences européennes. Cela implique un Parlement fort. Le Conseil qui réunit les chefs de gouvernement formera pour ainsi dire la deuxième chambre. Pour finir, nous avons la Cour européenne de justice comme cour suprême. Cela pourrait être la configuration future de l'union politique européenne* ». En août 2012, la chancière a également exprimé le souhait de réunir une nouvelle convention. Plus récemment, dans son discours au Bundestag du 18 décembre 2013, elle a réaffirmé qu'elle était favorable à une évolution des traités même si, aujourd'hui, les choses sont peut-être moins évidentes. Wolfgang Schäuble a également, à plusieurs reprises, appelé de ses vœux une telle révision des traités, non seulement à des fins de renforcement des mécanismes de légitimation démocratique, mais aussi pour consolider les bases juridiques de l'union bancaire.

Malentendus sémantiques sur la question de l'union politique

Une fois que l'on a ce panorama en tête, je reviens à ce que disait Michèle Weinachter sur les questions relatives aux mots que l'on utilise, qui n'ont peut-être pas le même sens en fonction des lieux où l'on se trouve. Sur cette question de l'union politique dont je disais tout à l'heure qu'elle était souvent utilisée comme un slogan, certains malentendus sont très faciles à faire. Il y a un certain nombre de clarifications à apporter pour engager ce débat, au moins d'un point de vue formel, sur des bases qui permettraient d'éviter l'incantation de slogans

abstrait. Pour l'Allemagne, l'union politique implique d'abord et avant toute chose le renforcement du contrôle parlementaire de l'action de l'UE, ce qui est en droite ligne avec la culture politique et institutionnelle du pays depuis quelques décennies maintenant. En France, le concept d'union politique est très souvent confondu avec celui d'Europe politique. Or les deux notions peuvent renvoyer à des exigences très différentes. Si l'on entend en France très souvent l'Europe politique comme un renforcement du rôle international de l'UE, cela peut conduire plutôt à un renforcement du rôle des grandes capitales et, partant, de l'intergouvernemental. Mais l'union politique correspond peut-être davantage au renforcement des institutions européennes à proprement parler au sens communautaire du terme.

Cette confusion sur le plan du vocabulaire politique a un impact sur la question de la gouvernance économique européenne. La proposition d'un gouvernement économique est souvent venue de France mais a souvent été balayée d'un revers de main par le gouvernement allemand, bien que cette question de gouvernement économique pose sans doute le vrai problème, à savoir le besoin de clarification, de simplification et de légitimation de la politique économique européenne. Ce qui est très frappant, c'est que les lignes de fracture que le débat sur la gouvernance économique européenne fait naître semblent être les mêmes que celles qui traversent les cultures politiques nationales. La notion de gouvernement économique implique la politisation et l'interventionnisme en France, tandis qu'elle se réfère en Allemagne à la gouvernance par les règles. Si l'on voulait étendre cette réflexion à d'autres pays comme le Royaume-Uni, le spectre de l'État fédéral apparaîtrait. Cela répond ainsi à des approches quasi culturelles très différentes.

Par ailleurs, traditionnellement, il me semble que l'approche allemande met l'accent sur les structures supranationales plutôt que sur les structures intergouvernementales, même si cela est moins patent actuellement. Sur ce point, il existe donc une possibilité – mais qui n'est peut-être pas très heureuse – de rapprochement entre la France et l'Allemagne. En dernier lieu, on peut relever une différence d'approche entre les deux pays sur les questions relatives à l'« approfondissement » de la zone euro. En France, on parle de plus en plus d'un noyau dur, d'une sorte d'approfondissement à quelques-uns. Pour en avoir beaucoup discuté avec de nombreux Allemands, il me semble clair qu'outre-Rhin, d'autres pays comme la Pologne sont inclus dans le processus.

Propositions françaises et allemandes

Au-delà de ces clivages culturels et même de ces divergences conceptuelles, je crois que le débat aujourd'hui entre la France et l'Allemagne notamment – mais pas seulement –, porte sur les propositions institutionnelles et politiques concrètes que les pays voudraient bien faire. À la suite des propositions franco-allemandes du 30 mai 2013 sur les questions d'union politique, Henrik Uterwedde

et moi-même avons rédigé un article pour *Le Figaro*³ pour montrer que ces propositions, et notamment celle qui visait à créer un président permanent de l'Eurogroupe et celle qui prévoyait de créer une structure parlementaire propre à la zone euro, étaient relativement modestes et très imprécises. Sur la première de ces deux propositions, quid de la question de la responsabilité devant le Parlement européen de cet éventuel président permanent de l'Eurogroupe ? Est-ce qu'une telle proposition ne risque pas de renforcer le volet intergouvernemental et donc d'instaurer à terme une concurrence entre la Commission et l'Eurogroupe ? Par ailleurs, quels seraient les pouvoirs d'une sous-formation du Parlement européen pour la zone euro ? Cela n'est pas du tout précisé à ce stade, ni par l'Allemagne, ni par la France. Comment cette sous-formation exercerait-elle son contrôle démocratique et vis-à-vis de qui : de la « Troïka » ? Est-ce que cette sous-formation aurait le pouvoir d'auditionner et d'approuver le président de l'Eurogroupe ? Cette notion d'union politique me semble très vague encore aujourd'hui. Les seules propositions qui ont été faites souffrent encore d'une grande ambiguïté. Il resterait une dernière question à discuter ensemble, qui est celle de la méthode à adopter une fois que l'on se serait entendu sur les propositions. S'agirait-il de revoir les traités ou d'avancer à traité constant ? Là encore, je trouve que les inconnues sont très nombreuses et il n'est pas du tout sûr que l'on avance sur ces sujets dans les mois à venir en dépit de ce qu'a dit Wolfgang Schäuble récemment sur sa volonté de réviser les traités après les élections européennes.

Michèle Weinachter : Effectivement, ce qui est frappant, c'est ce paradoxe entre la nécessité de donner des signaux importants non seulement en interne, mais aussi au niveau international pour continuer à restaurer ou à consolider notre crédibilité d'un côté et, de l'autre, le caractère encore très vague des propositions concrètes, notamment sur la question assez urgente à l'intérieur de l'Union européenne de renforcer le contrôle démocratique pour regagner l'adhésion des citoyens au projet européen. Il est très étonnant et regrettable que ces questions ne constituent pas l'essentiel du débat dans la campagne pour les élections au Parlement européen.

Depuis le début de la construction européenne, ce paradoxe repose sur la question de la part de pouvoir qu'il convient de conserver à l'échelon national et de celui transféré au niveau de l'UE. Toutefois, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt par exemple ont essayé d'avancer en dépit de toutes les réticences, notamment de la part de Margaret Thatcher. La question du transfert de souveraineté est certes épineuse, mais il est regrettable qu'on ne la pose pas, car cela devient de plus en plus urgent. En réalité, les fondateurs de l'euro que sont Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt ont rusé avec cela depuis le début. Leur idée était – et notamment en ce qui concerne Valéry Giscard d'Estaing, qui

³ Thierry Chopin et Henrik Uterwedde, « Partenariat franco-allemand : aller plus loin », *Le Figaro*, 27 juin 2013, p. 16.

avait une approche beaucoup plus monétariste que Helmut Schmidt qui s'y est quelque peu converti avec le temps – que l'union monétaire conduirait automatiquement à l'union politique car on ne pouvait pas laisser l'euro sans gouvernance. Et donc automatiquement, le bon sens s'imposant, on arriverait à une véritable gouvernance économique qui toucherait aux politiques de l'euro. Le gros drame et notre tragédie commune est que cela ne s'est pas fait. Jusqu'où va-t-il falloir tomber avant que cela se fasse ? Peut-être que c'est toujours dans l'extrême urgence et tout au bord du précipice que les choses avancent.

Jean-Louis Bourlanges : Je crois qu'il est difficile de distinguer l'Europe politique et l'Europe économique. En réalité, notre principal problème, indissolublement économique et politique, est de faire vivre intelligemment, démocratiquement et efficacement la zone euro. Or j'ai le sentiment que les Allemands et les Français sont extrêmement pauvres en initiatives actuellement. Ils ne réagissent pas de la même manière parce que les cultures économiques et historiques ne sont pas identiques dans les deux pays. En réalité, ils ont une façon différente, mais équivalente, de ne pas faire grand-chose de tangible pour l'UE depuis un certain nombre d'années. Cela dit, je nuancerais ce propos car je crois que ce qui s'est passé au cours des trois dernières années est positif. Je ne partage pas le pessimisme actuel, quels que soient les résultats catastrophiques que vont être ceux des élections européennes.

Recul de l'euroferveur depuis le milieu des années 1990

L'équivalence de ces réactions franco-allemandes tient à une chose qui a été fondamentale au cours des 20 dernières années et qui n'est pas suffisamment soulignée : c'est la contradiction nodale qui s'est produite au milieu des années 1990 entre la volonté de construire une Europe monétaire de caractère nettement fédéral *via* la Banque centrale européenne et le fait que cette Europe monétaire a été conduite depuis 20 ans par des dirigeants globalement eurosceptiques ou eurotièdes. Au milieu des années 1990, on observe, dans la plupart des pays européens, un basculement de l'euroferveur vers l'eurotièdeur ou l'euro-scepticisme. Cela se traduit en France par le passage de Jacques Delors et François Mitterrand à Lionel Jospin qui disait toujours : « *Le reproche que je fais à François Mitterrand, c'est que quand il a eu à choisir entre le socialisme et l'Europe, il a choisi l'Europe* ». En Espagne, Felipe Gonzáles a été remplacé par José María Aznar. En Italie, on peut penser ce que l'on veut sur le plan moral de Bettino Craxi ou de Giulio Andreotti, mais ils étaient assurément plus européens que Silvio Berlusconi, dont on peut aussi penser un certain nombre de choses sur le plan moral. Troisièmement, la démocratie chrétienne néerlandaise s'est effondrée, alors qu'elle avait exercé le pouvoir continûment tout au long du XX^e siècle. Quand elle est revenue au pouvoir, elle s'est alliée à des partis populistes de droite. Les démocrates-chrétiens de Belgique, de Flandre en parti-

culier, se sont effondrés au profit de populistes nationalistes. En France, le parti européen qu'était l'UDF s'est effondré, pour des raisons complexes, auxquelles les errements stratégiques de François Bayrou ne sont pas étrangers. La social-démocratie est partout en crise, elle a partout fait le « sale boulot » et, récompense du « sale boulot », elle a perdu les élections, y compris en Allemagne avec Gerhard Schröder. La démocratie-chrétienne allemande est la seule qui ait tenu le coup, mais elle a fait des inflexions considérables au regard des documents publiés par la CSU actuellement sur le veto allemand dans la zone euro ou du discours institutionnel d'Angela Merkel à Bruges où elle a marqué sa préférence pour ce qu'elle appelle la méthode de l'union, c'est-à-dire la méthode intergouvernementale.

Création d'une Europe monétaire sans union économique

Cette véritable contradiction nodale s'est traduite par le fait qu'on a fait l'Europe monétaire sans aucune forme d'union économique. Les Allemands ont été à la pointe du combat contre le gouvernement économique européen parce qu'ils se méfiaient de ce que les Français entendaient par cela, craignant non seulement du laxisme, mais aussi une volonté indirecte de contrôler la Banque centrale européenne. Toutefois, les Allemands ont tiré sur la corde de l'alibi français parce qu'ils ne voulaient à aucun prix de ce prétendu gouvernement économique qui aurait limité leur propre pouvoir. Dès lors, nous avons inventé les règles du Pacte de stabilité, qui étaient reprises des critères de Maastricht, lesquels s'assimilent, selon Pascal Lamy, à un code de la route qui ne comprendrait que deux articles (les 60 % d'endettement et les 3 % de déficit). Or les Allemands et les Français n'ont pas respecté les règles de déficit et ceux qui les ont respectées, comme les Espagnols et les Irlandais, ne s'en sont pas trouvés mieux, loin de là. Le Pacte de stabilité était à la fois lacunaire et non cyclique. Romano Prodi avait dit : « *Le Pacte de stabilité est stupide* ». Ce à quoi son collègue portugais António Vitorino, qui est président de Notre Europe aujourd'hui, lui avait répondu : « *Tu n'as rien compris Romano, il fallait dire exactement le contraire. Il fallait dire : le Pacte de stupidité est stable* ».

En France, Jospin se flattait d'être en dessous des 3 %, alors que la conjoncture était extrêmement favorable. Dès que la conjoncture s'est retournée, les 3 % ont été dépassés et la Commission européenne a enjoint la France de mener une politique procyclique. Or il aurait fallu avoir des critères beaucoup plus adaptés à la situation économique, avec 0 % de déficit en période de croissance, 3 % en période de stagnation et peut-être 5 % en période de récession.

Nous avons construit un système dans lequel nous avons ôté les trois outils nationaux de gestion de l'économie (c'est-à-dire la flexibilité des changes, le déficit budgétaire – du moins théoriquement – et les taux d'intérêt), sans créer en contrepartie une capacité de gestion gouvernementale commune. Nous avons notamment proscrit les deux éléments constitutifs de l'essence d'une politique

gouvernementale, c'est-à-dire l'ingérence et la solidarité. L'ingérence, parce que tous voulaient être tranquilles chez eux. Ainsi, quand les Grecs disaient qu'ils allaient très bien, nous les croyions et nous nous attendions à ce qu'ils règlent eux-mêmes des problèmes éventuels. Nous acquiescions quand les Espagnols disaient qu'ils allaient remédier à la dérive de leurs coûts salariaux. Par conséquent, il n'y avait absolument aucune solidarité, ni aucune contrainte. La rigueur allemande était ignorée volontairement, parce que personne n'en voulait, à commencer par les Allemands eux-mêmes qui ne voulaient pas l'imposer chez les autres pour qu'on ne se mette pas à regarder chez eux. Cela n'a pas marché et la contradiction nodale a révélé, comme l'avait dit André Malraux commentant la défaite française de 1940, qu'on ne pouvait jamais réussir en mettant « *un demi-fantassin dans un demi-char* », qu'il fallait avoir une politique claire en accompagnement de la fédération monétaire, c'est-à-dire une politique économique cohérente, avec des pouvoirs et des moyens d'action.

Au début des années 2000, Jacques Chirac disait : « *Je dépasse les 3 %, cela va me dispenser de faire des réformes* », Schröder disait, « *Je dépasse les 3 %, je vais pouvoir faire des réformes* » (ce qui est un peu mieux). On disait que la Grèce ne représentait que 2 % du PIB européen. Toutefois, la crise a éclaté.

Introduction d'éléments de solidarité depuis la crise

Je ne suis pas entièrement pessimiste, parce que je trouve que ce qui a été fait par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy notamment, dans l'improvisation conceptuelle la plus complète, avec les erreurs de Deauville, les incertitudes sur la Grèce et une lenteur énorme à mettre en place les instruments de solidarité, a permis de sortir de ces contraintes et de ces limitations excessives. On a considéré qu'il fallait de l'ingérence et qu'il fallait imposer des éléments de solidarité. Cela a été fait avec la Troïka certes dans les pires conditions conjoncturelles, avec un gouvernement grec pas du tout efficace, mais cela a été fait *via* le traité intergouvernemental.

Par ailleurs, des instruments de solidarité ont été mis en place. L'instrument de solidarité suprême a été qu'Angela Merkel a accepté, avec une espèce de pirouette au nom de l'indépendance de la Banque centrale européenne, que cette dernière fasse ce que les Allemands ne voulaient pas qu'elle fasse, ce que la Cour constitutionnelle de Karlsruhe pourrait se préparer à sanctionner. L'intervention massive de la BCE fait qu'elle s'est rapprochée du statut d'une banque centrale normale. Certes, elle n'achète pas des obligations directement aux États, mais elle se contente de le faire sur le marché secondaire, ce qui permet aux banques de gagner de l'argent au passage mais n'en a pas moins été un instrument puissant de détente des taux d'intérêt. Aujourd'hui, la Grèce est de retour sur les marchés, le Portugal s'en sort un peu mieux, tandis que l'Italie et l'Espagne ont rétabli leur balance commerciale. Nous sommes donc sortis en

partie de cette contradiction nodale. Toutefois, tant qu'il n'y aura pas de croissance, il y aura du populisme un peu partout en Europe. Le mouvement d'euro-scepticisme qui date d'il y a 20 ans – et dont je crois qu'il est en phase terminale de déclin – va néanmoins atteindre un niveau inégalé lors des élections du 25 mai.

Faiblesse des initiatives sur le plan européen

Pour l'avenir, il faudrait une réflexion de la part de nos gouvernements. Ce qui me frappe, c'est le peu d'imagination conceptuelle des dirigeants actuels en Europe. Or, ce sur quoi il faut travailler est indissolublement économique et politique : il s'agit de transformer, malgré les réticences françaises et allemandes, la zone euro en une communauté économique active. Pascal Lamy et moi-même avons dit il y a près de 20 ans qu'il était totalement absurde d'attendre, par une sorte de *spillover* magique, que l'union monétaire produise d'elle-même l'union politique. La grande faute de Jean Monnet, c'est d'avoir cru qu'il n'y avait pas de barrière entre le technique et le politique. Or ce n'est pas parce qu'on gère techniquement une monnaie unique qu'on est capable de faire un saut dans la politique. En raison de la contradiction nodale précédemment évoquée, nous n'avons absolument pas fait ce saut, mais nous avons au contraire pratiqué une dichotomie intégrale entre la technique et la politique. Aujourd'hui, nous en sortons empiriquement, maladroitement, confusément, mais l'évolution est notable.

Proposition en matière de politique économique...

Pour donner forme à tout cela, il convient de mener une politique économique ricardo-keynésienne. Ricardienne, parce que notre enjeu structurel est un enjeu de compétitivité face aux émergents. Quand le président François Hollande attend l'inversion de la courbe du chômage, il reste dans une conception complètement cyclique fondée sur l'idée que quand on est en période de vaches maigres, il suffit d'attendre une période de vaches grasses. Or il faut des réformes structurelles et de la rigueur budgétaire, portées jusqu'à présent par les Allemands et que nous devons parfaitement assumer. Dans le traité sur la gouvernance budgétaire, les références au déficit structurel – très difficiles à manipuler – démontrent qu'il faut davantage gérer les évolutions dans le temps et dans l'espace, parce que nos différents pays ne vont pas au même rythme. Il faudrait donc mettre en place une doctrine économique commune à l'Europe du Nord et du Sud qui fasse une large part aux réformes structurelles. Or sur ce point, les Français sont désespérants de mollesse. Et en même temps, il faut gérer tout cela de manière pas trop brutale et assez intelligente. Quand je dis cela, je ne parle pas du tout des 3 % de déficit que les Français doivent atteindre car ils s'y sont engagés. La France doit respecter sa parole si elle veut retrouver un peu de crédibilité en Europe.

Les Allemands avaient raison de dire que le déficit budgétaire était excessif dans certains pays, et notamment en Grèce et en France. Il était honteux de répondre que le problème ne se posait pas. En revanche, les Allemands avaient tort de considérer qu'étant donné que les Espagnols respectaient les critères du Pacte de stabilité, tout allait bien chez eux. En réalité, trois crises ont eu lieu : la crise budgétaire de financement des dettes souveraines, la crise bancaire en Irlande et en Espagne à travers des bulles d'origines différentes (reflétant l'absence de régulation bancaire commune et de solidarité) et un problème en Espagne, en Grèce et, dans une moindre mesure, en France, de dérive des coûts salariaux générant une baisse de compétitivité par rapport à l'Allemagne.

... et en matière de politique intérieure et internationale

La définition de l'architecture politique est très compliquée parce qu'on ne va pas se laisser imposer une politique par un pouvoir parlementaire dominé par les Anglais dans la zone euro, le rêve anglais étant de rétablir l'équivalent de l'India Office, de diriger l'Europe continentale avec quelques milliers de fonctionnaires à Bruxelles, sans être contraints, grâce à un ensemble d'*opting-out*, de s'appliquer à eux-mêmes les politiques qu'ils décideraient pour les autres. Un tel schéma n'est pas acceptable. En outre, le pouvoir budgétaire est du ressort des parlements nationaux. Il faut donc créer quelque chose de neuf. Selon moi, il ne faut pas faire élire une nouvelle assemblée au suffrage universel, comme le recommande l'un des groupes que vous avez évoqués. En revanche, il serait envisageable de constituer une assemblée abritée par le Parlement européen, dans un premier temps consultative, qui serait constituée des budgétaires des parlements nationaux ainsi que des budgétaires du Parlement européen et des représentants de la Commission économique et monétaire. Cela formerait une assemblée inférieure à 300 personnes qui se réunirait une fois tous les deux mois et qui serait l'interlocuteur démocratique d'un ministre de l'Économie et du Budget de la zone euro.

Troisièmement, il nous faut réfléchir à notre environnement international. Certaines déclarations sont assez encourageantes, même si la situation en Ukraine est très préoccupante. Les nouvelles autorités allemandes semblent annoncer que l'Union européenne doit s'occuper de son environnement extérieur et militaire, ce qui est très positif.

Pour conclure, cet agenda est à la fois ambitieux mais réaliste car très circonscrit. En effet, l'Europe ne se pose, comme dit Karl Marx, que les problèmes qu'elle peut résoudre, le problème posé étant celui de l'organisation de la zone euro. Sa résolution nécessite une vraie politique économique et une inscription dans des structures démocratiques à concevoir. Or ce qui me frappe face à ces enjeux, c'est le désert absolu des propositions de la part des États. Les socialistes français font campagne contre la rigueur en Europe et pour la rigueur en France. Cette schizophrénie est incompréhensible. Par ailleurs, les propositions

de l'UMP sont confuses. Enfin, mes amis centristes sont positivement inexistants, à part peut-être Sylvie Goulard qui propose des solutions à titre individuel, alors que les centristes auraient été bien placés pour faire une synthèse droite/gauche, Europe du Sud/Europe du Nord ou Ricardo/Keynes.

Les Européens s'avancent dans ces élections sans projet cohérent, ni sur la dimension de l'Europe, ni sur le système institutionnel, ni sur sa politique économique. L'incohérence du parti européen tranche avec la cohérence maléfique du parti anti-européen, notamment de Marine Le Pen. Selon moi, l'absence totale de capacité propositionnelle est très grave parce qu'on ne s'en sortira pas si on ne transforme pas le projet européen en quelque chose de cohérent. Néanmoins, les Français et les Européens ne veulent pas sortir de l'euro et ils ont parfaitement raison.

Vers la fin de l'euroscpticisme ?

L'euroscpticisme de ces 20 dernières années résulte de la fin de la guerre froide, qui a donné le sentiment que l'Europe était devenue inutile, ce que Gordon Brown a dit à haute voix et ce que tout le monde pensait tout bas. Les droits fondamentaux se répandaient alors sur toute la planète, l'Europe n'en ayant plus le monopole. Il y avait ce qu'Hubert Védrine appelle l'« *hyperpuissance américaine* ». Il n'était plus nécessaire d'avoir de politique de défense commune. Troisièmement, la mondialisation – comme disait Alain Minc – serait heureuse et tout irait bien. Cela a nourri l'euroscpticisme.

Or, depuis 15 ans, nous avons vu que les valeurs démocratiques n'avaient pas gagné, que les Chinois pratiquaient une dichotomie redoutable entre capitalisme et démocratie et que les musulmans étaient travaillés par des forces islamistes extrêmement préoccupantes qui s'étaient manifestées avec la destruction des tours. Quant à la mondialisation, on s'est aperçu qu'elle était non pas heureuse, mais asymétrique et que comme disait Warren Buffet, il y avait les gens qui avaient des maillots et ceux qui n'en avaient pas. La crise arrivée, elle montrait ceux qui n'en avaient pas, et pas de chance, c'était nous.

Dès lors, l'Europe inutile est redevenue une Europe utile. En réalité, quand on pose la seule question véritable, qui est celle de savoir si nous allons, Français, Allemands et Européens, aborder le XXI^e siècle en ordre désuni ou de façon solidaire, on sera bien en peine de trouver quelqu'un dans 30 ans qui nous dira que nous avons eu raison de marcher désunis vers le XXI^e siècle. En raison du retour du tragique en Histoire, nous avons de nouveau un besoin de cohésion économique, politique, philosophique et morale au sein de l'UE. Cela demandera des modes d'organisation très différents de ce que c'était antérieurement, mais le cycle repart vers l'UE. J'ose espérer que le 25 mai sera l'ultime et grandiose manifestation d'un euroscpticisme qui appartient aux 20 dernières années. Pour cela, il faudrait quand même que nos dirigeants réfléchissent active-

ment et proposent autre chose à leur population que des balbutiements et des manœuvres tactiques.

DÉBAT ET CONCLUSIONS

Question de la salle : Selon moi, la construction de l'euro repose sur un mensonge. On nous a promis 2 % de croissance interne et le rétablissement d'une politique keynésienne. On nous a promis la baisse du chômage et que les efforts faits pour construire la monnaie unique allaient porter leurs fruits. On nous a également dit que l'euro nous protégerait de chocs venus d'Asie et des États-Unis. Or la crise financière aux États-Unis a eu des retombées en France. Par ailleurs, comme j'ai pu le lire, est-il vrai que ce sont les Allemands qui ont voulu une monnaie pour avoir une industrie dominatrice ?

Henrik Uterwedde : Dire que c'est l'Allemagne qui aurait voulu l'euro pour en faire un instrument de domination, c'est faire fi d'années de scepticisme, voire d'opposition de tous les Allemands qui n'aspiraient qu'à une chose, garder leur deutsche mark, qui était une sorte d'ersatz de notre réussite démocratique d'après-guerre. Par conséquent, je trouve que ce n'est pas crédible. Pour le reste, les problèmes que vous posez nécessiteraient un débat plus profond.

Michèle Weinachter : Mais il est vrai que l'euro n'a pas tenu toutes les promesses qu'on pouvait en espérer, peut-être parce qu'il n'a pas non plus été géré comme il faut.

René Lasserre : Je vais totalement inverser la question : où en serions-nous si nous n'avions pas l'euro ? Où en serait l'Europe après la crise s'il n'y avait pas eu cette contrainte de convergence malgré tout ?

Question de la salle : Pour être constructif, qu'est-ce qu'un simple citoyen peut faire pour aller dans le sens que vous indiquez d'inciter nos gouvernants à être constructifs et positifs ?

Jean-Louis Boulanges : C'est une question d'offre politique. Il faut effectivement trouver un parti qui accepte de poser clairement les problèmes. Si l'euro n'a pas tenu ses promesses, c'est parce qu'on l'a géré de façon absurde dans un climat d'euroscepticisme qui rendait cette gestion impossible. Je dois dire que je partage votre inquiétude et que je ne vois pas très bien pour qui voter. Je vais sans doute voter pour mon parti car comme disait Benjamin Disraeli : « *Il vaut mieux voter selon son parti comme un gentleman et non pas selon ses convictions comme un aventurier* ». Mais il est vrai qu'aujourd'hui, il n'y a pas d'offre politique. Il faut souhaiter qu'à l'UMP, ce soit des personnalités comme Alain Juppé qui l'emportent. Il faut souhaiter qu'autour de Manuel Valls, il y ait au

sein de l'aile sociale-démocrate du parti socialiste des personnes qui commentent à dire des choses. Par ailleurs, nous émettons des propositions au sein de l'institut Notre Europe.

Intervention de la salle : Nous n'avons pas évoqué la politique énergétique. Or, depuis 10 ans, l'indépendance énergétique de l'Europe a reculé. Cela pèse sur le pouvoir d'achat des ménages, sur la compétitivité des entreprises et sur l'emploi. Sur un autre aspect plus politique, j'aimerais souligner que l'Europe a dérivé dans les années 1920 en raison notamment d'une jeunesse désespérée. Aujourd'hui, plusieurs pays présentent des taux de chômage des jeunes à 50 %, ce qui incite certains à penser que le populisme est la seule solution. Dès lors, je pense qu'il faudrait insister plus lourdement sur les solutions à apporter. Les quelque 6 milliards d'euros octroyés par l'Europe en faveur de la formation sont bien peu de choses. Enfin, nous ne parlons pas assez des relations extérieures. Certes, les élections ne se jouent jamais sur ces questions, mais un traité est en voie d'être signé avec les États-Unis, la Chine monte en puissance et le Sud de la Méditerranée comporte potentiellement presque autant d'habitants que l'Europe. Il me semble qu'il faudrait avoir un discours cohérent sur tous ces points, plutôt que de se focaliser uniquement sur les questions monétaires qui bien sûr sont essentielles.

René Lasserre : La mise en place d'institutions européennes n'implique-t-elle pas des évolutions constitutionnelles dans les pays membres, et notamment en France ? Le régime présidentiel de la V^e République tel qu'il fonctionne, notamment depuis le mandat à cinq ans, est-il compatible avec une politique européenne qui, dans la plupart des autres pays, se légitime à travers une influence mieux structurée de groupes sociaux, et surtout à travers une démocratie de type parlementaire beaucoup plus efficiente ?

Jean-Louis Bourlanges : Je ne pense pas que le quinquennat ait un effet direct. Il est clair que dans le système actuel, le centre, qui est *a priori* le parti le plus pro-européen, a beaucoup de mal à vivre. On pourrait imaginer un mode de scrutin qui lui soit plus favorable. Je crois personnellement qu'il ne s'agirait pas simplement d'instiller un peu de proportionnelle, mais qu'il serait certainement possible de créer un système presque totalement proportionnel comme en 1985, avec simplement une prime de 80 sièges qui serait attribuée à la coalition ou au parti arrivé en tête. Cela aurait un avantage énorme qui serait de garantir une espèce de cohérence majoritaire telle qu'elle existe actuellement, tout en donnant à un certain nombre de partis – et notamment au centre – une indépendance de mouvement, de proposition et d'existence tout à fait précieuse.

En revanche, je suis inquiet par les propositions concernant l'élection du président de la Commission à travers le Parlement européen. Cela présente deux inconvénients majeurs. D'une part, cela équivaut à une sorte d'élection prési-

dentielle à un tour, ce qui est très dangereux. Aucun des candidats ne réunira plus de 30 % ou 32 % des voix. Or une élection a pour but non seulement de dégager l'homme ou la femme qui recueille le plus de faveurs mais également l'homme ou la femme qui suscite le moins de réactions négatives. C'est pour cette raison qu'il y a un 2^e tour : au 1^{er} tour, on choisit ; au 2^e tour, on élimine. Cela reviendrait à une élection présidentielle à un tour. Or je ne suis pas du tout sûr que Martin Schulz et Jean-Claude Juncker soient les représentants de l'ensemble du Parlement européen. D'autre part, cela introduit un déséquilibre fondamental. Même dans un système fédéral, il existe un équilibre entre les États et le parlement élu au suffrage universel. Le Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement sera réduit à une chambre d'enregistrement. Il est possible que David Cameron oppose une fin de non-recevoir catégorique à cela et qu'il soit soutenu en sous-main par certains de ses collègues. Je crains qu'à travers cela on ne fasse une fausse avancée démocratique. On feint de croire qu'en changeant de président de la Commission, on changerait l'orientation de l'Europe alors que le président de la Commission possède un pouvoir partiel et limité. Cette innovation est de nature à créer une crise au sein du Conseil européen et entre ce Conseil et le Parlement, une crise qui suivrait l'élection du 25 mai. Par conséquent, j'estime que l'on s'est avancé de façon bien téméraire sur cette voie.

Question de la salle : En tant que citoyen, on a une vision de l'élection européenne uniquement à travers les partis politiques de son pays. Or il existe à l'assemblée de Strasbourg des regroupements de partis européens. Est-ce qu'une voie, pour dépasser un peu les difficultés, ne serait pas de faire émerger des partis transnationaux, c'est-à-dire au niveau de l'Europe entière ?

Jean-Louis Boulanges : Les partis nationaux sont très différents. On se réfère à des partis nationaux parce que nos cultures politiques sont profondément distinctes les unes des autres. Le Parti populaire européen (PPE), le Parti socialiste européen (PSE) ou le groupe libéral sont devenus des mosaïques. Il faut bien admettre qu'il n'y a pas un seul et unique peuple européen. Les anti-européens, mais également la Cour constitutionnelle de Karlsruhe disent qu'on ne peut pas faire de démocratie transnationale, ce que je regrette. Étant donné que nous menons des politiques supranationales, nous devons inventer des mécanismes de représentation et de droit qui permettent d'avoir une démocratie transnationale. L'erreur serait de penser que cette démocratie ressemble à nos démocraties nationales. Il y a un peuple en France ; il y en a 28 en Europe. Le loyalisme des Européens vis-à-vis de l'Europe n'est pas le même que le loyalisme des Français vis-à-vis de l'État français ou des Allemands vis-à-vis de l'État allemand. C'est beaucoup plus distendu. Par conséquent, notre démocratie européenne doit être une démocratie de négociation et de diversité et non de confrontation. J'ai soutenu devant le Parlement européen cette idée de créer des listes transna-

tionales. Mais nous avons des sociétés nationales très fortes enracinées dans l'histoire, dans la géographie, dans la culture. C'est avec cet outil que nous devons construire l'Europe. Je le dis avec force parce que je crois qu'il ne faut pas se bercer d'illusions, même si l'idée de vouloir bâtir de vrais partis européens est louable. On pourrait commencer par prévoir qu'au Parlement européen, il y ait 50 ou 60 parlementaires élus sur des listes transnationales.

Michèle Weinachter : Cela nous ramène à la devise de l'UE : « *Unis dans la diversité* ». Je tenais à remercier les intervenants pour leurs éclairages, ainsi que pour les perspectives tracées pour le présent et pour l'avenir. Tout cela reste assez inquiétant, notamment en ce qui concerne la pauvreté des propositions actuellement énoncées. Sans proposition, nous aurons des difficultés à répondre à la question de savoir si les positions françaises et allemandes sont conciliables face aux enjeux de l'union politique et de la gouvernance économique européennes. Néanmoins, les idées existent. La volonté de repousser le débat à après les élections du mois de mai laisse sur leur soif les peuples européens, ce qui est très dangereux par rapport à des élections où les populismes vont avoir la part belle. L'idée globale qui ressort de nos débats, c'est la nécessité d'aller vers une gouvernance moins opaque et démocratiquement légitimée. Il me semble qu'il faudrait donner des raisons d'espérer et de croire – notamment à la jeune génération – et qu'au-delà des aspects techniques, il faudrait redonner un sens à toute cette aventure. Car en réalité, dès que l'on regarde les défis du XXI^e siècle, l'Europe redevient une évidence.

Les élections au Parlement européen : état de l'euroscpticisme en France, en Allemagne et en Europe. Quelles conséquences pour la poursuite de l'union politique européenne ?

Isabelle Bourgeois : Le 25 mai, nous avons voté – dans chacun des 28 États membres de l'UE. Certes, les grandes formations de centre-droit et centre-gauche ont remporté la majorité des sièges au Parlement. Mais dans le même temps, les extrêmes ont connu une très forte progression. À voir les résultats de ce scrutin, un certain nombre de questions se posent aujourd'hui. La plus évidente : comment se fait-il que, alors que nous pensions la paix installée définitivement en Europe après les catastrophes de la Seconde Guerre mondiale et de la partition du monde, il ait pu (re)naître tant de haine au sein des États membres ? Et comment se fait-il que cette haine se dirige – pas uniquement, bien sûr, mais principalement – contre un pays (l'Allemagne) et une personne (Angela Merkel) ?

Offensives contre Angela Merkel

Peu après les élections, Oskar Lafontaine, ancien social-démocrate passé à l'extrême gauche allemande, accuse Angela Merkel dans la presse allemande d'être la cause de la montée du Front national (FN) en France, le FN faisant ici figure d'emblème de tous les euroscpticismes, extrémismes et autres populismes. Début mai, le mensuel français *Alternatives Économiques* titrait : « Europe – remède ou poison ? » et se lançait, comme il le fait continûment depuis plus d'un an, dans un descriptif des dysfonctionnements de l'Europe culminant dans un acte d'accusation dirigée contre la responsable de tous nos malheurs : l'Allemagne d'Angela Merkel, dès lors qu'il s'agit du respect de l'État de droit (ou de la « rigueur ») et l'Allemagne de Gerhard Schröder, dès lors qu'il s'agit du modèle social (ou du « démantèlement des acquis sociaux »). C'est à se demander si, en France, le but de ce scrutin n'était pas de porter la chancellerie allemande à la tête de la Commission européenne ou à l'inverse, de lui barrer la route à ce poste...

Qu'est-ce que le Parlement européen et qu'est-ce que l'Europe ?

Alors, interrogeons-nous. Pour quoi faire au juste avons-nous placé notre bulletin dans l'urne ? C'étaient des élections parlementaires, bien. Pour certains d'entre nous, ceux qui vivent dans des démocraties parlementaires, c'est un moment important. Pour ceux dont les parlements ont tout au plus le rôle de

chambres d'enregistrement, ce moment d'expression de la volonté populaire compte moins. C'est là une lecture possible de la disparité entre les taux de participation dans les 28 États, comme du sérieux raisonné ou de la nonchalance, et parfois même de la violence avec lesquels s'est exprimé le vote protestataire. Mais ces parlementaires étaient européennes. Nous devons élire notre parlement de citoyens européens. Un étrange défi. Citoyen européen ? Drôle d'étiquette... Et ce Parlement européen, que fait-il au juste ? Nos députés à Strasbourg, nous ne les connaissons guère, à part peut-être quelques têtes de liste que nous avons découvertes peu avant le scrutin. Quant à l'adjectif européen, il est lourdement surchargé de sens les plus divers et les plus contradictoires : paix, prospérité, modèle social, mais aussi cause de toutes les crises qui nous frappent, source de tous les maux : chômage, précarisation, euro (trop) fort, perte de souveraineté nationale, immigration incontrôlée, dilution de nos valeurs, déficit démocratique, et j'en passe...

L'Europe, c'est quoi au juste ? La réponse est déterminante pour notre adhésion à ce projet de construction que nous poursuivons en commun depuis une soixantaine d'années. Mais il est impossible d'y répondre simplement, en ces 60 à 90 secondes prisées des médias, tant nos visions ont évolué au fil des décennies et tant elles évoluent au gré des mutations du monde qui nous entoure. Tant les réalités institutionnelles sont complexes et tant ce changement que nous vivons nous fait peur.

De plus, nous avons à prendre aujourd'hui des décisions lourdes de conséquences. L'Europe s'est élargie à 28 États membres, elle a une monnaie unique en vigueur dans 18 États déjà. Mais le marché intérieur est loin d'être parachevé. La mobilité des personnes et des biens est largement assurée, celle des capitaux a progressé. Maintenant se pose la difficile question de l'articulation entre les différents modèles d'État-providence. L'Union a quelques institutions communautaires. Mais leur articulation reste à définir plus précisément, aussi entre l'échelon communautaire et l'échelon national – et même l'échelon régional.

Des décisions restent à prendre

L'Europe politique reste à construire. Voulons-nous une fédération ? Si oui, ce qui est loin de faire consensus, alors comment doivent s'articuler les compétences respectives des États membres et de l'UE ? Quels rouages définir exactement pour la « démocratie représentative » sur laquelle est fondé le fonctionnement de l'UE à en croire le Traité de Lisbonne ? Qu'en est-il de cette méthode intergouvernementale – donc la prédominance de l'exécutif – qui a pris le dessus depuis 2007 dans le contexte de la gestion des crises de la finance mondiale, puis des dettes souveraines, puis de la compétitivité ?

Nous sommes arrivés aujourd'hui à une croisée des chemins. Et c'est peut-être la difficulté à affronter ce défi décisionnel qui explique le résultat du scrutin

de ces élections européennes. Au fond, il semblerait que ce soit la profonde peur de décider que révèle la montée de l'eurosepticisme, du souverainisme et des populismes de tous bords.

Présentation de la table ronde

Pour en débattre, pour mieux comprendre les motivations des électeurs dans l'UE, mais aussi en France et en Allemagne (les deux pôles antinomiques et partenaires de toujours) et pour nous demander quelles peuvent être les conséquences de ce scrutin pour la poursuite de l'union politique européenne, nous avons réuni autour de cette table, par ordre alphabétique :

- Roland Cayrol, directeur de recherche associé au CEVIPOF Sciences Po et fondateur de l'institut de sondages CSA – grand spécialiste de la structuration de l'opinion, du rôle des médias sur la politique et la pratique des sondages en France ;
- Christian Lequesne, directeur de recherche au CERI, Sciences Po – politologue et grand spécialiste des questions de politique européenne ;
- Thomas Petersen, chercheur à l'Institut für Demoskopie d'Allensbach (IfD) et l'un des auteurs réguliers des « Allensbach-Analysen » dans le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. L'IfD est le premier institut d'études d'opinion né en Allemagne après la guerre, en 1947, et l'un des principaux acteurs en matière de sciences de la communication et de sciences sociales ;
- Henrik Uterwedde, directeur adjoint du DFI, le partenaire et complice de toujours du CIRAC dans nos réflexions sur le couple franco-allemand et l'Europe, et l'un des rares à maîtriser les nuances dans nos profondes différences culturelles au sein de l'UE.

BREFS EXPOSÉS DES INTERVENANTS

Christian Lequesne : Je vais essayer de prendre une perspective européenne à l'échelle des Vingt-Huit et ne pas me concentrer simplement sur la France et l'Allemagne. La première chose que nous pouvons remarquer est le maintien du taux de participation par rapport à la dernière élection en 2009, sans que nous ayons d'ailleurs de réels éléments d'explication. Vous avez certainement remarqué qu'un certain nombre d'hommes et de femmes politiques ont présenté cela comme le résultat de la politisation de l'enjeu, c'est-à-dire le fait que l'on vote pour un Parlement qui devrait, si ceci intervient, élire le président de la Commission. Je pense qu'une hypothèse plus plausible est qu'il existe une petite montée des extrêmes qu'il ne faut pas surestimer (ce sera mon deuxième point) et que, par définition, les extrêmes se mobilisent toujours beaucoup au moment du vote.

Maintien de l'équilibre du Parlement européen...

En effet, nous avons été, en France, très polarisés sur le résultat du FN puisque ce parti arrive en première place, avec 24 élus sur 74. Mais il ne faut pas oublier qu'en règle générale, l'équilibre du Parlement européen reste le même qu'en 2009 puisque les deux principaux groupes – le centre-droit (le Parti populaire européen, PPE) et les sociaux-démocrates de l'Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates (S&D) – continuent à avoir la majorité absolue. En outre, les libéraux restent le troisième groupe et les Verts se placent toujours en quatrième position. J'insiste sur ce point parce qu'il faut éviter ce biais français qui consiste à penser que les extrêmes ont la majorité au sein du Parlement européen. Toutefois, cela pose quand même un problème particulier à la France car, dans le Parlement européen, il est important d'avoir un maximum de députés au sein des deux grands groupes. Or c'est précisément ce que la France n'aura pas. Cela constitue un avantage pour d'autres pays comme l'Allemagne, puisque la Christlich Demokratische Union (CDU) a fait un très beau score et sera fortement représentée au sein du groupe PPE. Je pense aussi aux Italiens du Parti démocrate qui seront très représentés au sein du groupe S&D.

... malgré une montée de l'euroscepticisme

Pour ce qui est de la montée des extrêmes, il est vrai qu'en règle générale, les extrêmes, et notamment à droite – mais pas seulement si on considère la Grèce – ont tendance à gagner des voix. Il va falloir que l'on travaille très sérieusement à faire de la comparaison car il est assez difficile pour l'instant de voir un paradigme commun qui permettrait de mettre, sous un même schéma explicatif, l'ensemble des extrêmes. Les variations nationales sont extrêmement importantes. Néanmoins, dans l'ensemble, on peut quand même constater que tous ces partis sont eurosceptiques, voire europhobes. Tous ont un discours de rejet de *l'establishment*, c'est-à-dire des partis traditionnels, à l'instar de Nigel Farage à la tête du parti United Kingdom Independence Party (UKIP) au Royaume-Uni. Par ailleurs, tous ces partis sont plutôt protectionnistes en termes économiques. Nous n'avons pas l'équivalent du Tea Party américain, empreint d'une sorte de néolibéralisme libertarien. Tous ces partis ont un discours de défense de l'État social.

Logiques de vote

Dans quelle mesure cela pèse-t-il sur les votes ? C'est extrêmement difficile à dire car il n'y a pas de structuration des votes au sein du Parlement européen. Des études sur la dernière législature montrent que dans la période 2009-2014, 30 % des votes seulement ont été motivés par la logique gauche/droite que nous connaissons dans beaucoup de pays de l'UE, 30 % par une logique de grande

coalition – c'est-à-dire le S&D et le PPE ensemble –, les 40 % restants étant des votes pris par consensus à géométrie variable. Toute la question sera de savoir si les votes de grande coalition vont se renforcer avec la présence accrue des extrêmes.

Si parfois, dans la logique gauche/droite, on tolérera que l'extrême gauche et que l'extrême droite se joignent soit aux Verts et aux socialistes pour la gauche, soit au PPE et aux libéraux pour la droite, cela n'a rien d'évident. Pour les 40 %, cela posera la question de l'implication des parlementaires européens de ces groupes dans le travail parlementaire concret. Or on constate que lors de la législature précédente, le FN – pour prendre l'exemple français – s'est très peu impliqué dans le travail parlementaire concret au sein du Parlement européen. La question est de savoir si cela va continuer sur ce modèle ou si, au contraire, il y aura, dans la lignée de ce que l'on observe dans le discours du FN en France, une forme de normalisation pour essayer d'acquérir l'image d'un parti normal. On doit se poser la question aussi pour les autres partis sachant qu'actuellement, les grandes manœuvres ont lieu pour essayer de former des groupes parlementaires. Sur ce point, le Front national n'a pas de difficulté avec le critère du nombre de membres puisqu'il faut 25 membres pour former un groupe, mais il faut que ces membres soient originaires de sept pays. Or cela est plus compliqué en raison du fait que certains partis de la droite extrême, et notamment le parti populaire danois et le parti finlandais, n'ont pas fait un très bon score. Quant au UKIP de Nigel Farage, le parti a fait savoir qu'il n'était pas question de faire alliance avec le FN en raison des déclarations sulfureuses de Jean-Marie Le Pen, le père de l'actuelle leader, sur la question des chambres à gaz, qui stigmatisent le FN y compris chez certains partis de la droite extrême.

Pour le gouvernement français qui sera obligé de travailler avec le Parlement européen – car il ne faut pas oublier qu'environ 70 % des questions qui sont aujourd'hui décidées le sont en codécision entre le Parlement européen et le Conseil des ministres – c'est à dire des 28 États –, la situation ne sera pas simple. Ce sera plus simple pour Angela Merkel, surtout dans une situation de grande coalition, car le gouvernement français ne pourra pas compter sur l'appui d'un nombre de représentants important dans les deux grands groupes parlementaires européens.

Isabelle Bourgeois : Je voudrais approfondir la situation française avant de porter le regard vers l'Allemagne. Nous allons commencer par une devinette à l'attention de Roland Cayrol. De ces tracts-appel à vote que l'on trouve dans sa boîte aux lettres la veille du scrutin, j'ai extrait deux petites phrases, que j'aimerais vous voir attribuer à leur parti respectif. La première : « *À chaque élection européenne depuis 30 ans, UMP [Union pour un mouvement populaire] et PS [Parti socialiste] font les mêmes promesses. L'UMP vous promet une Europe qui protège et le PS vous promet une Europe sociale.* » La deuxième : « *Avant chaque élection européenne, l'UMP vante l'Europe qui protège et le PS an-*

nonce l'Europe sociale. Ces belles paroles n'ont rien à voir avec la réalité ; l'Union européenne devait être la solution, elle est devenue le problème. »

Roland Cayrol : Je dirais que l'une des deux doit être du FN et l'autre du Front de gauche.

Isabelle Bourgeois : Je peux vous aider, par une autre citation : « *En votant Front de gauche, vous pourrez aussi choisir votre non, le non de gauche. L'extrême droite, le FN, est l'assurance tout risque du système, elle le protège en désignant des boucs émissaires. Contrairement à ce qu'elle dit, le problème n'est pas l'immigré, c'est le banquier.* »...

Roland Cayrol : Je souhaiterais commencer par évoquer la relation des Français à l'Europe telle qu'on peut la regarder dans les sondages d'opinion. On dit beaucoup de choses très simplificatrices et qui sont souvent erronées. Il fut un temps, jusqu'aux années 1970, où l'on pouvait facilement isoler dans l'opinion française des gens qui étaient pour l'Europe et des gens qui étaient contre l'Europe. On pouvait dire que les électeurs se réclamant du gaullisme et du communisme – qui à l'époque pesaient beaucoup – étaient hostiles à l'intégration européenne et tous que les autres y étaient favorables. Nous avons donc, selon les moments, une grosse et une petite moitié de Français qui s'opposaient sur la question européenne.

Adhésion et réticences à l'égard de l'Europe

Cette période est révolue. Pourtant on continue à réaliser des sondages un peu fallacieux sur le fait de savoir si on est pour ou contre l'intégration européenne et l'accélération de l'unité européenne. La vérité que nous montrent tous les jours les enquêtes qualitatives en profondeur, c'est que, désormais, presque chaque citoyen français ressent un mélange d'adhésion à l'Europe et de réticence ou de crainte à l'égard de l'Europe. Il n'y a plus d'opposition entre des Français pro-européens – qui avaient à un moment mis la France en tête des pays les plus européens de l'eurobaromètre – d'un côté et, de l'autre, des anti-européens qui ne voudraient pas de cette Europe. Tout le monde est partagé.

Au fond, l'énorme majorité des Français dit être favorable à l'Europe car c'est bon pour la France, pour l'avenir, pour leurs enfants et car, d'une certaine façon, c'est naturel. Comme le disait François Mitterrand dans une phrase qui serait adoptée par l'immense majorité des Français : « *L'Europe est l'avenir de la France.* » Tout cela est accepté très massivement dans l'opinion publique, pratiquement tous courants confondus. C'est énorme, bien qu'on l'oublie dans les élections européennes. Le substrat pro-européen de ce pays est largement dominant.

Mais en même temps, au fur et à mesure que les années passent, est née une réticence ou une crainte par rapport à l'Europe sur deux thèmes. Le thème de notre fameux modèle social : nous sommes très fiers d'avoir dans ce pays le plus beau modèle social du monde, même quand c'est faux. Nous sommes persuadés d'avoir les taux de remboursement d'assurance maladie les meilleurs au monde alors que nous figurons au 11^e rang. Par conséquent, nous ne voulons surtout pas que les autres – et notamment Bruxelles – nous empêchent de bénéficier de ce superbe modèle social. Il existe donc une crainte que l'accélération de l'Europe fasse un nivellement sur le modèle des moins chanceux – c'est souvent les Portugais que l'on cite dans ces cas-là dans les enquêtes qualitatives – et que nous y perdions. La deuxième cause de réticence est notre mode de vie : les Français sont persuadés que la France – et d'ailleurs chaque membre d'une région pense que sa région et sa commune plus encore – est l'endroit où il fait le meilleur vivre au monde. Si Dieu a mis une semaine pour fabriquer le monde, il s'est arrêté plus d'une journée pour faire la seule France. La crainte de l'Europe – qui est la même que la crainte de la mondialisation – c'est celle de l'uniformité technocratique des normes qui vont petit à petit nous priver de notre art de vivre, c'est-à-dire de notre gastronomie. Un jour, la Commission européenne, dans un bon mouvement, avait décidé que l'on pouvait faire une exception à l'utilisation du lait pasteurisé pour les produits laitiers et accepter le lait cru dans les régions de production où c'était une tradition culturelle. Or l'opinion française a immédiatement compris que les technocrates bruxellois voulaient nous empêcher de fabriquer du camembert au lait cru. Cette histoire, qui a plus de 20 ans, est restée incroyablement vive dans les mémoires.

Cette double réticence a pris corps progressivement. Elle a été rejointe plus récemment par une raison qui touche à la crise et qui est plus profondément politique. Cela ne va pas dans ce pays : les gens sont taraudés par le chômage sans cesse croissant, ils sont inquiets par rapport à leur pouvoir d'achat et ils ont peur pour l'avenir de leurs enfants dans cette situation de crise qui se prolonge. Or, dans ce cas, on s'en prend aux décideurs – notre gouvernement, notre président de la République et l'Europe – qui font que malgré toutes les promesses politiques, nous ne sortons pas de la crise. On sait bien que l'Europe prend désormais de nombreuses décisions. Par conséquent, l'Europe ne réussit pas mieux que notre gouvernement et notre Parlement. Il est donc normal que l'on en veuille autant aux autorités européennes que l'on en veut aux autorités françaises. Je rappelle que le président de la République est au plus bas dans l'histoire de nos sondages. Les uns et les autres sont pris dans ce même mouvement de critique et de scepticisme. Les responsables politiques ne sont pas capables de nous sortir de la crise, ce qui veut dire que la politique qu'ils mènent n'est évidemment pas la bonne puisqu'elle n'a pas de résultat.

Je ne voudrais pas que l'on imagine qu'un courant d'opinion eurosceptique est en train de se créer. Il s'agit plutôt d'un mélange extrêmement compliqué d'adhésion profonde à l'unité européenne et de scepticisme. Bien souvent,

quand on demande aux Français s'il vaut mieux régler au niveau national ou au niveau européen les problèmes ayant trait au chômage, à l'environnement ou à la sécurité ils répondent à une énorme majorité qu'il serait plus efficace de résoudre ces problèmes au niveau européen, y compris quand ces personnes figurent parmi les eurosceptiques. Je rappelle par ailleurs que plus des deux tiers des Français n'entendent pas que l'on quitte jamais l'UE et que les trois quarts ne veulent pas du tout que l'on quitte l'euro. Au-delà de l'analyse des résultats électoraux, on observe ainsi, dans les enquêtes d'opinion dont nous disposons, que l'euroscepticisme n'a pas envahi les consciences de ce pays. C'est plus compliqué que cela.

Isabelle Bourgeois : Cette complexité des attitudes et des mentalités que vous décrivez, je crois savoir qu'elle se retrouve aussi en Allemagne et qu'elle est peut être l'une des explications de la montée du nouveau parti eurosceptique Alternative für Deutschland (AfD), bien que la situation soit moins dramatique qu'en France.

Thomas Petersen : La plupart de ce qui vient d'être dit est applicable à l'Allemagne, avec certaines nuances certes, et dans un contexte différent. Nous ne traversons pas la crise structurelle et économique que connaît actuellement la France, mais nous l'avons subie il y a dix ans. Il est intéressant de revenir sur l'histoire et sur l'attitude de la population allemande envers l'intégration européenne. Le tout premier sondage de l'Institut für Demoskopie d'Allensbach fut mené en 1947, dans la zone d'occupation française, auprès d'écoliers et d'étudiants. La famine régnait, les Allemands étaient désorientés. On demanda alors aux sondés : « *Vous intéressez-vous à la politique, aux partis nouvellement fondés ?* » Le processus de création de la République fédérale d'Allemagne se mettait alors en place, et une immense majorité répondit qu'elle ne voulait plus jamais avoir affaire avec la politique. L'enquête comportait ensuite quelques questions sur ce qu'on nommait alors les États-Unis d'Europe. Les réponses apparurent comme un rayon de soleil dans toutes les réponses teintées de déprime. En 1947, après des guerres et des dictatures dévastatrices et après un siècle marqué par de violents et nombreux conflits entre Européens, les Allemands estimaient qu'une organisation commune au continent serait peut-être la seule perspective d'avenir. Cette tendance se poursuivait dans les années 1950 et 1960. À cette époque, ce rêve commença à se concrétiser avec une rapidité que les deux générations précédentes n'auraient pu imaginer. À partir de la fin des années 1960, on constate que plus ce rêve se concrétisait, plus les gens s'apercevaient que l'Europe ne constituait pas la panacée et qu'elle devait être organisée. Il y avait des malentendus à résoudre et des compromis à négocier, ce que ne souhaitaient pas réellement les Anglais. Puis surgirent des différends avec Charles de Gaulle, et il fallut trouver des compromis. Les problèmes et les querelles sont continuels.

Ainsi, une certaine lassitude est venue altérer le caractère globalement europhile des Allemands exprimé sur toutes ces années. Lorsqu'on questionne la population allemande sur l'Europe aujourd'hui, elle s'empresse d'exprimer son mécontentement envers la bureaucratie de Bruxelles et se plaint de l'ingérence de l'Europe dans tous les domaines. Au cas du camembert évoqué par Roland Cayrol correspond en Allemagne celui de la loi allemande sur la pureté de la bière que les Européens ont voulu interdire. Or les Allemands de leur côté exigent que la bière de moins bonne qualité ne puisse pas arriver sur leur territoire. Il s'agit ici d'une querelle superficielle typique, qui apparaît partout dès que les choses commencent à devenir sérieuses.

Ce mécontentement n'apparaît qu'en surface. Car la sympathie des Allemands pour l'Europe est restée constante. Même dans les moments critiques, la grande, voire l'écrasante majorité des Allemands reste disposée à payer pour l'intégration européenne, et ce malgré le mécontentement face à la bureaucratie, au manque de consensus et à la situation difficile de l'économie européenne. Les Allemands déplorent également que les pays de l'Europe du Sud comme l'Italie ou la Grèce, qui ont intégré l'euro sur la base de statistiques erronées, tendent la main en demandant aux Allemands de payer maintenant que l'argent facile s'est fait rare. Il n'est pas simple pour les responsables politiques de convaincre les citoyens qu'ils se doivent pourtant de le faire. Cela explique la présence de partis euro-critiques en Allemagne, bien qu'il semble étonnant qu'ils n'aient pas pris plus d'importance. Cela dit, sous les tracasseries du quotidien demeure la conviction inébranlable que cette Europe commune en vaut le prix.

Isabelle Bourgeois : Mais qu'en est-il de l'AfD, ce nouveau parti qui a défrayé la chronique ? Ressemble-t-il au FN, ou encore au Front de Gauche ?

Thomas Petersen : l'AfD n'est pas le FN. Il convient avant tout de noter qu'il n'a rassemblé que 7 % des voix. C'est un fait qui mérite d'être souligné, compte tenu des difficultés que traverse l'Europe. Cela signifie que contrairement à la France, l'Allemagne n'a pas connu de séisme politique, mais plutôt un déplacement – explicable – des voix.

L'AfD n'est pas le FN, il ne se situe pas à l'extrême droite du spectre politique. C'est au contraire un parti qui, bien que conservateur en ce qui concerne les valeurs de la société, est très libéral en matière économique : il a été créé et est dirigé par des économistes. Les opinions qu'il représente s'inscrivent toutes dans le camp libéral-conservateur, de même que ses membres et ses électeurs se recrutent parmi les adhérents des partis de l'Union (la CDU et la Christlich-Soziale Union, CSU) ; le président de l'AfD fut longtemps membre de la CDU. La seule raison d'être de ce parti est de rassembler ceux qui, en Allemagne, sont contre l'euro – pas tant l'Union européenne que la monnaie commune. Si, pour une raison ou une autre, l'AfD obtenait la majorité absolue lors d'élections an-

ticipées au Bundestag, il n'y aurait pas à s'inquiéter pour la démocratie ni pour les droits de l'Homme, et pas non plus pour l'Union européenne. Et l'euro ne serait pas en danger non plus, puisqu'il est impossible de faire machine arrière.

En revanche, la montée de l'AfD révèle une tendance bien plus inquiétante à un autre niveau. Ce parti est nationaliste, au sens originel du terme : il n'est pas d'extrême droite, c'est-à-dire ni militariste ni agressif, mais ses positions sont toutes centrées exclusivement sur la Nation et la question de savoir ce qui est immédiatement profitable à l'Allemagne, l'AfD rejetant tout ce qui ne l'est pas. C'est là la conséquence d'une gigantesque erreur que nous avons commise en Europe au cours des vingt ou trente dernières années : celle de toujours justifier la progression de l'intégration européenne par la raison économique. Nous n'avons cessé d'affirmer que l'introduction de l'euro nous apporterait croissance et emplois. Tant mieux s'il en est ainsi. Mais ce n'était pas la vraie raison de la création de la monnaie unique. Donc quand on ne cesse d'avancer une justification économique et que, soudain, l'Europe se met à traverser une crise économique, il est parfaitement naturel de penser que l'euro était un mauvais choix, puisqu'il n'a pas tenu ses promesses. La montée de l'AfD n'est que la réponse au fait que nous avons omis de dire pourquoi nous construisons l'Europe ; en ce sens, elle n'a pas de quoi nous inquiéter outre mesure.

Isabelle Bourgeois : J'aimerais demander à Henrik Uterwedde d'évoquer les souverainismes ou les nationalismes. Où les trouve-t-on ? Comment s'expliquent-ils ? En France, y a-t-il aussi le même problème d'une mauvaise communication, d'une mauvaise explication de la finalité de l'intégration européenne, et surtout de la monnaie ?

Henrik Uterwedde : Je partage le point de vue de Thomas Petersen. L'AfD constitue 7 % de l'électorat. En ajoutant 1 % de néo-nazis du Nationaldemokratische Partei Deutschlands (NPD), cela représente 8 %. En France, si l'on additionne le FN, le Front de gauche et les quelques souverainistes, qui partagent la même haine contre le soi-disant libéralisme, contre l'Europe et contre le principe de responsabilité d'un parti de gouvernement, on arrive à environ 36 %. Thomas Petersen a bien expliqué la nature très différente des eurosceptiques allemands et français. Par exemple, dans le *Nouvel Observateur* de la semaine dernière, les deux pages du philosophe Michel Onfray sur les élections européennes dénoncent à plusieurs reprises le libéralisme et l'Europe libérale, coupables de tous les maux. Or on se demande quel est le degré de libéralisme de l'UE. Est-ce que les règles budgétaires sont du libéralisme ? Ce genre de débat n'existe pas en Allemagne.

Le vote allemand aux dernières élections européennes

Qu'est-ce qui pousse les électeurs à voter pour un parti ou pour un autre ? Plusieurs facteurs entrent en jeu. En France, il s'agit de prendre position par rapport

à l'Europe ou de sanctionner le président de la République et l'austérité. En Allemagne à l'inverse, l'économie se porte bien. La grande coalition vient de dépenser beaucoup d'argent sur le volet social – sans nécessairement penser à l'avenir du pays. Le taux de chômage est d'environ 5 %. Pourquoi les Allemands sanctionneraient-ils Angela Merkel ? Par ailleurs, les craintes des Allemands vis-à-vis de l'euro sont un peu diffuses, sauf celles – qui ont toujours existé – sur le danger que les citoyens allemands puissent être contraints de payer pour tous les « cancrs » de l'Europe réunis.

Le vote allemand aux élections de mai fait apparaître un élément très intéressant. Le parti bavarois, la CSU, a cru bon de se distinguer de la CDU pour jouer sa propre partition. Il a placé en tête de liste Peter Gauweiler, un eurosceptique avéré et prononcé. Dès lors, tandis que la CDU d'Angela Merkel a gagné en pourcentage de votes, la CSU bavaroise a chuté de 10 points, comme si les électeurs exprimaient le fait que quitte à être contre l'euro et à être eurosceptique, mieux valait voter pour l'AfD.

Manque de communication autour de l'Europe

Cela m'amène à la question de la communication autour du projet européen. Sur ce point, je pense qu'il y a un manque de repères sur l'Europe, pas seulement en France, mais dans de nombreux pays européens, y compris en Allemagne. Comment voulez-vous que les gens se déplacent aux urnes, votent pour des partis « responsables » et se mobilisent pour l'Europe si les responsables politiques et les partis principaux ne font pas montre de foi en l'Europe ? Lors du deuxième débat de ce cycle thématique le 29 avril dernier, l'ancien député européen Jean-Louis Bourlanges – l'un des rares à s'être investi pendant plus de 15 ans à Bruxelles sans utiliser ce mandat comme tremplin pour des choses plus nobles à Paris – a dit, avant les élections : « *L'offre politique en France – mais aussi dans les autres pays – est tellement médiocre vis-à-vis des électeurs. Comment voulez-vous que les gens se mobilisent pour aller voter pour l'Europe ?* » Nos gouvernements n'ont plus la foi européenne et ne sont plus capables d'expliquer l'Europe. Sur ce point, je donne raison à Thomas Petersen. Helmut Kohl parlait de l'euro en d'autres termes. On a beaucoup ri sur le fait que pour lui, l'euro était une question de guerre et de paix. Il a dit à tous ceux qui étaient contre l'euro – les banquiers et les milieux financiers en Allemagne – que la monnaie européenne était trop importante pour la laisser aux seuls spécialistes de l'économie et des finances. Et il a eu raison.

Mais cette foi européenne a été perdue en France depuis très longtemps. En Allemagne, je le crains aussi depuis Helmut Kohl. Gerhard Schröder et Angela Merkel ne sont pas des européens patentés. Par conséquent, je pense que l'un des problèmes est que tout part du sommet. Toutefois, cela ne nous dédouane pas en tant qu'électeurs et citoyens de nous mobiliser pour une Europe meil-

leure. J'émettrais donc quelques réserves sur la stabilité de la participation et sur le résultat assez rassurant en Allemagne.

L'Allemagne ne traverse certes pas les problèmes politiques de la France mais, en Europe, les problèmes des autres sont aussi les nôtres. Est-ce que le fait de dire qu'au fond, on est pour l'Europe, suffira à l'avenir quand les décisions à prendre auront un impact plus net sur le mode de vie et sur le cœur de la souveraineté ?

ÉCHANGES ENTRE INTERVENANTS

Roland Cayrol : J'aimerais introduire deux nuances. Premièrement, j'estime qu'il n'est pas complètement légitime « politologiquement » et qu'il n'est jamais bon pour comprendre le spectre politique d'additionner la gauche de la gauche et l'extrême droite. Il ne faut quand même pas oublier que, par ailleurs, tout les oppose et qu'ils sont les pires ennemis. Sur l'Europe également, il me semble que la prose du Front de gauche n'a pas grand rapport avec celle du FN. Le Front de gauche ne demande pas de quitter l'Union européenne et Jean-Luc Mélenchon n'a jamais demandé de quitter l'euro. Le parti s'en prend en effet au libéralisme, incarné notamment par Bruxelles mais aussi par notre gouvernement. C'est une position sur l'orientation qui est donnée aux politiques. Toutefois, je ne classerais pas le Front de gauche – tous courants confondus – parmi les anti-européens.

Deuxièmement, je partage votre avis sur l'offre politique en France. Pendant la campagne électorale, sur Internet, de nombreux textes de journalistes ou de dirigeants politiques de la CDU ou du parti social-démocrate (Sozialdemokratische Partei Deutschlands, SPD) venaient expliquer et défendre l'Union européenne. Or cela n'a pas du tout existé en France. Les deux grands partis gouvernementaux, l'UMP et le PS, ont en permanence critiqué les manques de l'Europe. Nous avons pris l'habitude d'avoir des gouvernants en France qui considèrent Bruxelles comme le 29^e État de l'Union européenne qui impose sa loi à tous les autres. Nous avons pris l'habitude d'avoir un spectre gouvernemental centre-gauche centre-droit qui n'est que critique à l'égard de l'Europe. Si dans leurs textes fondamentaux, il est toujours inscrit quelque part qu'ils sont pour l'Union européenne, ils ne la défendent pas et ne la valorisent pas. Cette campagne était de ce point de vue absolument lamentable.

Deux petits partis ont progressé. Mes confrères de l'Ifop ont fait un *rolling poll* pendant toute la campagne, avec une injection tous les jours de nouveaux échantillons. Ils ont commencé le 10 avril pour terminer la veille de l'élection. Selon ces sondages, les deux seuls petits partis qui progressent sont les centristes et les Verts, qui sont précisément les deux seuls qui ont fait campagne pour l'Europe. Ils ont pris des voix aux partis gouvernementaux qui n'osaient pas avouer qu'ils étaient pro-européens. Par conséquent, l'offre politique montre que la situation est bien pire en France qu'en Allemagne.

Thomas Petersen : En Allemagne aussi, les partis démocratiques manquent de vigueur dans leur promotion de l'Europe. C'est une question de génération aussi. J'ai toujours en tête cette phrase de Wolfgang Schäuble, l'ancien chancelier autrichien, qui disait que si vous voulez comprendre l'enjeu européen, alors il faut aller dans les cimetières des villages et regarder les monuments aux morts. Mais le problème, c'est que la génération qui a vécu les guerres s'éteint progressivement, et que ces guerres ne sont qu'un lointain souvenir pour les générations suivantes. Si nous voulons que l'idée d'Europe reste vivante, il faut donc la promouvoir activement. J'ai l'impression que nous commettons à propos de l'Europe la même erreur qu'en Allemagne après l'Unité : nous étions alors convaincus que le progrès qu'apportent la démocratie, la liberté et l'État de droit était si évident qu'il n'était pas besoin de l'expliquer activement. Au contraire, il faut sans cesse expliquer ce que nous apporte l'Europe. Je me souviens d'un incident révélateur. C'était juste avant les élections européennes de 2009, dans le cadre d'une conférence tenue par un député européen du PPE sur les négociations du futur Traité de Lisbonne. Au détour d'une phrase sur la révision en cours du texte du projet de traité constitutionnel rejeté par la France et les Pays-Bas, il glisse : « *Nous nous sommes débarrassés de toutes ces choses inutiles comme l'hymne et le drapeau.* » Croire que des symboles ne sont pas importants est une grave erreur d'appréciation ; ce sont eux au contraire qui permettent de s'identifier avec l'Europe.

J'aimerais aussi nuancer les propos de Roland Cayrol. Si, je pense qu'il faut mettre dans la même catégorie les extrêmes de droite et de gauche, même s'ils se distinguent sur de nombreux points. Car à l'échelle gauche/droite du spectre politique s'en ajoute une autre : celle où s'opposent libéralisme et autoritarisme. Et c'est cela que partagent les extrêmes de gauche comme de droite : ils mènent tous une lutte contre l'État libéral et contre l'Europe.

Roland Cayrol : Certes il est possible de faire ce choix politique, mais le faire sur l'Europe, je pense que c'est une erreur. Leurs positions en France sur l'Europe ne sont absolument pas les mêmes. Le Front de gauche n'est pas pour la sortie de l'Europe ni de l'euro alors que le FN et les souverainistes comme Nicolas Dupont-Aignan sont pour la sortie de l'Union européenne. Il s'agit là d'une différence majeure.

Isabelle Bourgeois : Quelles raisons invoquent-ils, les uns pour y rester, les autres pour en sortir ? N'y a-t-il pas aussi un problème de manque d'information du citoyen ?

Christian Lequesne : Pour revenir sur la situation extrême gauche/extrême droite en France, je suis assez d'accord pour dire qu'il faut les distinguer. Le rapport à l'Europe est selon moi tout aussi négatif à l'extrême gauche qu'à l'extrême droite mais pour des raisons complètement différentes. Dans le fond, l'ex-

trême gauche est plus représentative du problème très français du rapport au libéralisme. Il s'agit d'une idiosyncrasie, d'un problème français lié à l'histoire du pays et au fait que la pensée libérale a été faible dans le développement de la pensée politique française. En effet, l'État était très puissant. Le libéralisme reste aujourd'hui complètement inscrit dans le sens commun comme quelque chose de négatif. J'ai dit récemment à un homme politique de l'UMP qu'il valait mieux choisir la voie du recentrage plutôt que celle de la droitisation. Nous sommes arrivés à la conclusion que le seul mot qu'il ne fallait pas utiliser pour créer de l'adhésion, c'était le mot libéralisme. En France, il faut parler de la réforme de l'État, ce qui n'est pas complètement la même chose.

Je suis assez d'accord sur l'absence de grand pédagogue aujourd'hui dans les partis traditionnels. J'ai eu l'occasion de dire dans la presse que Jacques Delors et Valéry Giscard d'Estaing n'avaient pas de descendants. Mais je pense qu'il y a une explication à cela : c'est lié au fait que les deux grands partis sont aussi divisés sur la question européenne à l'intérieur et, partant, qu'il n'y a pas de prime à la carrière politique pour celui qui choisirait de « vendre » l'Europe au sein du PS ou de l'UMP. Si l'on est plutôt de centre-droit, mieux vaut le faire au sein de l'Union des démocrates indépendants (UDI) et du Mouvement démocrate (Modem). C'est beaucoup plus simple qu'au sein de l'UMP. Quant au PS, il reste profondément divisé par les résultats du référendum de 2005.

Comment légitimer l'Europe à partir des valeurs ?

Enfin, je partage l'idée qu'aujourd'hui, il devient beaucoup plus difficile, non seulement en France et en Allemagne, mais aussi dans les pays de l'UE, de légitimer l'Europe à partir des valeurs dans un discours politique crédible. Je me suis beaucoup intéressé à l'élargissement aux Pays d'Europe centrale et orientale (PECO). Mes collègues tchèques, polonais et slovaques me disent que les hommes politiques de leur pays ne peuvent plus utiliser aujourd'hui l'argument des valeurs. C'est quand même extraordinaire, quand on pense que le combat de la dissidence sur le retour à l'Europe était avant tout un combat de valeurs ! Aujourd'hui, il faut légitimer l'Europe par l'utilitarisme et par l'économie : qu'est-ce que cela nous a apporté, quid de l'égalisation des salaires... ? Il est très difficile pour un homme politique aujourd'hui dans un pays comme la France ou l'Allemagne d'utiliser un discours sur les valeurs qui soit considéré comme crédible dès lors que l'on parle de l'Europe. Mais il n'en demeure pas moins que d'un point de vue normatif, je partage votre sentiment sur le fait que c'est ce qu'il faudrait faire. Toutefois, d'un point de vue électoral, je ne suis pas sûr que ce soit une façon de recueillir l'adhésion des électeurs.

Roland Cayrol : Je suis d'accord avec Christian Lequesne. Je pense d'ailleurs que le discours de valeurs fuit progressivement toute la politique, pas seulement

sur l'Europe. Dans chacun de nos pays, le discours sur les valeurs diminue parce qu'il y a la crise bien sûr, mais peut-être aussi parce que toutes ces valeurs fortes et fédératrices de paix et de démocratie qui ont justifié les avancées européennes sont devenues molles. Aux yeux de l'opinion, elles n'ont plus besoin d'être défendues dans la mesure où elles sont acquises et semblent aller de soi.

Thomas Petersen : Je suis moins pessimiste face à cette évolution assez récente. Car je pense que personne, au plus tard depuis le départ de Helmut Kohl, n'a plus réellement tenté ce discours de valeurs. Et aujourd'hui, la crise en Ukraine modifie la donne, ce que révèlent nos sondages. Quand on demande aux Allemands de dire ce qu'est pour eux l'Europe, ce qui est le plus important à leurs yeux, ils répondent beaucoup plus souvent que ces dernières années encore qu'elle œuvre pour la paix. Ainsi, tant que toutes ces valeurs ne semblent pas menacées, on les perd de vue. Quand François Mitterrand, dans son dernier grand discours devant le Parlement européen, assénait : « *Le nationalisme, c'est la guerre* », il ne récolta que railleries. Cette phrase est pourtant plus vraie que jamais. Et j'aimerais entendre plus souvent les responsables politiques allemands en prononcer de semblables pour rappeler ce qui importe réellement.

Henrik Uterwedde : Vladimir Poutine semble nous rappeler à point nommé que nous avons besoin de la volonté de partager des valeurs, mais aussi des intérêts fondamentaux, et que, isolés, nous ne sommes rien ou presque.

Quelle Europe voulons-nous ?

Nous ne sommes pas pour ou contre l'Europe. Je pense que nous avons dépassé ce stade. L'Europe existe et de plus en plus de décisions politiques européennes sont des choix de politique économique et sociale. Il faut donc se poser la question suivante : quelle Europe voulons-nous ? Il y a de la place pour des arguments socialistes, keynésiens, conservateurs et libéraux. C'est une lutte d'idées légitime. D'ailleurs les élections au Parlement européen devraient être l'occasion de parler de cela. Dans ce contexte, il est complètement légitime, nécessaire et même inévitable que s'opposent plusieurs visions politiques, de l'économie et de la société parce que cela fait partie de la démocratie. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue ce qui est secondaire et ce qui est essentiel. Nous appartenons à une communauté de destin, à une Europe commune dont nous avons besoin. Il n'y a pas qu'une seule voie possible. Il faut savoir mener de bonnes querelles, utiles, sur des vrais enjeux, sans perdre de vue ce qui nous unit. Dans cette dialectique, l'avantage psychologique est peut-être aux Allemands parce que ce sont les députés allemands de centre-gauche et centre-droit qui vont décider au Parlement européen, composé majoritairement de socialistes, de sociaux-démocrates et de députés du PPE. Ce sont eux qui vont trouver – je l'espère – les compromis nécessaires pour faire avancer l'Europe.

Vers une culture du compromis ?

Du point de vue des institutions, l'Europe repose sur le compromis. Au Parlement européen, l'Europe s'apparente à une grande coalition permanente entre les deux forces politiques. En outre, au Conseil, il est nécessaire de trouver des majorités parmi les 28 gouvernements représentés. Par conséquent, il faut avoir le sens du consensus et du compromis. Or cette situation est connue dans la vie politique allemande, qui dispose actuellement d'une grande coalition. Les quatre grands partis n'ont aucun état d'âme à travailler ensemble quand l'électeur l'a voulu. En France en revanche, on retombe facilement dans le manichéisme du libéralisme et de l'austérité néfastes face à la bonne voie socialiste. Sur ce point, je souhaite que la culture politique française puisse progressivement évoluer dans un sens qui valorise davantage la recherche de compromis. Ce n'est pas un mauvais mot, malgré ce que certains disent. Sans cet esprit, nous ne serons pas capables de mener des batailles politiques et d'affronter des controverses au niveau européen.

Roland Cayrol : Nous sommes dans une union où la majorité des pays pratique la représentation proportionnelle pour les élections parlementaires. Les gouvernements procèdent de la représentation proportionnelle et du Parlement. Cela engendre ainsi des alliances et, partant, cette nécessité de compromis. D'une certaine façon, les habitants de ces pays regardent le Parlement européen comme une institution qui ressemble au Parlement national : des endroits où l'on parle, et où il faut se mettre d'accord. Ce n'est pas le cas pour les Britanniques et les Français. En ce qui nous concerne, les élections européennes sont les seules élections où nous votons à la représentation proportionnelle. C'est la raison pour laquelle, depuis les premières élections au Parlement européen au suffrage universel direct en 1979, tous les commentaires des journalistes et des hommes politiques le soir du scrutin se révèlent faux. Ils disent à chaque fois que les lignes politiques habituelles ont été absolument effacées et que rien ne sera plus comme avant. Or nous revenons toujours à la logique du système majoritaire en France. Par conséquent, nous verrons que ce sera tout aussi faux cette fois-ci.

*Logique majoritaire en France et en Grande-Bretagne
vs logique proportionnelle*

En France, il est très étrange de voir une campagne électorale pour les élections européennes qui se joue sur un scénario gauche/droite, alors que le citoyen de base – qui ne sait déjà pas à quoi sert le Parlement européen – s'aperçoit ensuite que ces personnes venues débattre selon une logique gauche/droite vont toutes se mettre d'accord demain sur l'ensemble des textes qui seront votés au Parlement européen, et sur la désignation du président du Parlement européen et du

président de la Commission. Cela semble davantage incompréhensible chez les Britanniques et les Français parce que la logique majoritaire s'oppose à la logique proportionnelle. Mais je pense voir aussi dans certaines enquêtes portant sur certains autres pays proportionnalistes un décalage entre l'habitude d'un combat gauche/droite et une Europe qui efface ce combat, parce que la gauche et la droite deviennent la même chose. Sur ce point, il est sûr que nous avons des progrès à faire. Mais les partis politiques aussi ont quelques progrès à faire pour nous expliquer tout cela.

Isabelle Bourgeois : Thomas Petersen, est-ce qu'en Allemagne aussi, une polarisation gauche/droite commence à se dessiner à la marge ? Je pense par exemple aux conflits internes entre le centre et la gauche du SPD. Ou est-ce que la question n'a pas de sens par rapport à des pays comme la France ou la Grande-Bretagne ?

Thomas Petersen : En Allemagne, on observe ces dernières décennies une décrispation progressive du débat droite/gauche. Des années 1950 jusque dans les années 1990, les deux camps, de poids comparable, étaient en nette confrontation : d'un côté les chrétiens-démocrates et les libéraux, de l'autre les sociaux-démocrates et, plus récemment, les Verts. Les électeurs s'identifiaient alors très fortement à leur parti, et perdre une élection était ressenti comme une catastrophe. Mais au fil des mutations de la société, l'identification avec les partis politiques s'est affaiblie, la propension des électeurs à changer de camp au gré des élections augmentant dans le même temps. Le rapport des citoyens à l'État s'est modifié. Auparavant, ils se sentaient dépendants de l'État, attendant de lui directives ou prestations, mais ne se sentaient pas partie intégrante de cette collectivité. Dans une étude en sciences politiques des années 1950, la société ouest-allemande était présentée comme ayant toutes les caractéristiques d'une « *subject political culture* », ce qui a été fort malencontreusement traduit par « *Untertankultur* », c'est-à-dire une culture de sujétion, ce qui est totalement inadapté.

L'approche des Allemands a évolué au fil des décennies. Ils sont de plus en plus nombreux aujourd'hui à penser que leur participation à l'État est réelle. Sous le discours sur la désaffection du politique se cache en réalité un engagement politique plus prononcé que jamais, comme le montre l'augmentation de la part de ceux qui affirment que, quand on veut, on peut faire changer les choses. Dans cette approche, qui est celle d'une culture de la participation (la « *participative political culture* », que décrivent Almond/Verba dans leur ouvrage *The Civic Culture* paru en 1963), le citoyen se voit comme acteur. Et dès lors, il ne ressent plus comme une catastrophe le fait que le « mauvais » parti soit au gouvernement, mais considère que cette situation peut être changée. Certes, la confrontation entre les camps politiques perdure, mais elle a perdu son caractère conflictuel. L'Allemagne est aujourd'hui une démocratie mature.

Christian Lequesne : Je trouve intéressant ce que vous dites, parce que cela rejoint finalement la culture du libéralisme. C'est la culture du libéralisme qui consiste à penser que la société doit d'abord s'organiser avant d'attendre de l'État. Sur ce point, il y a peut-être une différence importante avec la France. Il m'a frappé de constater que la région Ouest est celle qui vote le moins pour le FN. En effet, dans le Grand Ouest, le FN n'arrive pas en tête. Toutes les études sociologiques nous disent que c'est une région où le tissu social est très structuré, avec de nombreuses associations, une prise en charge du quotidien et une résolution des problèmes par les individus et par la société. Il y a peut-être un lien ici – qui est aussi important que la question de la présence ou non des immigrés – dans l'explication de la variable de vote.

Roland Cayrol : Je suis tout à fait d'accord avec cela. Cela fait un moment que cela se voit dans l'Ouest. Toutefois, on peut avoir une vision légèrement plus pessimiste en disant que cela s'est un peu moins vu cette fois-ci et qu'on observe une nationalisation de l'influence du FN.

Isabelle Bourgeois : De manière générale, la répartition territoriale des votes pour différentes formations n'est-elle pas liée aussi à un écart d'information entre les grands centres urbains et la périphérie ? Une étude française a montré qu'à Paris et dans les grands centres urbains, les voix allaient avant tout vers les partis établis et que les zones rurales ayant un accès restreint aux journaux étaient marquées par la présence plus importante des votes extrêmes. La question clé qui se pose en France depuis le non au référendum en 2005 est de savoir quel est le rôle des médias, de l'information et de l'école. J'ai en effet l'impression que nous sommes des citoyens peu éclairés, en comparaison avec l'Allemagne qui a tout un système démocratique, médiatique et – en partie – scolaire qui veille à la formation et l'éducation à l'Europe.

Roland Cayrol : Il est clair que les médias ne jouent pas suffisamment bien leur rôle en France. À la fin de la campagne européenne, toutes les chaînes se sont battues pour ne pas retransmettre le débat entre les prétendants à la présidence de la Commission européenne. Même le service public – sur n'importe laquelle de ses chaînes – a refusé de le diffuser. Ils ont accepté de le faire seulement sur Internet, avec l'idée que dès que l'on parle de l'Europe, l'audience fuit. En effet, à chaque fois que des émissions télévisées ont été diffusées autour des objectifs européens et des débats intereuropéens, cela n'a pas bien fonctionné. Les médias sont coupables, mais les citoyens pourraient aussi de temps en temps jouer à être un peu responsables. Nous avons voté pour des élections européennes et pourtant, dans nos enquêtes, nous n'avons pas rencontré de citoyen européen qui sache ce qu'est le Parlement européen. Nous n'éprouvons même pas le besoin de savoir pourquoi on va voter. Il y a là quelque chose qui en dit long, non pas sur la désaffection par rapport à l'Europe

en général – l'idée européenne, je le disais, fonctionne toujours bien – mais par rapport aux institutions européennes. On constate le manque de pédagogie et de volonté d'apprendre.

Isabelle Bourgeois : Rappelez-vous 2005 : l'information sur le projet de traité constitutionnel était plutôt rudimentaire. En France, le texte n'était disponible nulle part, sauf environ trois semaines avant le référendum, dans un seul quotidien : *L'Humanité*. Dès lors, quel crédit accorder à la valeur de l'objectivité du texte ? Certes, peu avant le vote, les citoyens ont reçu le projet de traité constitutionnel dans leur boîte aux lettres, mais nulle part dans les médias, nous, citoyens français, n'en avons été informés. Alors qu'en Allemagne, ce texte était accessible partout.

Henrik Uterwedde : Je ne serais pas d'accord sur ce point. Dans la campagne de 2005 pour le traité, le texte était dans toutes les librairies des villes françaises. En outre, les réseaux sociaux se sont appropriés le texte pour en dénoncer, à leurs yeux, le caractère néfaste et libéral. En Allemagne, nous disions alors qu'au moins en France, il y avait matière à débattre.

Thomas Petersen : Les Français devraient cesser de croire que tout va mieux en Allemagne. En 2009, année de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne qui a apporté des modifications fondamentales au fonctionnement de l'UE, j'ai procédé à une analyse du contenu de l'information du magazine *Der Spiegel*, média leader en Allemagne. Si je me souviens bien, quelque 0,8 % de toute l'information concernait l'Europe. Pas un seul article dans le premier tiers des numéros ; aucun article ne dépassant une page. Le poids de l'attention médiatique accordée à cette profonde réforme de l'UE était le même que s'il s'était agi de la politique économique de la Biélorussie ou d'une réforme monétaire en Corée du Nord. Peu après, dans un sondage, l'IfD a demandé : « *Savez-vous qui est Herman Van Rompuy ?* ». 2% des Allemands savaient qui il est. Voilà pour le thème : tout va mieux en Allemagne.

Christian Lequesne : Je ne suis pas de l'avis que c'est la presse qui fait le débat public. Je pense que c'est le débat public qui influence la presse et que si l'on parle peu de l'Europe dans les journaux, c'est tout simplement parce que la demande de débat public est assez faible. Je voudrais – et là je suis en désaccord peut-être avec Isabelle Bourgeois – dire que c'est peut-être dans la presse quotidienne de province qu'on a les efforts les plus marquants. Le système de distribution du quotidien *Ouest France* fait que tous les matins, le journal est présent dans les villages de l'Ouest de la France. Pour l'école, je crois qu'il ne faut pas être trop sévère non plus. Il y a un vrai effort des professeurs d'histoire et de géographie pour enseigner l'Europe qui est au programme des classes de terminale. Pour ce qui est de l'Europe économique par les professeurs de sciences

économiques et sociales, il y aurait peut-être un autre débat. Mais je ne voudrais pas non plus caricaturer.

DÉBAT ET CONCLUSIONS

Question de la salle : Ce qui m'inquiète dans ce nouveau parti AfD, c'est son nationalisme. Et le fait qu'il attire les jeunes, alors même que nous, les jeunes Allemands, n'avons pas été élevés dans une culture développant la conscience et la fierté de l'appartenance à une nation. N'assistons-nous pas à la montée d'un nouvel extrémisme proche de celui d'un Farage ou Le Pen ?

Thomas Petersen : Comme tout parti nouvellement constitué, l'AFD attire des insatisfaits de tous bords qui y cherchent leur salut après avoir échoué dans les autres partis. C'est ce cocktail singulier qui place l'AFD sous les feux de la rampe. Mais Bernd Lucke, le leader de l'AFD, ne peut pas être considéré comme un extrémiste. Encore une fois, l'AFD n'est pas le FN ; ce parti n'en pose pas moins problème.

Sur le nationalisme : ce n'est pas votre génération qui a un rapport ambigu à la nation, mais la mienne et celle de mes parents, marquées par le traumatisme du III^e Reich, tous ses crimes et la guerre. Ce même traumatisme, le sentiment d'infériorité et les angoisses des Allemands ont aussi été une des forces motrices de l'intégration européenne. Or aujourd'hui, les Allemands sont en train de se « normaliser », au sens neutre du terme. Je cite volontiers dans ce contexte cette phrase de l'historien britannique Richard Rowles : « *Il faut un siècle à un peuple pour surmonter mentalement une défaite foudroyante.* » La fin de la guerre remonte à bientôt près d'un siècle, et votre génération n'a plus honte du drapeau national. Or cela irrite nos voisins, habitués à l'idée que les Allemands rechignent à se mettre en avant. Je me rappelle à quel point Angela Merkel avait choqué les Européens du Nord et de l'Est lorsqu'elle avait dit qu'elle représentait les intérêts de l'Allemagne. Imaginez que le président de la France choque ses voisins en affirmant haut et fort qu'il représente les intérêts de la France. Il est normal que la chancelière défende les intérêts de son pays, c'est pour cela qu'elle a été élue. Il faut du temps aux voisins de l'Allemagne pour s'habituer à cette nouvelle normalité.

Question de la salle : Je voudrais juste préciser deux choses ; je ne suis pas eurosceptique et je pense que l'euro est une belle avancée. Je voulais remercier Roland Cayrol d'avoir rapidement, mais fort à propos introduit la problématique de la proportionnelle en ce qui concerne la France. Le FN représente 24 % aux dernières élections européennes. 43,5 % du corps électoral s'est prononcé. Est-ce qu'on ne peut pas se poser la question en France des limites du scrutin de circonscription uninominal à deux tours, qui peut faire en sorte qu'un parti en tête à l'élection ne soit presque pas représenté au Parlement ? Faut-il attendre que ce

parti atteigne 30-35% des voix pour qu'il ait une représentation et que les effets du mode de scrutin se trouvent démultipliés ?

Question de la salle : Est-ce que vous ne croyez pas que le sujet du chômage mérite aussi d'être creusé, indépendamment des problèmes d'immigration et de religion, avec la montée des extrêmes islamiques qui devrait nous renforcer dans la discussion européenne ? Vous avez très justement, Thomas Petersen, souligné que l'Allemagne est très sensible au projet européen quand elle est en difficulté, comme voisine de la Russie et de l'Ukraine. Dès lors, est-ce que l'on va vers plus de discussion européenne ?

Question de la salle : En France comme en Allemagne, connaît-on la tranche d'âge des personnes ayant participé au vote le 25 mai ?

Michèle Weinachter : Pourquoi le débat public a-t-il peu ou mal lieu en France par rapport à l'Europe, mais aussi par rapport à la mondialisation ? Une partie de la réponse pourrait être que c'est un problème culturel d'ouverture des Français au monde. Mais cela ne suffit sans doute pas et j'attends des éclaircissements complémentaires.

Isabelle Bourgeois : J'ajouterai la question : et la suite ? Comment continuer dans la voie de l'intégration politique ?

Roland Cayrol : Concernant le mode de scrutin, il est vrai sans doute qu'il est de plus en plus étrange de vivre dans des pays où des partis qui réunissent 18 % à 25 % des voix ne sont pratiquement pas représentés au Parlement. Cela pose chaque fois le problème de la représentation proportionnelle. Je voudrais simplement vous rappeler qu'à la dernière élection présidentielle française de 2012, tous les candidats sans exception se sont prononcés pour l'instillation d'une dose de proportionnelle dans les élections législatives. Donc théoriquement, s'il y avait une proposition de ce genre, elle devrait avoir le vote unanime de l'Assemblée nationale et du Sénat. Après on peut se demander pourquoi, de temps en temps, les partis ne tiennent pas leurs promesses. Mais sur le plan théorique, cela devrait être acquis. Les électeurs peuvent se reporter vers chacun des partis pour lesquels ils votent et leur demander où ils en sont par rapport à cet engagement.

Pédagogie en France autour du référendum de 2005

Par ailleurs, en ce qui concerne le débat public, il y a eu, en 2005 sur le référendum, un incroyable débat public dans ce pays, pas seulement sur les réseaux sociaux, mais dans toutes les villes de France. J'ai participé à une trentaine de débats. Les gens étaient quasiment devenus des experts du traité. Une passion avait pris les individus, ce qui prouve que c'est possible. Et pourtant, l'objet

n'était pas si simple à contrôler. Une pédagogie forte a eu lieu. Je pense que le fait que, malgré le rejet de ce référendum européen, nous avons ensuite adopté par une voie parlementaire à peu près exactement le même traité, n'a pas été très bon pour que vive dans ce pays le sentiment que l'Europe était démocratique. Non seulement les 55 % de gens qui ont voté non ont estimé qu'ils avaient été privés de leur victoire, mais également beaucoup d'électeurs qui avaient voté oui ont ressenti un malaise par rapport au fait que, contrairement au parallélisme des formes habituelles de nos démocraties, on oubliait le peuple et que deux à trois ans après, on votait quand même. Je ne dis pas que c'est une explication *ad vitam aeternam*. Cela va finir par disparaître. Néanmoins, il me semble que cela pèse sur l'image de la démocratie européenne.

Deux mots simplement pour dire qu'en France, les personnes qui ont le moins voté aux élections européennes sont les plus jeunes. En France, quelle que soit l'élection, plus on est jeune, moins on vote.

L'image de la démocratie en Europe

Sur les perspectives, je dirais essentiellement deux choses. Premièrement, le thème de la démocratie en Europe est important. On nous a annoncé lors de la campagne que désormais, le candidat proposé par le Conseil européen pour la présidence de la Commission devrait être élu par la majorité du Parlement européen. Je sais bien qu'il peut y avoir discussion sur ce que veut dire « prendre en compte », mais il ne peut pas y avoir de discussion sur le fait qu'il y ait un vote majoritaire du Parlement européen. Je ne suis pas un admirateur de Jean-Claude Juncker. Je ne suis pas de ceux qui ont trouvé qu'il a fait une campagne exceptionnelle, mais je suis de ceux qui pensent que s'il n'était pas président de la Commission européenne, cela ternirait de nouveau l'image de la démocratie en Europe. Au Parlement, il existe une coalition composée des sociaux-démocrates, des libéraux, des chrétiens-démocrates et des Verts. Il est clair que c'est le représentant du parti le plus important qui doit être choisi par le Conseil européen. Si ce n'est pas Jean-Claude Juncker, je ne donnerai pas cher de l'image que va donner le Conseil européen.

Accepter les transferts de souveraineté

Deuxièmement, bien que j'aie essayé d'être plutôt positif dans mon regard sur les élections européennes et de limiter l'ambiance incroyablement eurosceptique autour des élections, mon opinion est que quand on sort dans cet état-là d'élections européennes à 28 et dans l'état actuel du débat européen, les gouvernants des Vingt-Huit sont devant une nécessité vitale de faire plus d'Europe et d'accepter de véritables transferts de souveraineté. Ce n'est qu'à cette condition qu'elle pourra à nouveau susciter un espoir dans l'opinion et dans la réalité de nos sociétés. Il faut nous mettre d'accord à 28 – ou à

moins – pour faire des pas en avant vers l'Europe. Sans quoi je pense que comme depuis dix ans, nous aurons de moins en moins d'Europe.

Thomas Petersen : En ce qui concerne la participation électorale des différentes classes d'âge en Allemagne, l'abstention est, comme en France, également plus marquée chez les plus jeunes. Mais il ne s'agit pas là d'un signe de défiance envers la politique. Les électeurs plus âgés sont fortement politisés. Ils ont grandi dans un monde où tout était politique et ne peuvent pas concevoir de ne pas aller voter, tandis que la jeune génération se sent peut-être un peu moins concernée, ce qui se répercute sur son taux de participation électorale.

J'aimerais évoquer aussi le rôle que joue dans la montée des extrêmes une modification récente du mode de scrutin allemand. Normalement, un parti doit obtenir 5 % des voix pour entrer au Bundestag ou dans un parlement régional. Cette disposition est un enseignement tiré de l'instabilité de la République de Weimar dont la multiplication des mini-partis plus radicaux les uns que les autres avait scellé la fin. Or la Cour constitutionnelle fédérale vient de supprimer ce seuil pour les élections européennes, estimant qu'il n'est pas démocratique puisqu'il interdit de fait aux électeurs des petits partis de participer à la démocratie dans l'Union. C'est la raison pour laquelle, pour la première fois, se trouvent représentés au Parlement européen des formations aussi peu conventionnelles que celle défendant la protection des animaux ou la fidélité à la Bible – et aussi le parti NPD. Que ce dernier ait un député européen est la conséquence arithmétique du fait qu'il suffit désormais, étant donné la taille de l'Allemagne, de moins de 1 % des voix pour avoir un siège au PE.

J'ajouterai un dernier mot sur les médias. Les théories de la communication de ces 50 dernières années nous ont appris que ce sont les médias qui déterminent de quoi on débat dans l'espace public, qui en fixent l'ordre du jour : on appelle cela la fonction d'*agenda setting* des médias. Autrement dit, si nous voulons qu'ils prennent au sérieux les questions européennes, qu'ils considèrent que les élections européennes sont là pour élire un Parlement européen et non pour désavouer un gouvernement national, il nous faut convaincre les journalistes de l'importance de l'Europe. Ce n'est qu'ainsi que nous parviendrons à amener les citoyens à s'intéresser à l'Europe.

Isabelle Bourgeois : Il faudrait peut-être cibler aussi les rédactions centrales et voir ce que cela rapporte en recettes publicitaires, mais c'est encore autre chose.

Christian Lequesne : J'aurais une petite nuance à apporter sur ce point. Je ne surestimerais pas ce que vous avez appelé le pouvoir d'*agenda setting* de la presse et ceci d'autant plus qu'aujourd'hui, la communication ne passe plus uniquement par les journalistes ; elle passe de plus en plus aussi par d'autres formes d'échanges, en particulier tout ce qui a trait aux réseaux sociaux.

Sur la question des Français moins ouverts à la mondialisation et à l'Europe, je ne pense pas qu'il y ait un problème culturel particulier en France par rapport aux autres pays de l'UE. Les classes supérieures par exemple sont plutôt bien adaptées à la mondialisation en France. Il est intéressant de constater le décalage entre les pratiques et le discours. Il y a des sujets sur lesquels nous allons devoir travailler, en particulier sur le fait que les parents envoient de plus en plus leurs enfants faire leurs études supérieures à l'étranger. Cela devient aujourd'hui un phénomène à étudier. Or, socialement, ces jeunes sont très ciblés. Par ailleurs, il est difficile de simplifier et de vulgariser le thème de la mondialisation et de l'Europe, notamment à partir de catégories simples que nous connaissons dans la politique. Nous revenons toujours à des grilles de lecture. Or tout cela, quand on parle d'Europe, n'entre pas très souvent dans ces grilles de lecture gauche/droite, majorité/opposition auxquelles les cultures politiques nationales nous ont habitués.

Je terminerai en disant que je partage absolument ce qui a été dit sur Jean-Claude Juncker. Je pense que si le Conseil européen l'écarte, il s'agira d'une régression de la démocratie européenne. Je comprends que l'on ne lui ait pas confié la fonction de formateur – comme on dit en Belgique –, parce que pour l'instant, nous en sommes aux procédures et nous avons voulu respecter la lettre des traités. Mais au final, je trouverais grave que l'on choisisse quelqu'un d'autre. Or David Cameron, qui se prononce contre, a quelques soutiens de la part des chefs d'État et de gouvernement. Bien qu'Angela Merkel n'ait pas une passion particulière pour Jean-Claude Juncker, elle est prête à le soutenir dans un compromis final.

Pour conclure, je pense qu'il faut un nouvel agenda positif, qui ne soit pas simplement un agenda de gestion de crise. Il ne faut pas oublier que depuis 2008, l'agenda politique de l'UE est de sortir de la crise. Il va falloir trouver de nouvelles politiques porteuses. Autour de l'énergie, je sens quelque chose qui se dessine et qui, à défaut de faire consensus, comme le montre l'exemple franco-allemand, peut tout de même constituer un thème de débat. Je partage ce qu'a dit Henrik Uterwedde : la controverse, ce n'est pas grave. Il faut de nouveaux thèmes de discussion, et notamment celui de l'énergie.

Henrik Uterwedde : Je pense qu'il est possible de vaincre l'euroscepticisme. Nous n'avons pas parlé des politiques nationales. Quand la situation économique est favorable, la tentation est peut-être moins grande d'accuser l'Europe libérale et l'austérité. Or il faut arrêter de se voiler la face. On peut également noter un paradoxe dans la coexistence de grandes attentes envers l'Europe et d'un certain euroscepticisme. L'un explique peut-être l'autre. Quand on pense – notamment sur le chômage – que l'Europe peut tout résoudre, on est susceptible d'être déçu de l'Europe parce que l'Europe ne peut pas tout, comme l'État ne peut pas tout (comme le disait Lionel Jospin en 2000).

Régler d'abord les problèmes au niveau national

L'Europe n'est pas la cause des problèmes actuels de la France. La France pourrait mettre en œuvre en toute autonomie une réforme administrative ou une réforme de la formation professionnelle, face au chômage des jeunes qui sévit depuis des décennies et à la difficulté de passer de la vie scolaire à la vie professionnelle. L'Europe n'empêche pas non plus la France de faire une réforme des universités, d'instaurer une fiscalité et une politique de contributions favorables à l'emploi et à la compétitivité et de mettre en place un cadre réglementaire propice aux entreprises. Il faudrait cesser d'argumenter en termes de « cadeaux aux entreprises » quand on voit que les entreprises françaises font moins de profits, ont plus de charges que les autres et ont moins de réserves pour innover et investir. Il faudrait donc commencer par régler les problèmes au niveau national.

En corollaire de cela, il faut faire la part de ce qui est imputable à l'Europe et de ce que peut faire l'Europe. Comme l'a dit Christian Lequesne, on peut espérer un nouvel agenda européen, dans une réflexion commune. Toutefois, je ne crois pas trop à un agenda doté de nombreux milliards pour remédier au chômage des jeunes. L'Europe, c'est un grand marché qui doit être organisé et qui est propice au développement et à la croissance s'il fonctionne vraiment. En plus de favoriser la mobilité des chercheurs et des universitaires, l'Europe pourrait favoriser aussi la mobilité de la main-d'œuvre et des jeunes, ce dont il est question actuellement.

En ce qui concerne Jean-Claude Juncker, je dirais qu'il y a des limites au consensus et qu'il faut aussi demander à tous – David Cameron inclus – d'accepter un vote démocratique et un vote à la majorité. Une partie de la crédibilité de l'Europe et du Parlement est en jeu.

Intégrer davantage la notion de subsidiarité

Pour conclure, nous n'échapperons pas à un débat de fond sur l'avenir de l'Europe. Que sommes-nous prêts à faire ensemble, à partager en termes de compétences et de ressources ? Après l'élection du Parlement et au regard des événements autour de l'énergie et de Vladimir Poutine notamment, le moment est peut-être venu de mener un grand débat collectif européen sur ces questions. Le *statu quo* mènera dans le mur. Il nous faut choisir entre la régression d'un côté et, de l'autre, une marche réfléchie vers toujours plus d'Europe, en établissant ce que l'on devra faire en commun en Europe et ce qui peut rester aussi au niveau national. C'est là qu'intervient le maître-mot de « subsidiarité ». Cette notion a été très présente dans le débat européen allemand. Cela consiste à faire faire à l'Europe ce qui est vraiment essentiel là où l'Europe est mieux placée que les nations et les régions pour en assumer les charges, mais aussi à laisser aux nations et aux régions le soin de gérer tout le reste. Or tout le reste, c'est

beaucoup. Par conséquent, plus d'Europe peut signifier aussi plus de concentration de l'Europe sur les vraies tâches communes et peut-être moins d'Europe dans d'autres tâches secondaires. Il s'agit d'un vaste agenda non seulement pour ceux qui nous gouvernent, mais aussi pour les citoyens. Il faudra essayer d'organiser et de nourrir ces débats sur l'avenir de l'Europe dans nos pays, mais aussi à travers des cercles franco-allemands et européens.

Christian Lequesne : J'aimerais réagir sur un point. On ne peut quand même pas se moquer complètement de la position de David Cameron parce qu'il a un véritable problème avec la Grande-Bretagne et son parti en particulier. Il estime qu'il doit essayer de sauver la participation de la Grande-Bretagne à l'Union européenne contre les eurosceptiques de son parti, et que Jean-Claude Juncker serait contreproductif. Ce n'est pas un petit argument. Autant l'on peut prendre du recul par rapport à l'avis de Viktor Orbán qui n'apprécie pas Jean-Claude Juncker parce qu'il est l'ami de la Commissaire européenne Viviane Reding, qui a critiqué l'absence de libertés publiques en Hongrie depuis que le Fidesz est au pouvoir, autant, en ce qui concerne David Cameron, la situation est différente. Cela soulève l'enjeu de la victoire éventuelle de ceux qui sont favorables à la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE. David Cameron est défié par de nombreux députés qui suivent cette ligne, y compris et souvent des jeunes députés de la génération des enfants de Margaret Thatcher.

Isabelle Bourgeois : Merci pour ce remarquable débat qui nous a permis de voir que l'Europe n'est peut-être pas si élitiste que cela, que nous faisons aussi preuve de beaucoup de bon sens par rapport aux difficultés que nous rencontrons. Chacun pense selon l'âge, le pays, la culture et toute une série de critères variés. Finalement, le vrai problème de l'Europe, c'est que nous hésitons à nous poser la vraie question : quelle Europe voulons-nous ? Le reste suivra. Le reste, ce sont les outils, les instruments, la méthode. C'est le but qui nous manque.

Les symboles, qui manquent cruellement à l'Europe et qui ont été évacués du Traité de Lisbonne, existent néanmoins. Simplement ils ne peuvent pas apparaître à la surface de l'espace public. L'euro par exemple a un monument en forme de cœur. Mais ce cœur, il faut le cacher soigneusement, par peur qu'il soit l'objet de la colère de tous ceux qui, pour diverses raisons, sont contre l'Europe, l'euro et tout ce que cela implique. Par conséquent, ces symboles existent. On peut y adhérer, mais on n'a pas encore le droit de le dire. Ce que je souhaite après ce genre de débats, c'est que l'on puisse un jour montrer fièrement ce symbole à l'espace public. On peut déjà le voir sur le site Internet du CIRAC, à l'adresse : <http://www.cirac.u-cergy.fr/questions.php>.

Regards sur l'économie allemande assure depuis 1991 une étude suivie des transformations structurelles qui affectent l'économie allemande sous l'effet de l'intégration européenne et de la globalisation. À côté de rubriques régulières d'actualité, la revue publie des dossiers sectoriels, analyse les politiques pu-

bliques fédérales et régionales ainsi que les stratégies des entreprises, tout en mettant en évidence les enjeux de régulation politique et sociale au plan national et européen.

À raison de quatre numéros par an, la revue s'adresse principalement aux chercheurs, aux experts des questions européennes, aux acteurs de la vie économique et publique, aux journalistes spécialisés. Sous la plume d'experts réputés, elle met en évidence les éléments significatifs qui permettent d'évaluer les choix et les performances de notre principal partenaire européen.

La revue est disponible sur Internet, par le portail Revues.org : <http://www.rea.revues.org>, ainsi que sur Cairn : <http://www.cairn.info/revue-regards-sur-l-economie-allemande.htm>.

Diffusion par abonnement annuel et au numéro (ISSN 1156-8992)

Directeur de la publication : Alfred GROSSER

Responsable de la rédaction : René LASSERRE

Rédactrice en chef : Isabelle BOURGEOIS

Tous les sommaires de **Regards sur l'économie allemande** sur : <http://www.cirac.u-cergy.fr>

Ouvrages parus aux Éditions du CIRAC :

L'ATELIER DU CONSENSUS

Processus franco-allemands de communication et de décision

Sous la direction de Claire DEMESMAY, Martin KOOPMANN, Julien THOREL

Durant des décennies, la coopération franco-allemande a marqué de son empreinte l'intégration européenne. C'est pour cette raison que la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP), la Fondation Genshagen et l'université de Cergy-Pontoise (CICC/CIRAC) ont décidé de lancer un projet de recherche qui analyse les facteurs de réussite des canaux de communication et des processus de décision franco-allemands. À cette fin, dix tandems formés de chercheurs français et allemands se sont penchés sur des études de cas issus de quatre champs politiques différents, qui tous ont eu un impact sur l'évolution de l'Union européenne entre 2003 et 2012. Le présent ouvrage réunit les résultats de ce projet franco-allemand.

2014 – 222 pages – 25 € – ISBN 978-2-905518-46-0

LES RÉFORMES DE LA PROTECTION SOCIALE EN ALLEMAGNE

État des lieux et dialogue avec des experts français

*Sous la direction d'Olivier BONTOUT, Solène HAZOUARD,
René LASSERRE, Catherine ZAIDMAN*

Dans le cadre des réflexions et des débats publics menés en France depuis 2011 sur la convergence des politiques de compétitivité entre la France et l'Allemagne, la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) et le Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC) ont développé conjointement un programme pour la promotion d'un dialogue franco-allemand sur la protection sociale ayant pour objectif de comparer les politiques de réforme des régimes de sécurité sociale menées de part et d'autre du Rhin. Cet ouvrage offre une synthèse des travaux et des réflexions développés au cours de ce programme.

2013 – 272 pages – 25 € – ISBN 978-2-905518-42-2

Liste complète des publications sur : <http://www.cirac.u-cergy.fr>

Composition : CIRAC
<http://www.cirac.u-cergy.fr>
CIRAC, c/o Université de Cergy-Pontoise
33, boulevard du Port – 95011 CERGY-PONTOISE CEDEX
Impression : Dupli-print
2, rue Descartes – Z.I. Sezac – 95330 DOMONT

Dépôt légal : octobre 2014

Imprimé en France

Actes de trois conférences-débats organisées
par le Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine
(CIRAC)
et le Deutsch-Französisches Institut de Ludwigsburg (DFI),
dans le cadre du cycle thématique
**« France-Allemagne-Europe :
Perspectives de consolidation de l'Union européenne »**
de l'Institut d'études avancées (IEA) de l'université de Cergy-Pontoise (UCP) :

« La nouvelle constellation politique franco-allemande :
un nouveau souffle pour l'Europe ? »
13 mars 2014, université de Cergy-Pontoise

« Les positions française et allemande sont-elles conciliables
face aux enjeux de l'union politique
et de la gouvernance économique européennes ? »
29 avril 2014, Goethe-Institut, Paris

« Les élections au Parlement européen :
état de l'euroscpticisme en France, en Allemagne et en Europe.
Quelles conséquences pour la poursuite de l'union politique européenne ? »
2 juin 2014, Maison Heinrich Heine, Paris

Ce projet a bénéficié du concours financier de l'IEA et de la Fondation de l'UCP

iea institut
d'études
avancées
université de Cergy-Pontoise

Fondation
UNIVERSITÉ DE CERGY-PONTOISE

8 € TTC

ISBN : 978-2-905518-47-7

CIRAC

UNIVERSITÉ DE CERGY-PONTOISE 33, BOULEVARD DU PORT 95011 CERGY-PONTOISE CEDEX